LE MONDE
LIBERTAIRE

www.monde-libertaire.fr

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

ISSN 0026-9433

hors-série N° 42

7 juillet - 7 septembre 2011

M 06726 - 42 H - F: 4,00 € - RD

La Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste est un groupement de militants politiques organisé sur le principe du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) garantissant aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos « principes de base » (disponibles sur demande). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel. Nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation.

Pas de hiérarchie, donc pas de chefs chez nous ! C'est à tous les militants et militantes qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeants/exécutants, la participation effective des militants et militantes aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité.

Ces structures fédérales sont : le *Monde libertaire* hebdomadaire, Radio libertaire, hier parisienne, aujourd'hui planétaire, et la librairie du Monde libertaire, à Paris également. En dehors de ces œuvres fédérales, les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leur propre activité au niveau local.

Les buts de la FA

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique, sociale et politique ; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation ; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour cela que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre. Qu'ils regardent autour d'eux et qu'ils nous expliquent comment faire pire !

Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non pas de gouverner les hommes mais d'administrer les choses au profit de la collectivité tout entière. Nous voulons construire une société libre sans classes ni État, sans patrie ni frontières, avec comme objectifs : l'émancipation des individus ; l'égalité sociale, économique et politique ; la liberté de création ; la justice ; l'éducation libertaire et permanente ; l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion) ; la démocratie directe ; une économie tournée vers la satisfaction des besoins ; l'abolition du salariat ; l'écologie ; la libre union des individus ou des populations ; la liberté d'expression ; la libre circulation des individus.

Voilà en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social fondé sur l'entraide, la solidarité, sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

Économie

Les banksters, par J. Langlois, *page 3*

Syndicalisme

Repenser l'anarcho-syndicalisme, par G. Goutte, *page 6*

Dossier anticarcéral de *L'Envolée*

Des peines toujours plus longues, par *L'Envolée*, *page 9*
Appel à la résistance, par des prisonniers d'Arles, *page 10*
L'appel de Clairvaux, par des prisonniers longues peines, *page 11*
Bois-d'Arcy, 8 mai 2011, par Djamel, *page 12*
À lire, *page 13*

Discussions et débats

Anarchisme et décroissance, par J. Rackham, *page 14*
Entretien avec Daniel Colson et Valéry Rasplus, *page 18*

Histoire

Lettre sur le séisme de San Francisco, par K. Shusui, *page 23*
Kôtoku Shûsui à San Francisco, par P. Pelletier, *page 24*

Expression

Intronisation de l'indétrônable bêtise, par R. Dadoun, *page 26*

Littérature

Notes sur le roman noir, par J. Rolin, *page 30*
Chroniques polardesques, par G. Pidard, *page 33*

Cinéma

¡ Viva Mexico !, par G. Goutte, *page 36*

Le mouvement

Solidarité avec le Cira de Marseille, *page 37*
En souvenir d'un copain et d'une copine, *page 38*

La Fédération anarchiste

Liste des groupes, *page 39*
Grille des émissions de Radio libertaire, *page 42*

Propagande !

L'affiche reproduite en quatrième de couverture est disponible au tarif suivant :
- 8 euros les 50 exemplaires (40 x 60 cm), port compris.
- gratuit pour les groupes de la Fédération anarchiste.

Commandes et renseignements à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, téléphone : 01 48 05 34 08.

Comment les banquiers ont volé et volent le monde

C'EST UNE HISTOIRE NAVRANTE dans laquelle on peut voir que l'agitation verbale de Zébulon Ier vise à conserver le statu quo tout en donnant l'impression d'être un révolutionnaire altermondialiste. Au commencement est le désir typiquement américain de devenir proprio comme signe visible de réussite sociale car les *tenants* («locataires») sont considérés aux États-Unis comme du pipi de chat. C'est la version US du «*si t'as pas une Rolex à 50 balais, t'as raté ta vie*». Ce désir est évidemment encouragé par les politicards de toute obédience puisque pendant que le salarié paye les traites de son logement, il est tranquille : il aménage, il embellit, il ne fait pas grève, il participe à la vie sociale où il est reconnu comme personne et non plus comme prolo. On comprend pourquoi Gnafron Ier voulait importer ce modèle en France, modèle qui en plus enrichit les banques par le biais du versement des intérêts de l'emprunt et les municipalités via les taxes foncières. C'est pourquoi, du reste, on n'entend guère les «socialistes municipaux».

Las, après la révolution libérale de Reagan/Thatcher, les salaires se sont mis à stagner et même souvent à reculer quand exprimés en dollars constants depuis 1970. Le revenu des Américains n'a globalement augmenté que parce que le taux d'activité des femmes s'est accru et que les ménages ont eu alors un double salaire. C'est un effet induit et voulu de la mise en concurrence des différents pays sur un marché mondialisé avec la libre circulation des capitaux : les pays les moins «coûteux» (frais de main d'œuvre, etc.) ont détruit les emplois industriels des autres et exercé une pression à la baisse sur les rémunérations. Accéder à la propriété devenait chose impossible pour les petites gens. Eurêka : on a ouvert en grand les vannes du crédit, notamment immobilier. En plus des crédits hypothécaires dits «*primes*» pour les emprunteurs aisés et solvables, les banques inventèrent les «*subprimes*» pour les fauchés peu fiables. Pas de problème : en cas de défaillance de l'emprunteur, la banque ferait saisir le bien qui, ô miracle, aurait augmenté de valeur entre-temps. En effet, le développement du crédit entraînait un boom immobilier et une inflation des prix des maisons et logements. Et ces plus-values immobilières attendues permettaient de souscrire des crédits supplémentaires à la consommation de type «*revolving*» (cartes de crédit renouvelable à 20 % de taux d'intérêt que Tsarko admirait tant). Il se trouve que les subprimes étaient à taux d'intérêt variable. Or, en 2005-2006, la FED augmenta son taux directeur afin de conserver et attirer des acheteurs de bons du Trésor US comblant les énormes déficits budgétaires dus aux guerres d'Irak et d'Afghanistan. Patatras, les taux d'intérêt montèrent en flèche, ce qui empêcha les pauvres de payer leurs traites mensuelles. De plus, dans ces prêts, on ne payait le capital emprunté que vers la fin et les premières années étaient à faible taux d'intérêt. Tout cela précipita les prolos dans la mouise.

Dès 2006, et surtout dès début 2007, les banquiers d'affaires virent que le marché immobilier se retournait et que les défaillances

d'emprunteurs en subprimes se multipliaient. Eurêka et première solution véreuse : titriser les titres d'hypothèques, c'est-à-dire en faire des paquets par milliers, en les transformant en un effet financier unique vendable sur le marché. Ce sont les *Assets Backed Securities* (ABS) qui ont l'avantage, en étant vendables, de transférer les risques aux acheteurs et de pouvoir ainsi être sortis lors du bilan des banques (qui auraient été obligées de passer des provisions pour pertes) et d'échapper aux obligations prudentielles (avoir 2 % des engagements de la banque en ressources propres et actifs). C'est le début de la finance fantôme dite aussi « hors bilan ». Las, ces papiers risqués finirent par avoir du mal à trouver preneur. Les subprimes ne représentaient pourtant que 4 % du PIB (600 milliards de dollars) contre une dette privée globale atteignant 190 % (près de 30 000 milliards). Pourquoi, alors, cet écroulement de la finance US ? C'est à cause de l'installation d'un risque systémique introduit par icelle. La titrisation fait partie de cette complexité où une chatte ne reconnaîtrait pas ses petits.

Eurêka bis. Les banques inventèrent alors la *Collaterized Debt Obligation* (CDO). Vasistas ? C'est « un produit structuré », regroupant différents paquets d'ABS (ou autres titrisés comme les MBS, *Mortgage Backed Securities*, paquets regroupant des créances sur les hypothèques primes, ou tout autre titre de regroupement de créances, par exemple sur les crédits voiture ou sur les prêts pour études ou traitement médical lourd), hiérarchisés par niveau de risque ou découpés en tranches à taux d'intérêt différents, comme un millefeuille où la tranche supérieure serait de la nougatine (les bons du Trésor US peu rentables mais sans risque) et l'inférieure, de la génoise (les subprimes). Quand il y a défaillance, ce sont les tranches du bas qui écopent en premier ; ce sont celles qui rapportent le plus mais sont les plus osées et défaillantes en premier. C'est ce qui explique que les CDO s'écroulèrent car la génoise a pourri tout le paquet comme une pomme véreuse dans un panier. Grâce aux subprimes, cependant, le CDO était un produit financier juteux sur lequel les banques européennes se précipitèrent aussi en les intégrant dans des « SICAV dynamiques ». En France, les banques « universelles » (à la fois de dépôt et d'investissement ou d'affaires) en achetaient pour leur partie affaires et celle-ci priait la partie dépôt de les fourguer aux petits épargnants. De façon générale, les banques souscrivaient des montagnes de CDO juteux. Las, les ABS plombèrent rapidement les CDO. Et, parallèlement, les banques avaient mis leurs CDO dans des filiales sises dans des paradis fiscaux.

Eurêka ter, ce qui a accru encore le risque systémique. On inventa alors génialement le *Credit Debt Swap* (CDS, échange de titres de dettes). Vasistas ? C'est une assurance contre la perte de valeur des titres : un acheteur de CDS paie une prime à un assureur (ce fut en général AIG, dont la faillite a été évitée car elle a été rachetée par le gouvernement US pour 185 milliards de dollars) ; en cas de perte, l'assureur la rembourse. Le CDS est merveilleux : vous pouvez (comme pour les ABS, CDO et tout autre titre ou comme pour tout objet de spéculation) l'acheter à terme, à découvert ou « à nu ». C'est-à-dire sans dépôt de garantie ou avoir préalable existant. Auquel cas, en cas de perte, vous ne payez que la différence entre l'engagement et la réalité : vous promettez de vendre 100 titres à 90 euros – sans les avoir – en espérant qu'ils vaudront 80 euros dans 3 mois ; s'ils en valent 100 vous devez 100 multiplié par 10 – 100 moins 90 – à l'acheteur soit 1 000. C'est donc une perte sur un avoir fictif (ou un gain si vous avez spéculé à la hausse) sans avoir réellement acheté puis vendu la marchandise ou le titre ! On s'est rapidement retrouvé avec des CDO et des CDS au carré, au cube, etc.

Mais le CDS a une autre qualité : c'est comme si vous pouviez assurer la voiture de votre voisin en espérant un accident ; on peut spéculer sur ce que les autres ont. Par exemple, des obligations de la dette grecque. Plus les CDS sont souscrits sur celle-ci, plus la confiance dans ladite dette diminue, plus sa valeur faiblit, plus les taux d'intérêt exigés pour la refinancer sont élevés. Ce qui ruine la Grèce et qui procure d'énormes bénéfices aux spéculateurs (des banques ou *Hedge Funds*, évidemment) à la baisse des titres de dette grecs. Et comment fait-on chez les spéculateurs pour acheter des CDS (ou des CDO ou des ABS) ? On emprunte au trésor US à 0,25 % ou à la BCE à 1 % (le fameux effet

de levier de l'emprunt) ! Rappelons que Tsarko avait fait prêter des sommes considérables aux banques françaises pour qu'elles maintiennent et développent le crédit aux entreprises et aux ménages. Prêts sans contrepartie et vite remboursés, car les banques ont profité de ces prêts à faible taux d'intérêt pour spéculer à nouveau, d'où la réapparition des bonus versés aux traders (seule règle : ils sont gelés pendant trois ans) et les gros profits bancaires. Seuls les Britanniques avaient nationalisé leurs banques pourries…

Les banques ont multiplié à l'infini les « produits dérivés ». Vasistas ? En premier lieu, c'est une technique d'assurance ; par exemple, vous vendez à terme un stock de blé à un prix convenu à un acheteur prêt à prendre le risque d'une diminution de valeur du stock constitué. Votre capital, réel dans ce cas-là, est sauvé. Cet accord est le produit dérivé ; il est cessible sur le marché financier ; le blé qui sert de garantie réelle (ou tout autre matière ou produit ou créance réelle ou titre financier comme les actions ou obligations, etc.) est appelé le « sous-jacent ». Ensuite, c'est devenu de la spéculation pure à terme et à découvert. Les produits dérivés sont rapidement devenus des papiers (et surtout maintenant des écritures électroniques circulant à la vitesse de la lumière) sans garantie objective comme les ABS, CDO, etc. Qui plus est, les échanges de dérivés se sont rapidement faits sur des marchés inorganisés (sans surveillance publique ou de la corporation) dits de gré à gré (ou *over the counter*, par-dessus le comptoir) entre échangistes. Pour ce faire en toute discrétion, les banques usèrent de filiales offshore dans des paradis fiscaux afin de développer l'évasion fiscale et surtout les activités hors-bilan de cette finance fantôme. On en est arrivé ainsi à une pyramide dont la pointe servait de base en reposant sur les subprimes pour une très petite part (600 milliards, 4 % du PIB US), de 600 000 milliards de dollars alors que le PIB mondial n'est que de 60 000 et le PIB US de 15 000. Cette pyramide, qui pourtant est

imaginaire et n'offre aucune garantie objective, produit des engagements toxiques (et systémiques où tout le monde se tient par la barbichette) à respecter sans que, évidemment, il y ait les liquidités nécessaires pour les honorer. D'où la débandade des banques avec la faillite de Lehmann Brothers en septembre 2008 : personne ne savait ce qu'avaient les autres banques comme titres pourris, dès lors lesdites banques refusèrent de se faire crédit entre elles et coupèrent le crédit aux autres acteurs pour refaire leurs ressources et actifs sûrs afin d'éviter la faillite.

Si les banques, les assureurs, les multinationales s'étaient mis à spéculer, c'est parce qu'il y avait une masse énorme de capitaux flottants à la recherche d'un placement (dont les dettes publiques) et parce que les entreprises étaient en situation de surproduction à cause des moyens modernes et de la faiblesse du pouvoir d'achat, malgré l'inondation de produits *low cost* en provenance de Chine et autres pays. Elles n'investissaient donc pas. Au contraire ; les entreprises rachetaient leurs propres titres pour en faire monter la valeur, notamment pour payer des fusions par échange d'actions. Les PDG poussaient à ces manœuvres à cause de leurs stock-options (titre de la boîte vendable après cinq ans ; d'où l'idée d'en gonfler la plus-value). La surproduction provient de ce que par l'accumulation des intérêts au fil du temps, le capital cherche sans cesse à entasser des moyens productifs de profit. Mais quand écouler la production devient trop difficile, alors le capital s'accumule de façon purement financière pour le plus grand profit des organes de spéculation et, en outre, des fonds de pension par capitalisation. Au passage, du capital productif est détruit par suite des fusions-acquisitions supprimant un concurrent et donnant lieu à des restructurations.

Il doit être clair que les pratiques des banques et autres financiers ont été tout simplement autorisées et facilitées par les législations et les fausses régulations décidées par les politicards, y compris socialistes (les Fabius, DSK, Bérégovoy, etc.). Cela nous a conduits au pied du gouffre ; le capital ne va pas tarder à y tomber ; hélas avec nous. Il n'y a qu'à regarder la situation de la Grèce (dette publique de 154 % du PIB), du Portugal et de l'Irlande… À qui le tour ? Rien d'étonnant : en réalité, par la pratique des portes tournantes entre le public et le privé (le « pantouflage » en France), ce sont les banquiers qui dirigent la politique financière des USA, y compris avec Obama. Et en France, Tsarkowitch s'entoure des précieux conseils du banquier Pébereau et les inspecteurs des finances pantouflent dans la banque…

Cela dit, la débâcle financière ne révèle que la surface des choses ; en profondeur, ce sont les énormes déséquilibres mondiaux qui en sont la cause : excédents commerciaux chinois contre déficits américains (ou excédents allemands contre déficits européens des « cigales ») compensés en sens inverse par un flux de fric chinois (2800 milliards de dollars de réserves dont 800 en bons du Trésor) et des PVD vers le Trésor US et l'Occident (ce devrait être l'inverse !), stagnation du pouvoir d'achat des salariés (malgré les achats *low cost* venant de Chine et autres PVD) contre fortunes croissantes (en patrimoine immobilier et en titres financiers) et mal acquises des riches (poussés à spéculer car ne pouvant dépenser leur pactole), poids de la finance (20 à 30 % du PIB britannique) infiniment supérieur à celui de l'investissement productif, valse des taux de change et des taux d'intérêt entre pays nourrissant des spéculations, etc. Les G 8 et G 20, emmenés par Tartarin de Neuilly, n'ont rien prévu pour régler ces déséquilibres…

Jacques Langlois

NB : il faut féliciter la France d'avoir donné aux banques les meilleurs concepteurs de produits structurés grâce à son excellence en mathématiques, en général et financière en particulier, notamment via l'Université de Paris-Dauphine. Pour une fois que l'on est dans les meilleurs… C'est M. Tourre (de cochon) qui avait inventé un CDO particulièrement vicieux et fumeux que Goldman Sachs a vendu à des spéculateurs ou investisseurs tout en jouant à la baisse contre ce produit miracle ! Ce qui a ruiné les clients, d'où le procès intenté à Tourre (de vice) aux États-Unis.

Repenser l'anarcho-syndicalisme

De la nécessité d'un constant renouvellement

« *Si ce renouvellement indispensable* [de la pensée anarcho-syndicaliste] *se produit de manière effective, alors, mais seulement alors, nous aurons, compagnes et compagnons, de bonnes raisons, de bonnes raisons d'être confiants que l'anarcho-syndicalisme demeurera, comme il l'a fait dans le passé, un défi de premier ordre et un problème très sérieux pour les pouvoirs économiques et politiques.* »

Tomás Ibáñez[1]

L'impasse de l'« anti-syndicalisme libertaire »

Il est plus ou moins de coutume, dans nos milieux, de vilipender les syndicats à la moindre défaite sociale. Régulièrement présentés comme des « traîtres », on en vient rapidement à contester la structure dans son ensemble plutôt que de concentrer ses critiques sur les directions bureaucratiques. On appelle alors à « dépasser les syndicats » ou, plus souvent encore, à les « déserter ». Plongé dans une sorte de mystique révolutionnaire, on harangue les travailleurs à la « guerre sociale », à la « grève générale », à l'« expropriation », à l'« autogestion », et patati et patata. On prône les vertus d'une auto-organisation de la classe laborieuse, auto-organisation qu'on se refuse de définir clairement, par peur de se rendre compte qu'il pourrait bien s'agir, au final et avec un peu de boulot, d'un syndicat, cet organisme tant honni, détesté, voué à toutes les gémonies de l'anarchiste pur et dur, maximaliste, jusqu'au-boutiste.

Si tout cela est bien joli, ça ne va guère plus loin car, au fond, ce n'est que du Spectacle. Ce ne sont que des mots et des expressions qu'on ne précise et ne définit plus depuis bien longtemps. On ressasse et répète les mêmes rengaines, pensant qu'il suffit de quelques collages d'affiches « grève générale expropriatrice et autogestionnaire » et distributions de tracts pour que les travailleurs, dans un élan sublime, illuminés par la divine lumière de la sainte anarchie, se décident enfin à faire le grand soir. Mais, voilà, nombre de ces travailleurs ne sont absolument pas réceptifs à ce genre de sermons politiques, nombre d'entre eux n'ont pas non plus envie d'une grève générale, et si les appareils syndicaux sont aujourd'hui bien peu offensifs, voire, pour certains, englués dans le réformisme et la cogestion, c'est bien parce que les bases ne sont pas aussi radicales que ce qu'on essaie de se faire croire à chaque mouvement social. Or c'est bien là que se trouve la première tâche qui nous incombe, à nous autres révolutionnaires porteurs d'un anarchisme social : conscientiser et radicaliser les luttes du monde du travail.

Réinvestir les organisations syndicales et repenser l'anarcho-syndicalisme

Alors, quitter les syndicats ? Bien sûr que non. Cet appel est une parfaite absurdité, doublée d'inconscience. C'est le meilleur moyen pour livrer le monde du travail aux mains du patronat, de dépouiller les travailleurs des rares outils de défense dont ils disposent pour faire face aux attaques quotidiennes du Capital. Chacun en pensera ce qu'il veut, mais personne ne peut nier que, globalement, les organisations syndicales (et je ne parle pas de celles noyautées par les jaunes) forment un rempart contre les ambitions du patronat. Un rempart certes tout à fait relatif, qui n'a souvent rien d'offensif, mais un rempart tout de même, et étant donné la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui le monde du travail, il serait suicidaire de les

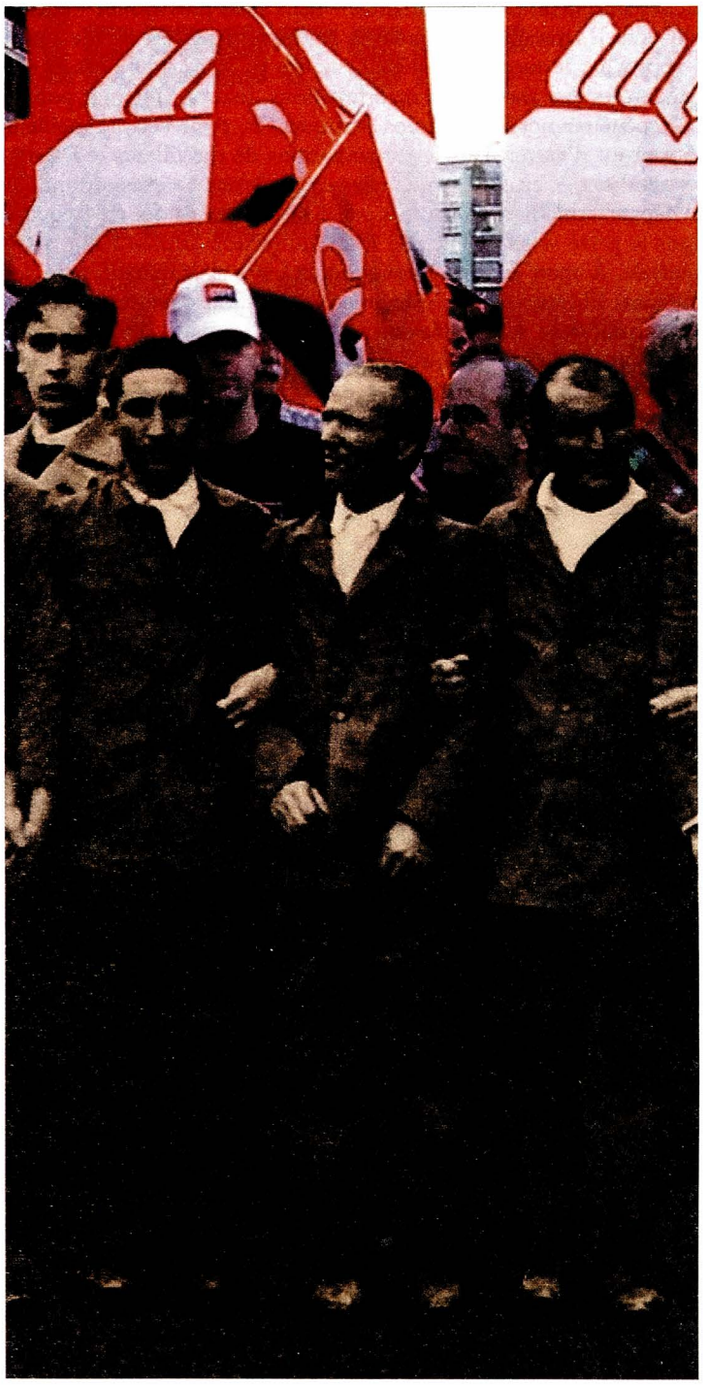
éliminer en appelant les travailleurs à les déserter.

En outre, pour que les luttes du monde du travail se radicalisent, il est évidemment absolument nécessaire que les travailleurs soient préalablement conscients de l'impérieuse nécessité d'aller au-delà de la simple défense ou obtention – au demeurant absolument indispensables – d'acquis sociaux. Sans une base radicale, même une direction révolutionnaire – que nous ne souhaitons pas, il va de soi – serait inefficace, aussi « éclairée » soit-elle. Il ne sert donc profondément à rien de se contenter systématiquement de proposer la grève générale à des gens qui ne savent même pas de quoi il en retourne et qui, le moment venu, seraient incapables – car non sensibilisés à ces problématiques – de transformer un simple blocage en une réorganisation révolutionnaire du tissu économique d'une région, voire – rêvons un peu ! – d'un pays. La révolution espagnole de 1936 – encore elle ! – a été le résultat d'un travail incessant de sensibilisation et d'éducation mené pendant plus de 70 ans. Aujourd'hui, ce travail est encore à faire, et ce n'est pas en brassant des expressions et des concepts tout faits qu'on y parviendra… Je reviendrais sur ce point en fin d'article.

En limitant notre action militante à tenter de se faire une place (identitaire) en tant qu'anarchiste dans le mouvement social, en prônant un discours délibérément maximaliste, nous mettons la charrue avant les bœufs. Non que cela soit futile, mais qu'il y a des tâches autrement plus importantes – mais aussi plus ardues – à remplir pour les travailleurs libertaires. Politiquement, l'heure n'est plus à approcher le monde du travail par des tracts, des affiches et des banderoles aux abords des manifestations, mais à l'intégrer pour y faire pénétrer nos idées et nos pratiques. Et, pour cela, le meilleur moyen est d'entrer dans les organisations de travailleurs – à savoir les syndicats –, en rejoignant celles en place ou, si celles-ci sont dès le départ fermement noyautées par des jaunes – ce qui est fréquent dans le privé –, en créant une nouvelle section affiliée à une autre centrale. À mon sens, il n'est absolument pas impératif pour les militants libertaires d'intégrer une organisation ouvertement anarcho-syndicaliste, sauf si elle est déjà bien implantée – ou qu'elle a de réelles possibilités de le faire – au sein de l'entreprise ou du secteur professionnel. Il est certes bien évidemment préférable d'évoluer dans une structure fonctionnant statutairement sur des principes antiautoritaires, mais si celle-ci ne parvient pas à regrouper, au sein de la boîte, de nombreux travailleurs, elle n'aura aucun poids, ne saura être en mesure de défendre correctement et concrètement les employés et, de fait, n'aura que peu de perspectives d'évolution. Or, l'objectif principal du syndicat est, avant tout, de rassembler l'ensemble des travailleurs – du moins le plus possible –, et c'est pourquoi il n'y a aucun intérêt pour les libertaires à s'isoler dans des organisations minuscules qui peinent à développer et expérimenter une vraie pratique syndicaliste. Autant aller là où les travailleurs sont, plutôt que de s'enfermer dans un purisme idéologique qui ne mène pas à grand-chose.

Cette idée – qui n'est pas nouvelle – en fera peut-être sauter certains au plafond, mais elle me semble pourtant primordiale. L'anarcho-syndicalisme, qui s'est forgé dans les luttes sociales, ne peut exister qu'en évoluant avec son temps, et notamment avec les changements qui peuvent subvenir – et qui subviennent – dans le monde du travail. Les formes de lutte d'hier ne sont plus forcément viables aujourd'hui, et c'est pourquoi, entre autre chose, une organisation ouvertement anarcho-syndicaliste ne me semble pas, à l'heure qu'il est, le meilleur moyen pour les militants anarcho-syndicalistes de faire valoir leurs idées. Le « terreau » culturel et politique du monde du travail n'est plus celui de la fin du XIXe et du début du XXe siècle ; au contraire, il a profondément évolué et nombre de références du discours anarcho-syndicaliste ne parlent plus autant qu'avant à bon nombre de travailleurs. Ce qui, au fond, n'est pas un frein au développement de l'anarcho-syndicalisme – considéré comme théorie et pratique (antiautoritarisme, action directe, indépendance et lutte contre les partis, élaboration permanente d'un projet de société) – qui peut se construire et agir dans d'autres organisations syndicales, sans pour autant se désigner comme tel à tous prix. Il ne fait aucun doute que les libertaires ainsi impliqués dans les grandes centrales syndicales (genre CGT) sont systématiquement en butte à bien des problèmes. Bien des compagnes et compagnons auraient des témoignages édifiants à apporter quant à leurs combats contre les différentes magouilles, à tous les niveaux, des « staliniens », des jaunes et de la direction. Mais si ce choix comporte certaines difficultés, il peut aussi permettre, à terme, de toucher beaucoup plus de travailleurs.

Si cette modernité peut changer certaines pratiques et formes de lutte, elle peut aussi susciter la nécessité d'en élaborer de nouvelles. Ainsi, par exemple, aujourd'hui en 2011, il faudrait enfin parvenir à mettre en place une vraie pratique syndicaliste, efficace, pour les intérimaires, les vacataires et les pigistes dont le nombre ne cesse d'augmenter. Pour ces travailleurs qui ne restent pas longtemps dans l'entreprise et/ou qui n'ont d'autres lieux de travail que leur maison ou appartement, certaines pratiques du syndicalisme – et encore plus de l'anarcho-syndicalisme – « traditionnel » ne sont pas praticables. Sans doute y en a-t-il à créer, mais la réflexion est à entamer (ou à poursuivre), et les anarcho-syndicalistes du XXIe siècle ne peuvent s'en faire l'économie. S'il ne parvient à dépasser certains postulats d'une autre époque, l'anarcho-syndicalisme est voué à la stagnation et n'existera bientôt plus que comme une relique que



quelques irréductibles entretiennent de temps à autre en souvenir de l'ancien temps. Et c'est pourquoi nous devons penser et repenser sans cesse sa théorie et sa pratique, à la lumière de l'actualité et des bouleversements qui surgissent dans la société et, en particulier, dans le monde du travail.

Coordonner l'action des libertaires syndiqués

Certes, il y a déjà un certain nombre de militants libertaires impliqués dans des syndicats mais, la plupart du temps isolés, ils ne parviennent pas souvent à faire entendre leur voix et à faire valoir leurs idées et pratiques. C'est pourquoi il est nécessaire que les militants libertaires syndiqués se regroupent, non pas dans une nouvelle centrale syndicale – cela n'a aucun sens de créer un syndicat exclusivement composé d'anarchistes –, mais dans une organisation leur permettant de développer collectivement – tous secteurs professionnels et cartes syndicales confondues – des axes de travail et des stratégies pour faire valoir significativement dans le monde du travail et dans les syndicats leurs analyses, leurs principes et leurs pratiques. Là encore rien n'est à inventer et notre histoire politique comporte un certain nombre de tentatives similaires. Je pense notamment à l'Alliance syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste (Asras) des années soixante-dix[2].

Sans cette démarche unitaire, sans cette volonté d'organiser la présence et l'action des anarchistes syndiqués, nous resterons au stade d'une présence réelle mais insignifiante sans vraiment d'autres perspectives de développement. L'heure n'est pas, pour le moment, à la création d'organisations ouvertement anarcho-syndicalistes qui, de part un discours trop ancré dans une culture politique aujourd'hui minoritaire, n'attirent pas ou peu les travailleurs. À mon sens, l'avenir de l'anarcho-syndicalisme réside actuellement dans la construction de ce rassemblement de nos forces, à la coordination de leur action et à au développement d'activités collectives, parallèlement à l'engagement de chacun dans le syndicat de sa profession.

Dépasser le seul cadre du lieu de travail

Le 12 décembre 1899, Fernand Pelloutier, dans sa *Lettre aux anarchistes*, écrivait que « *pour hâter la révolution sociale et faire que le prolétariat soit en état d'en tirer tout le profit désirable, nous devons, non seulement prêcher aux quatre coins de l'horizon le gouvernement de soi par soi-même, mais encore prouver expérimentalement à la foule ouvrière, au sein de ses propres institutions, qu'un tel gouvernement est possible, et aussi l'armer, en l'instruisant de la nécessité de la révolution, contre les suggestions énervantes du capitalisme* ». Je n'apprendrais rien à personne en disant qu'aujourd'hui les syndicats se contentent généralement de simplement défendre ou obtenir quelques acquis sociaux, et que cela fait bien longtemps que la plupart d'entre eux ont perdu et oublié leur tradition éducative et culturelle, indispensable à l'émancipation individuelle et collective des travailleurs. Beaucoup de choses seraient donc à créer ou à réactiver par les organisations syndicales pour conscientiser le monde du travail en dehors du strict cadre de l'entreprise, et l'histoire du mouvement ouvrier international est riche en expériences qu'il serait bon de faire ressurgir, réactualisées si nécessaire. Il paraît primordial, par exemple, que les syndicats se réapproprient désormais davantage les Bourses du travail et les locaux des Unions locales pour y organiser régulièrement des activités éducatives et culturelles à destination des travailleurs, des espaces de discussions et de partages des savoirs, voire y mettre en place des structures d'entraide basées sur des principes de gestion collective (coopératives de production, amaps, sel, crèches collectives, etc.). Ce travail parallèle permettrait non seulement d'enrichir et de renforcer les liens entre travailleurs de différentes professions, mais aussi – et surtout – de construire et de penser collectivement une radicalisation des luttes. C'est dans ces espaces et ces expériences de discussions, d'apprentissage et d'entraide que la grève générale deviendra autre chose qu'un simple slogan. Et si les syndicats ne les développent pas ou peu, il est fort probable qu'ils ne puissent jamais réveiller le puissant potentiel révolutionnaire qui existe – sommeille – dans le monde du travail.

Guillaume Goutte
Groupe Salvador-Segui de la Fédération anarchiste
et Sud Étudiant

1. « Apuntes sobre el pensamiento anarcosindicalista » in *Rojo y Negro*, n° 242, janvier 2011.

2. Voir l'article de Thierry Porré dans *Le Monde libertaire* n°1611 ou encore la brochure de René Berthier : *À propos de l'Alliance syndicaliste*, 1970-1980, No Pasaran, 48 pages.

Pour en finir avec toutes les prisons

Cet automne, on commémorera le trentième anniversaire de l'abolition de la peine de mort… En fait, seulement la suppression de la guillotine, remplacée par la torture lente du temps, par les si fréquentes morts suspectes en détention, par les exécutions pures et simples d'habitants des quartiers populaires par les forces de l'ordre… Déjà, à l'occasion du vingtième anniversaire de cette prétendue abolition, des collectifs de prisonniers avaient dénoncé cette supercherie dont ils sont les premiers à faire les frais. Il y a deux ans, plusieurs groupements anticarcéraux, à l'initiative de l'Arppi (Association pour le respect des proches de personnes incarcérées) organisaient une campagne pour dénoncer l'application de la peine de mort lente en prison et la survivance des quartiers de haute sécurité, prétendument abolis, en fait rebaptisés « quartiers d'isolement » (QI). À cette occasion, *L'Envolée* avait publié un livre principalement constitué de courriers de prisonnières et de prisonniers en lutte. Nous en reproduisons ici quelques extraits, ainsi qu'une lettre très récente d'un homme que le ministère de la Justice tente de briser au fond d'une cellule d'un QI. Avec les prisonnières et les prisonniers qui se battent contre le système carcéral et judiciaire, faisons de ce 9 octobre 2011 une journée de dénonciation de ces peines de plus en plus délirantes, de mise au grand jour de l'existence des quartiers d'isolement. Faisons en sorte que le mensonge « humaniste » porté par les différents gouvernements depuis trente ans apparaisse de façon évidente.

Des peines toujours plus longues

Si de 1945 à 1950, l'évolution allait plutôt dans le sens d'un assouplissement du régime des peines (souvenirs des camps nazis, élus sensibilisés à la condition pénitentiaire, force des mouvements sociaux, etc.), c'est ensuite une logique d'enfermement systématique propre à encadrer les restructurations économiques qui s'est amorcée. Ce processus s'est accéléré depuis 1978 – date de la création des peines de sûreté. Portés par les orientations de l'Europe, les gouvernements successifs ont durci, réforme après réforme, le Code pénal et son application. Les socialistes au pouvoir n'ont pas freiné cette logique : c'est entre autres sous la direction de Badinter que les juristes ont conçu le nouveau Code pénal de 1994. La guillotine qui avait tué 19 personnes entre 1958 et 1981 a été remplacée par des peines de sûreté jusqu'à la mort, avec tout un système de non-confusion des peines, de multiplication des circonstances aggravantes, de disparition des circonstances atténuantes, de diminution des remises de peine, etc., qui constitue un substitut de la peine de mort performant, propre et respectueux des droits de l'homme. Le nombre des prisonniers de plus de 60 ans a triplé entre 1990 et 2000 ; il y a un mort tous les trois jours en détention ; jamais il n'y a eu autant de condamnés à perpétuité. Les prisonniers n'ont pas été dupés par l'hypocrisie de la gauche plurielle : en 1984, 73 prisonniers de Fleury adressaient l'appel qui suit : « *Voltaire réveille-toi, les humanistes au pouvoir sont devenus fous… La gauche humaniste se montre répressivement plus efficace que la droite. Michel Foucault est mort en serrant la main de Badinter, en toute confiance ! Sartre avait effleuré le livre noir de la pénitentiaire avec un peu d'espoir… La Ligue des droits de l'homme est aux abonnés absents, le Syndicat de la magistrature s'est endormi dans ses promotions hiérarchiques, vive la gauche ! Les intellectuels mangent dans la main des maîtres socialistes et se taisent. Et pourtant le haro au laxisme de l'opposition, et l'œuvre réactionnaire d'une gauche empressée de se purger de ce pseudo-laxisme accouchent d'une réalité répressive jamais connue en France. Les chiffres : 392 condamnations à perpétuité en 1984… plus d'une par jour. Les peines de réclusion à temps se sont aggravées d'un tiers, les peines d'emprisonnement correctionnel ont triplé. […] À l'heure où la France applique la barbarie civilisée et une répression sans précédent sur le chômeur-délinquant, nous sommes amers, mais ni fauves, ni assassins. Saint Badinter, sois gentil, démissionne !* »

L'échelle des peines

Le système pénal est organisé autour de ce que le jargon juridique appelle « l'échelle des peines ». Évidemment qu'il n'y a pas que des longues peines en prison, mais l'actuelle multiplication des courtes peines participe de l'allongement des peines. Garofalo, un criminologue italien du XIXe siècle, décrivait déjà ce processus avec la froideur caractéristique de la langue du droit : « *La société a tarifé les délits par ce qu'on appelle l'échelle des peines, c'est-à-dire qu'elle oppose à chaque délit la mesure plus ou moins grande d'une souffrance présumée et conventionnelle.* » Chaque allongement de peine a un retentissement sur la pénalisation de toutes les infractions. Toutes les peines sont tirées vers le haut : si on prend une amende quand on fume dans un lieu public, il paraît normal – pour un juge – de condamner un prévenu à trois ans de prison pour un simple vol, et tout à fait envisageable d'administrer des peines éliminatrices de trente ans pour des crimes. C'est tout le système pénal qui se durcit. Plus les peines se multiplient, plus elles s'allongent ; plus elles s'allongent, plus elles se multiplient. De la loi qui renforce « *la lutte contre la violence routière* » à la pénalisation de l'évasion, le déferlement législatif actuel crée sans cesse de nouvelles infractions et donne aux juges une marge de manœuvre toujours plus grande pour punir. Ils ont beau se plaindre de l'encombrement des tribunaux et de la surpopulation carcérale, ils n'ont jamais joui d'un tel pouvoir. Loin d'offrir une échappatoire à cette logique, les peines de substitution nous y enferment un peu plus : les travaux d'intérêt général et les « jours-amendes » ne sortent personne de prison, ils viennent le plus souvent remplacer de simples amendes. De même, le bracelet électronique permet de condamner à la prison hors les murs des personnes qui auraient auparavant écopé d'un sursis, et dans le cadre de mesures de suivi socio-

judiciaire strict obligeant les condamnés au travail et d'étendre la durée de la peine au-delà de l'emprisonnement requis par le juge.

Le temps de la peine

La misère des temps fait que l'opinion publique ne parvient même plus à se représenter ce que sont vingt ans d'enfermement : tout simplement parce que le temps économique a gagné l'ensemble des vivants, que le temps passe sans qu'on en ait conscience. Vingt ans, c'est devenu une unité économique, calculée, rentabilisée : le temps d'un crédit immobilier, celui de l'« éducation » d'un enfant… Même le fait de condamner quelqu'un à trente ans d'enfermement ne choque quasiment plus personne. L'image du monstre et celle de la victime fonctionnent à plein, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des prisons. Il y a toujours un coupable trop peu condamné et la souffrance d'une victime qui a besoin de peines pour faire son deuil. Dans les années 1970, le monstre, c'était le trafiquant de drogue ; c'est « pour lui » qu'on a remis en vigueur « l'association de malfaiteurs », prolongé la garde à vue et transformé en crime puni de la perpétuité des infractions qui n'étaient jusqu'alors inscrites que dans le Code de la santé publique. Dans les années 1990, les violeurs d'enfants ont pris le relais : « pour eux », on a instauré la perpétuité réelle. Les « terroristes » et les « nouveaux barbares » ont permis de justifier les lois sécuritaires qui ont suivi. Et comme toujours, le « monstre » légitime les premières mesures – présentées comme exceptionnelles, mais qui ne tardent pas à se généraliser – et masque les véritables buts du durcissement du système carcéral et judiciaire. Cette comptabilité insensée trouve son équivalent dans les rapports mortifères que l'argent fait régner dans la société. Tout a un prix et tout le monde est à vendre. On peut sans rougir préférer sa voiture à la vie d'un homme ou se sentir « violé dans son intimité » après avoir été cambriolé, et aller se consoler chez le psy ! Suivant cette arithmétique universelle, selon le tarif, on paie de son temps – c'est-à-dire de sa vie. Des vies entières à crédit ou en prison selon le chemin emprunté. Une voiture vaut cinq ans de crédit ou trois ans de prison. Quelques milliers d'euros valent une vie de travail ou trente ans de prison. Les macabres tables de calcul de la loi et de l'économie font défiler leurs colonnes jusqu'à l'épuisement. Rien n'est oublié : l'économie et le droit ont horreur du vide. Ce sont des vies entières arrachées. Seuls celles et ceux qui l'endurent ou leurs proches sont à même de témoigner de ces ravages qui ne se mesurent pas, de cette mutilation qui le plus souvent se tait, parfois se chuchote, quand elle ne se crie pas dans un ultime acte désespéré. S'il est rare que des écrits ou des révoltes de l'intérieur s'en prennent aux peines elles-mêmes, c'est peut-être qu'il est difficile, voire dangereux, pour un prisonnier de se pencher sur l'absurdité de sa peine : il risque de plonger rapidement dans une logique du « plus rien à perdre », de la vie ou de la mort. Un mois, une année, une décennie, perpétuité…, chaque prisonnier tente d'effacer le trop-plein de ce temps vide, de tuer le temps ; mais c'est le temps qui le tue.

« Quand tu sais que tu es en train de faire perpète, ce n'est pas simplement un jour après l'autre, non : chaque jour, tu fais perpète en entier, avec les souvenirs anticipant de plus en plus tes souffrances à venir. Et cette solidification des heures, quand elle se cristallise en une gelée vitreuse… et la vie qui devient une maladie… C'est la plus terrible institution de notre époque que cette justice, fatiguée de surenchérir sur le crime qu'elle prétend punir, ne crucifiant plus, n'écartelant plus, de dépeçant plus, n'empalant plus, ne brûlant plus et, même, ne décapitant plus. Il n'y a plus ni fer ni roue ni gibet ni bûcher ni rien. Ce qui remplace tout, c'est le temps. La vie amputée du temps ! C'est ça la prison : du temps infligé dans sa nudité. On ne tue pas, on laisse mourir. »

Serge Coutel

Appel à une journée de résistance, centrale d'Arles

Le 9 octobre est une date, cela fait vingt ans que la peine de mort a été abolie dans ce pays. Vingt ans, et le 9 octobre est le type même de représentation publicitaire de la nouvelle religion d'État. Un culte dont nos sociétés aiment à célébrer chaque messe, chaque *ave* jusqu'au dernier soupir de félicité. Dans les mimétismes *ad nauseaum*, il faut consacrer la gloire sans mémoire : oublier que cette « France des Lumières » se décidant à en finir enfin avec la suprême violence d'État était le dernier pays d'Europe occidentale à renoncer à la vengeance publique ? Et ceux qui brodent cet acte sublime au *Te Deum* d'un président défunt, sont-ils à ce point amnésiques ? Comment gommer les pouvoirs spéciaux, l'œuvre de cet ancien ministre de la Justice et le crime de dizaines de prisonniers politiques algériens et français ? La mémoire se découpe-t-elle suivant les pointillés comme les corps des suppliciés ? Mais précisément le rôle des célébrations n'est-il pas celui d'en finir avec le passé pour lisser un présent de mille ans, un temps suspendu aboutissant au non-sens de la seule marchandise et des dividendes ? Amputé du passé, le présent consacré se dissimule sous le masque, il se conjugue aux mensonges domestiques et aux nouvelles tyrannies. Nous, prisonniers qui vivons dans le ventre de la bête carcérale, nous adressons cette supplique à ceux qui, réunis, fêteront l'anniversaire. La mort a-t-elle quitté le monde de la punition ? Non ! Il n'est jamais mort autant de prisonniers depuis le temps des malarias de Cayenne ! Non ! Les prisons actuelles sont des mouroirs où le mortifère est élevé sur des autels aux fleurs incompressibles. « Prison-hôpital », « prison-asile », « prison-hospice », suicides, automutilations, folie, mort lente, violences des surveillants et d'autres prisonniers, arbitraire… Ainsi la mort est en bonne place sur les bons de cantine et, dans ce pays, l'abolition de la peine capitale inaugura banalement la grande mutation de l'État pénal et de son royaume de damnations. En octobre 1981, nous étions 31 551 prisonniers, nous sommes plus de 50 000 aujourd'hui. On entasse. On construit, dans l'urgence, des cités du châtiment comme hier ils bâtissaient les barres des périphéries. Ils préparent de nouvelles maisons de correction pour les enfants, des prisons spécialisées pour les détenus grabataires, d'autres pour les malades mentaux (près d'un tiers de la population pénale est atteint de troubles psychiques graves), des prisons souterraines pour les détenus dangereux… En vingt ans, la durée moyenne des peines a crû de 71 %. Quant à l'alourdissement des peines prononcées, il ne peut plus être contesté, sans parler de la mise en place des peines de sûreté, dix-huit, vingt-deux puis trente ans incompressibles. C'est l'inflation de l'absurde sécuritaire jusqu'à la perpétuité réelle ! Et aujourd'hui des milliers de longues peines et plus de 600 perpétuités étouffent lentement dans les nouvelles tours de béton et d'acier du tout-prison. C'est la réalité de l'explosion carcérale ! Et c'est également une guerre faite de mots que les adorateurs médiatiques chantent à tue-tête. On ne meurt plus en prison puisqu'il n'y aurait plus de peine de mort. Il n'y aurait plus de fou puisqu'ils ont décidé d'abroger l'article 64. Il n'y aurait plus besoin de libération médicale puisque les malades disparaissent simplement des statistiques au cours de leur transport vers les hôpitaux civils les plus proches. Il n'y aurait plus de prisonniers politiques puisqu'il n'y a plus qu'une seule politique, celle du consensus des similaires… Dans cette pantomime, l'État-pénitence se décline au clean livide de l'ordre idéologique ! Sous les sunlights, la mode est à la pub pour la « sécurité républicaine » et la « tolérance zéro » et ces slogans réactionnaires dessinent les contours de la répression actuelle. Car ce n'est pas n'importe quelle « tolérance zéro » et pas besoin d'aller chercher les exemples dans les hautes sphères de leur politique. À Toulouse, au début septembre, les juges ont condamné à une petite peine de sursis un flic assassin et quelques instants plus tard, ils expédiaient en prison pour plusieurs mois un Algérien dont le seul crime était de ne pas être en possession d'un titre de séjour régulièrement visé par l'administration. On fête l'abolition de la peine de mort dans une ambiance de bureaucratie sécuritaire et pénitentiaire. Plus que jamais par le passé, la prison est une arme de premier choix pour les nouveaux criminels, des déviants et des fous, parce qu'elle s'élève plus haut encore comme menace permanente pesant sur les populations les

plus pauvres, contre les jeunes prolétaires soumis «au marche ou crève» de la précarité globale, contre les étrangers sans papiers chassés de chez eux par les ravages d'inégalités croissantes…

La prison ne frappe plus les marges de nos sociétés, mais elle s'insinue au cœur de ces principales logiques d'exploitation et d'oppression. Bien sûr, parfois, ils s'émeuvent encore des dégâts de leur gestion, ils pondent dans la contrition trois ou quatre rapports puant le remords et le consensuel. Ils pleurnichent sur les plateaux télévisions. Ils évoquent de grandes réformes humanistes. Puis minés par les lobbies et tous ceux qui se gavent sous les mamelles de la vache à lait pénitentiaire (nouveaux industriels des prisons privées, hauts fonctionnaires, cadres ou corporations d'uniformes qui vivent de formes légalisées ou occultes de bénéfices tirés à ce monde des ténèbres), ils reculent. Face à cette mafia factieuse, ils négocient des petits aménagements et ainsi l'«humiliation de la République» accouche d'une souris apeurée. Ces derniers mois, autant les réformes de l'application des peines que le projet de loi pénitentiaire en sont la plus claire des démonstrations. Ils rafraîchissent les peintures comme ils réhabilitent Fleury ou humanisent Fresnes. Sinistre comédie ! Jusqu'à quand ? Dans ce pays, le pouvoir n'accepte des réformes dans ses geôles que sous la menace des émeutes et des luttes, face à la résistance des prisonniers ! Ceux qui ignorent cette logique sont promis à crever la gueule ouverte. C'est pourquoi nous appelons à marquer chaque occasion de notre présence collective et consciente. Et le 9 octobre, comme le jour de l'examen de la loi pénitentiaire, nous devons faire acte de présence par une journée de lutte, grève de plateaux, grève des ateliers, blocages… Toutes les initiatives sont à étudier sur les coursives. Dans le même mouvement, nous appelons les personnes à l'extérieur à perturber les cérémonies de célébration du vingtième anniversaire de l'abolition de la peine de mort. Le 9 octobre doit être un jour de résistance contre la mort lente des perpétuités et des longues peines. Le 9 octobre doit être un jour de revendication pour le rétablissement des libérations médicales, des libérations conditionnelles et de toutes les mesures de l'application des peines.

Collectif des prisonniers de la centrale d'Arles

«Le 9 octobre, la France commémore l'abolition de la peine de mort. Tous nos dirigeants, nos intellectuels, nos artistes se féliciteront sans aucun doute de cette réforme. Mais la réalité est autre. Et nous, détenus longues peines, subissons une autre forme de mise à mort, c'est la mort lente. Cette mort-là est beaucoup plus perverse et plus violente. Il y a vingt ans, on nous coupait en deux, aujourd'hui on nous tue à petit feu. Les peines ne cessent de s'allonger, la peine perpétuelle est réelle : une longue agonie derrière les murs pendant des vies entières. Plus de guillotine mais une souffrance indescriptible nous taraude année après année. À ça s'ajoutent tous les instruments de torture mis à disposition de nos tortionnaires : quartiers disciplinaires, quartiers d'isolement, la camisole chimique pour les plus faibles. Tous ces politicards de tous bords et de la gauche caviar qui vont fêter l'anniversaire de l'abolition de la peine de mort – autour de petits fours et de verres de champagne, se tapant sur l'épaule en se félicitant de la bonne marche de la justice française et de l'application des peines – me filent envie de gerber, je ne veux pas et ne peux pas cautionner autant d'hypocrisie, vous ne devez pas cautionner autant d'hypocrisie. La peine de mort existe toujours, il n'y a aucun doute, les détenus longues peines en sont les principales victimes.»

Philippe

Appel des dix de Clairvaux, 2006

À ceux de l'extérieur osant affirmer que la peine de mort est abolie, des perpétuités de Clairvaux réclament le rétablissement effectif de la peine de mort. Silence ! On achève bien les chevaux ! Nous, les emmurés vivants à perpétuité du centre pénitentiaire le plus sécuritaire de France (dont aucun de nous ne vaut un Papon), nous en appelons au rétablissement effectif de la peine de mort pour nous. Assez d'hypocrisie ! Dès lors qu'on nous voue en réalité à une perpétuité réelle, sans aucune perspective effective de libération à l'issue de notre peine de sûreté, nous préférons encore en finir une bonne fois pour toutes que de nous voir crever à petit feu, sans espoir d'aucun lendemain après bien plus de vingt années de misère absolue. À l'inverse des autres pays européens, derrière les murs gris de ses prisons indignes, «la République des Lumières et des libertés» de 2006 nous torture et nous anéantit tranquillement en toute apparente légalité, «au nom du peuple français», en nous assénant en fonction du climat social ou à la faveur d'un fait divers ou encore d'échéances électorales, mesures répressives sur mesures répressives sur le fondement du dogme en vogue du «tout sécuritaire» érigé en principe premier supplantant tous les autres. Qu'on se rassure : de nos jours, ici, même «les mauvaises herbes ne repoussent plus». Il n'y a que le noir et le désespoir. De surenchère en surenchère : la machine à broyer l'homme a pris impitoyablement le pas. À quoi servent les peines de sûreté qu'on nous inflige quand, une fois leur durée dûment purgée, on n'a aucun espoir de recouvrer la liberté ? (De l'année 2000 à la loi Perben II de 2004, on a fait mine de s'appliquer à légiférer en instituant de nouvelles «juridictions de libération conditionnelle» ; seulement, comme hier le ministre de la Justice, les juges d'aujourd'hui, à l'oreille de l'administration, nous opposent… refus sur refus, nous vouant à des durées de détention à la Lucien Léger.) Pourtant, sur «la finalité de la peine», l'État français, admettant que nous avons vocation à sortir un jour, et s'inscrivant dans le cadre des recommandations du Conseil de l'Europe, a posé pour principe s'étendant aux longues peines et aux 700 condamnés à perpétuité que «*l'exécution des peines privatives de liberté a été conçue non seulement pour protéger la société et assurer la punition du condamné, mais aussi pour favoriser l'amendement de celui-ci et préparer sa réinsertion.*» En réalité : tout est au châtiment. Combien d'entre nous – du moins pour ceux qui ne sont pas décédés depuis – ont déjà purgé plusieurs années au-delà même de leur peine de sûreté de dix-huit ans sans se voir présenter à ce jour une réelle perspective de libération ? Après de telles durées de prison, tout rescapé ne peut que sortir – au mieux – sénile et totalement brisé. En pareil cas, qui peut vraiment se réinsérer socialement ? En fait, pour toute alternative, comme avant 1981, ne nous reste-t-il pas mieux à trouver plus rapidement dans la mort notre liberté ? De surcroît, pour nous amener à nous plier à ce sort d'enterré vif, on nous a ces dernières années rajouté murs, miradors, grilles en acier et maintes autres contraintes. Le tout pour faire taire toute velléité. Assorti de «commandos» de surveillants casqués, armés et cagoulés, à l'impunité et aux dérives vainement dénoncées çà et là, dans l'indifférence générale (n'en croyez rien : il y a ici une place pour vous et pour vos fils. C'est encore plus vrai que jamais à l'heure où l'on préfère supprimer à tour de bras dans les écoles du pays nombre de postes d'instituteurs et d'éducateurs pour en lieu et place miser sur l'embauche de toujours plus de nouveaux policiers et surveillants de prison et en érigeant de nouvelles prisons et autant de QHS). Aussi, parce qu'une société dite «démocratique» ne devrait pas se permettre de jouer ainsi avec la politique pénale visant à l'allongement indéfini des peines, selon la conjoncture, l'individu ou les besoins particuliers : à choisir, à notre mort lente programmée, nous demandons à l'État français, chantre des droits de l'homme et des libertés, de rétablir instamment pour nous tous la peine de mort effective.

Soussignés, les susnommés ci-après du mouroir de Clairvaux : Hakkar Abdelhamid, Gebberh André, Lasselin Bernard, Perrochon Patrick, Milosavljevic Daniel, Tahir Fakir, Rivière Christian, Dubois Jean-Marie, Tofkaj Tadeuz

Bois-d'Arcy, 8 mai 2011

Récemment, *L'Envolée* a reçu une lettre d'un isolé, Djamel Beghal, actuellement incarcéré à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy. Arrêté deux mois avant le 11 septembre 2001 aux Émirats Arabes Unis par la CIA et la DGSE. Torturé. Extradé en France avec un dossier mensonger ficelé de faux aveux, truffé de fausses signatures, le tout couronné d'un faux attentat. Quatre années d'instruction à charge sans jamais rien trouver. Condamné à dix ans, dont deux tiers de sûreté. Sept ans passés dans les quartiers d'isolement. Déchu de la nationalité française. Une fois libéré, assigné à résidence dans des conditions drastiques, dans un village « perdu » au fond du Cantal ; astreint à un contrôle judiciaire sévère. Et malgré tout, le parquet réussit à l'inculper en l'accusant de préparer une évasion collective de prisonniers de la centrale de Clairvaux en vue de perpétrer un attentat ! Il retourne alors en prison dans les quartiers d'isolement sous une inculpation complètement farfelue. Le 1er décembre 2010, *Le Monde*, à partir de révélations de Wikileaks, relatait dans sa rubrique internationale : « *Le 9 mai 2005, l'ambassade américaine narre une rencontre avec le juge Jean-François Ricard. Celui-ci explique que les magistrats tels que lui, spécialisés dans l'antiterrorisme, bénéficient du bénéfice du doute. Il prend comme exemple le dossier Djamel Beghal, condamné quelques semaines plus tôt pour un projet d'attentat contre l'ambassade américaine à Paris. Il dit que les preuves contre lui et ses complices ne seraient pas suffisantes normalement pour les condamner, mais il estime que ses services ont réussi grâce à leur réputation.* » Djamel et ses avocats ont bien entendu saisi la Cour suprême de la magistrature. Réponse : « *C'est forclos car il fallait découvrir ces confessions du juge au plus un an après le procès de 2005.* » Seul le garde des Sceaux a le pouvoir de rouvrir le dossier pour entamer un processus de réhabilitation. Gageons qu'il n'en fera rien.

Salut les retranchés et les enragés,

J'ai ouvert ce matin mon bloc-notes pour vous écrire avec un bourdonnement d'idées et d'expressions, voire de sujets, martelant mon esprit dans un corps isolé du monde, enterré, enfoui, réprimé dans ces chaudrons hermétiquement scellés que sont les quartiers d'isolement pour le monde moderne moderne de la communication, les quartiers de haute sécurité pour les anciens connaisseurs, et l'enfer pour ceux qui y vivent, dedans. Que cela soit depuis quelques jours, quelques mois, quelques années… ou plusieurs années sans que la « conscience » collective ne s'en émeuve !!!

Nos réflexions divergent. Nos idées s'opposent. Nos objectifs diffèrent. Et nos paroles s'entremêlent, s'entrechoquent, des fois s'entrelacent… Mais nous souffrons et nous ressentons tous la douleur de la même façon. Nous ressentons tous, en silence ou en hurlant, l'intensité du mal de l'injustice subie, de la même façon ! Comme nous ressentons tous la douleur de la lacération, de la déchirure, de la pénétration d'une lame aiguisée, qu'elle soit dans le dos ou dans le cœur… de la même façon et avec les mêmes larmes.

Qu'on serre les dents, ou qu'on lâche les brides, nous souffrons et nous ressentons la douleur de la même façon.

L'histoire que je vais relater est totalement imprévue. C'est un bout de l'histoire qui m'est tombé dessus ce matin, sans aller la chercher. C'est la date d'aujourd'hui, le 8 mai, qui a fait parler le langage universel de la douleur, de la souffrance.

Bouzid Chaâl agonise pour la soixante-sixième fois aujourd'hui. C'est un jeune de 21 ans qui git dans son sang sur un trottoir de la ville de Sétif en Algérie. Il goûte aux affres de la mort après avoir goûté à la douleur et à l'amertume de l'injustice. Durant la Seconde Guerre mondiale – déjà le monde n'était que l'Occident –, la France avait promis aux Algériens, trop actifs pour leur indépendance identitaire et nationale, que s'ils participaient à combattre avec eux et libérer la France du joug nazi, en retour ils obtiendraient l'indépendance et la liberté de l'Algérie et de son peuple. Les « sales Arabes » qu'ils sont devenus après sont venus en France, en Europe, ont combattu et ils sont morts, blessés, mutilés par milliers sans jamais se plaindre, croyant qu'au bout ce serait la liberté retrouvée. Le 8 mai 1945, le monde – enfin juste l'Europe de l'ouest – est libéré… et c'est avec une candeur naturelle que Bouzid Chaâl, 21 ans, brandit un drapeau algérien dans les rues de Sétif, pensant naturellement qu'étant donné que ses aînés ont tenu leurs promesses et rempli leur part de contrat, la France ferait de même. Malheureusement, la France a « lâché » sa promesse et « vidé » sa part du contrat en vidant le crâne de Bouzid Chaâl de sa cervelle et de son sang avec une balle tirée en pleine tête par un garde mobile, privant ce jeune homme de sa promesse due, de sa liberté, de sa vie…

Ce que je ne parviens pas à comprendre aujourd'hui, c'est comment la populace – l'humain – continue-t-elle à croire aux discours et reste-t-elle frappée de cécité devant les faits ?

Le mal de l'injustice. La douleur de l'injustice subie. Les lacérations sur la chair vive du cœur ensanglanté. Les sanglots étouffés au fond de la gorge telle une boule de pétanque avalée de travers. Avoir mal dans sa dignité d'homme humilié. Avoir mal dans son honneur déchiré. Avoir mal dans sa nudité transgressée à chaque fouille à corps. Avoir mal de vivre sans sa famille et ses amis. Avoir mal de vivre enfermé, isolé, esseulé… Et surtout avoir mal d'être dans l'incapacité de repousser ce mal, de combattre ce mal et de vaincre enfin ce mal.

Christophe Khider vient d'arriver ici, il va bien, mais c'est la débâcle à l'AP. Nous les isolés, on nous change de cellules avec fouille à corps et fouille intégrale de cellule tous les deux mois à peu près. En plus de la rotation habituelle bimestrielle, j'ai été fouillé et rechangé de cellule cette semaine. Chose que n'ont pas subie les deux isolés non-DPS (détenu particulièrement signalé) dans notre QHS. Cela m'avait étonné. Puis, en écoutant *L'Envolée*, j'ai compris que Christophe avait été transféré. Je l'ai appelé à travers la porte le soir pour m'enquérir de ses nouvelles. Comme d'habitude, il reste digne et se montre imperturbable. Je m'enquiers de ses besoins : nourriture, habits. J'apprends qu'il n'avait pas son paquetage. Les rondes de nuit sont devenues plus nombreuses, serrées dans le temps et surtout très agaçantes à cause des bruits et des lumières allumées à chaque passage nocturne. Ce matin, j'ai préparé un colis à Christophe comme c'est la coutume de soutien aux arrivants isolés. C'est la moindre des choses et ça renforce le moral. Cela a été un refus catégorique, car la lieutenante-chef de détention, une jeune recrue faible et maladroite, a fait une note stipulant que rien ne doit passer vers Christophe. Pire, maintenant à chaque fois que je vais à la douche, on me fouille intégralement ; sait-on jamais, si je transforme mon dentifrice en TNT et le dépose dans une cachette à la douche pour mon frère Christophe. Donc pas plus de promenades à deux, même pas à la même heure que lui, pour ne pas communiquer à travers les murs. J'ai vu un responsable ce matin à qui j'ai dit que Christophe est un gars réglo : « *Vous ne gagnerez rien à le traiter ainsi. Vous avez peur pour ses faits d'armes alors que le seul sang versé dans ses évasions est le sien et jamais le vôtre. Cela devrait vous parler, non ?* » On ne peut pas immerger un homme vivant et vouloir l'enterrer en plus sous le sable du fond de l'océan. Que peut-on reprocher à un homme qui se prend cinquante-deux ans de prison cumulés sans espoir de quitter son tombeau, sauf en mettant en péril sa propre vie pour une mort en quelque sorte libératrice ?

Djamel

Peines éliminatrices et isolement carcéral

« *Il faut utiliser la peur comme un moteur et non comme un frein à nos impulsions ; le retrait ou la lutte font partie de l'attaque. Ce qui n'en fait plus partie, c'est la paralysie… Mourir, c'est rester à tout jamais dans la même position. Celui ou celle qui reste trop tranquille, voire immobile, n'est plus en vie* » (Mounir, quartier d'isolement de Nanterre, juin 2005).

Peines éliminatrices et isolement carcéral a été conçu comme un hors-série de *L'Envolée* : hormis l'introduction et quelques articulations, l'ensemble des textes publiés provient des numéros 1 à 26 parus entre 2001 et 2009. Ce sont pour la plupart des lettres de l'intérieur que nous avons classé par thème : les longues peines, l'isolement, la multiplication des peines et la mort en prison.

Ce livre est toujours disponible dans les librairies qui distribuent le journal (dont la Librairie du Monde libertaire, bien sûr) ou en le commandant à L'Envolée, 43, rue de Stalingrad, 93100 Montreuil en joignant un chèque de 7 euros, frais de port compris.

Anarchisme et décroissance

Depuis Thoreau, il existe des rapports historiques entre anarchisme et écologie, pas systématiques, mais bien réels (Louise Michel, Kropotkine, Reclus, Butaud et Zaïkowska, Bookchin et bien d'autres). À côté de l'harmonie sociale, il s'agit de réfléchir sur une harmonie entre l'homme et l'espace qu'il occupe, et de réfléchir sur la qualité même de la vie que l'on veut construire individuellement et socialement.

Dans le paysage actuel de l'écologie, la décroissance est un mouvement tout aussi varié que l'anarchisme l'est au sein de l'histoire du socialisme, mais il est possible de relever un certain nombre de points communs entre ces deux courants, et pourquoi pas d'opérer des rapprochements, sur la base de convergences réelles dans certaines pratiques concrètes.

Tout d'abord le souci de relocaliser la production et les structures sociales, à une échelle plus humaine, plus proche de chaque individu, de sorte que le processus économique ne lui échappe plus. On parle ainsi de circuit court, plus concrètement d'amaps, de sels, etc. Dans la décroissance, ce souci se double d'une prise en compte des conséquences de la débauche d'énergies fossiles utilisées pour le transport de la production, au sein d'une économie mondialisée. Dans l'anarchisme, il s'agit davantage de rendre à l'homme sa capacité politique d'action et de contrôle dans la gestion de sa vie, et de la production de ce dont il a réellement besoin, à travers la construction politique d'un fédéralisme des communes.

Dans le même ordre d'idée, anarchisme et décroissance se soucient aussi d'une reconquête des savoirs de base, qu'il s'agisse de se nourrir, de se vêtir, de se loger. L'éducation, non spécialisée, mais polytechnique, à la fois abstraite et concrète, joue un rôle central dans l'histoire de l'anarchisme, à la fois comme tactique de propagande de fond, mais aussi comme adaptation des moyens et des fins, reconquête d'une capacité à être plus autonomes. Chez les anarchistes, il s'agit tantôt de la vieille tradition proudhonienne de l'autogestion ouvrière, teintée d'une nostalgie de l'artisan maître de sa propre production, s'arrachant à l'aliénation des bagnes industriels, tantôt de l'esprit «*do it yourself*», «fais-le toi-même», consistant à ne plus dépendre du monopole capitaliste du savoir technique. Chez les décroissants, il s'agit de retrouver des savoirs simples pour répondre à des besoins simples et quotidiens.

On retrouve aussi dans les deux courants la préoccupation majeure de retrouver du temps à soi, du temps pour vivre, du plaisir. Chez les anarchistes, issus du courant socialiste, cet objectif découle de la critique anticapitaliste du «surtravail», le temps que le patron impose au travailleur, en plus de la rémunération de son travail réel, pour dégager la fameuse «plus-value» qui nourrira et reproduira le capital. Chez les décroissants, il s'agit de peser temps de travail et satisfaction de besoins et de les mettre en balance, ou dit autrement, de déterminer ses besoins individuels réels et d'ajuster son temps de travail à ces besoins, sans plus s'encombrer de gadgets inutiles.

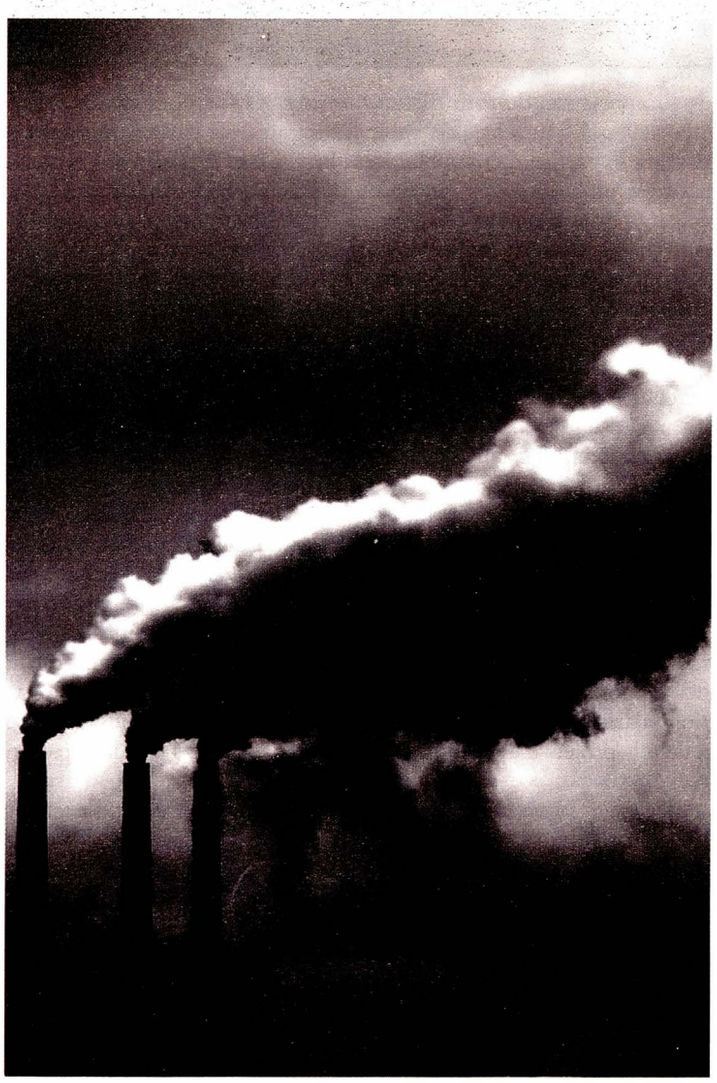
Sur la critique du capitalisme, la décroissance développe une critique assez originale du capitalisme, assez peu développée dans les courants socialistes traditionnels. Cette critique porte sur deux aspects du capitalisme : le capital consiste en une accumulation, que l'on nomme croissance. La croissance du capital est donc indissociable de l'idéologie capitaliste. S'attaquer à l'idée de croissance, que le capitalisme déguise en «progrès» social alors qu'il en est souvent le fossoyeur, est donc un angle intéressant de lutte. De même que de s'attaquer à la sacralité de l'innovation technologique, qui serait toujours facteur de progrès, alors que la nature même de la technologie développée répond toujours aux besoins de la société qui la développe. Une société policière produira de la technologie de surveillance, une société centraliste, étatique développera le nucléaire, une société capitaliste développera des puces RFID, de l'armement, etc.

D'autre part, la décroissance complète la critique socialiste traditionnelle du processus de production capitaliste en s'attaquant aussi, au bout de la chaîne de production, au maillon de la consommation, bref à l'acte d'achat, sans lequel le capitalisme n'existe pas. La décroissance critique la consommation dans ce qu'elle a souvent de factice, d'aliéné, avec son cortège publicitaire, sa bande sans fin d'innovations sans intérêt, de pseudo-progrès… Dans le capitalisme, la production ne répond en effet pas aux besoins humains : la produc-

tion s'arrange pour créer et même dicter le besoin. Enfin, et c'est le corollaire direct, la décroissance s'intéresse profondément à la nature de la production et – ce qui est la même chose – à son but réel ; en tant que courant écologique, elle critique vertement les aspects nuisibles de la production humaine actuelle, aussi bien envers l'homme qu'envers son environnement (dont l'homme dépend, ce qui revient au même).

On comprend que certains anarchistes aient donc été parfois proches de ces questions écologiques. Dans la pratique, si des anarchistes de tendance sociale ont eu des préoccupations écologiques réelles (Reclus, Kropotkine, etc.), certains anarchistes ont aussi tenté de vivre d'une façon qu'on pourrait qualifier de « décroissante » aujourd'hui ; en particulier dans les milieux anarchistes dits « individualistes » au début du XX^e^ siècle, qui prônaient la possibilité de s'émanciper ici et maintenant du capitalisme et du système social mortifère qu'il engendre, en vivant en communautés. Qu'on songe aux milieux libres d'Aiglemont, de Bascon, de Vaux… où se posaient sérieusement des questions comme l'abolition de l'alcool, du tabac, le retour à la terre, végétalisme et même le naturisme.

Il est d'ailleurs intéressant de noter que ces pratiques et questionnements radicaux sur les besoins réels de l'homme aient surtout été portés par des individualistes. En effet, le courant communiste a parfois privilégié une certaine admiration du progrès technique, une certaine incantation à l'autogestion qui, toutes modernes qu'elles étaient, ne prenait pas forcément en compte la critique nécessaire de la nature de la production elle-même dans le processus de l'aliénation humaine : autogérer oui, mais quoi, des usines d'automobiles, de missiles, de cravates, de pesticides ? Pas étonnant que des individualistes, qui se méfiaient du communisme pour sa faiblesse critique à l'égard du productivisme et du travail, aient ainsi rejoint une pensée écologiste. On pourrait même dire que l'écologisme a pu parfois jouer le rôle d'un champ de la critique du capitalisme, sur les questions dont les courants communistes traditionnels, léninistes, et même parfois libertaires, n'avaient pas toujours su (assez) se saisir.



Pourtant, la gestion communiste libertaire elle aussi, comme dans la proposition décroissante, implique de discuter ensemble des besoins individuels et collectifs réels, d'organiser socialement leur satisfaction dans la durée, et donc de faire en fonction des ressources réelles existantes, sur le long terme. Décroissance et anarchisme sont des pensées du long terme, opposées au court terme du capitalisme fondé sur le profit le plus immédiat possible, au détriment de l'environnement réel.

Il y a donc clairement un champ de réflexion critique et d'expérimentation commun à l'anarchisme et à une certaine frange de la « décroissance ».

Néanmoins, la décroissance à laquelle les anarchistes pourraient s'intéresser aujourd'hui ne saurait faire l'économie d'un certain nombre de remarques et de critiques, portant sur certains aspects moins reluisants de la décroissance. C'est pourquoi, si elle est à construire, la décroissance doit, selon nous, être libertaire.

Pour commencer, et ce n'est pas un hasard si je parlais juste avant du courant anarchiste individualiste, la décroissance part toujours de la remise en cause individuelle face au système. La décroissance a toujours pour discours de dire aux individus qu'ils sont responsables, qu'ils sont le début et la fin du système, et qu'ils portent donc le poids de l'existant. Ce qui n'est sans doute pas totalement faux, mais prête le flanc à de nécessaires critiques. Tout d'abord, ce discours est assez inaudible, voire carrément insupportable, lorsqu'on l'applique à beaucoup de gens qui très concrètement, dans leur vie quotidienne, ne peuvent faire autrement que de se servir d'une vieille bagnole qui pollue, que d'acheter de l'alimentation issue de l'agriculture industrielle, etc., tout simplement parce que leur condition sociale ne leur permet pas le luxe de faire autrement.

D'autre part, qui sert-on vraiment avec un tel discours ? Qui a intérêt à culpabiliser les individus, sinon le capitalisme véritable responsable du désastre social et écologique actuel ? Il est significatif de voir la capacité actuelle des firmes les plus pollueuses à se recycler dans un discours écologiste. Et ce, pour plusieurs raisons. D'une part, comme on vient de le dire, il s'agit d'occulter les responsabilités réelles des vrais pollueurs. Ainsi, les plus gros pollueurs de France sponsorisent *Ushuaïa* de Hulot, ou financent le film *Home* de Yann-Arthus Bertrand, dans le seul but de dire qu'au fond, c'est l'homme qui est fou et qu'il faut changer d'attitude dans la consommation. Rideau de fumée…

Développer les « *réflexes écocitoyens* » permet à ces mêmes capitalistes de faire sous-traiter la gestion des nuisances corollaires à leurs productions lucratives par les consommateurs gogos, qui se font ainsi plumer au grattage lorsqu'ils produisent en usine en se faisant exploiter, au tirage lorsqu'ils achètent les gadgets produits, et dans le caniveau lorsqu'ils font le tri sélectif, ramassent les ordures sur les bords des rivières ou les galettes de mazout sur les plages atlantiques, ou encore font de la récupération dans les dépotoirs du système. Et l'on fait passer cette gestion de la merde en sous-traitance, à grand renfort de discours citoyennistes de l'État récemment converti aux valeurs « écologistes », pour de la responsabilisation… Il s'agit un peu de la même tartufferie que celle de ces vieux patrons paternalistes donnant quelques oboles pour des œuvres de charité, et incitant leurs ouailles salariales à pratiquer la charité pour aider les pauvres et les malades qu'ils ont eux-mêmes fabriqués par le chômage, la précarité et l'exploitation salariale.

L'anarchisme lui, sur ce point, est clair : il a toujours été un courant politique, portant certes un discours de responsabilisation individuelle, mais aussi collective, à travers un projet social, prenant donc en compte le fonctionnement global du système pour porter la critique là où elle doit l'être, c'est-à-dire au cœur de la bête.

La décroissance ignore ainsi souvent que le capitalisme peut créer de nouveaux besoins « verts » pour de nouveaux marchés de

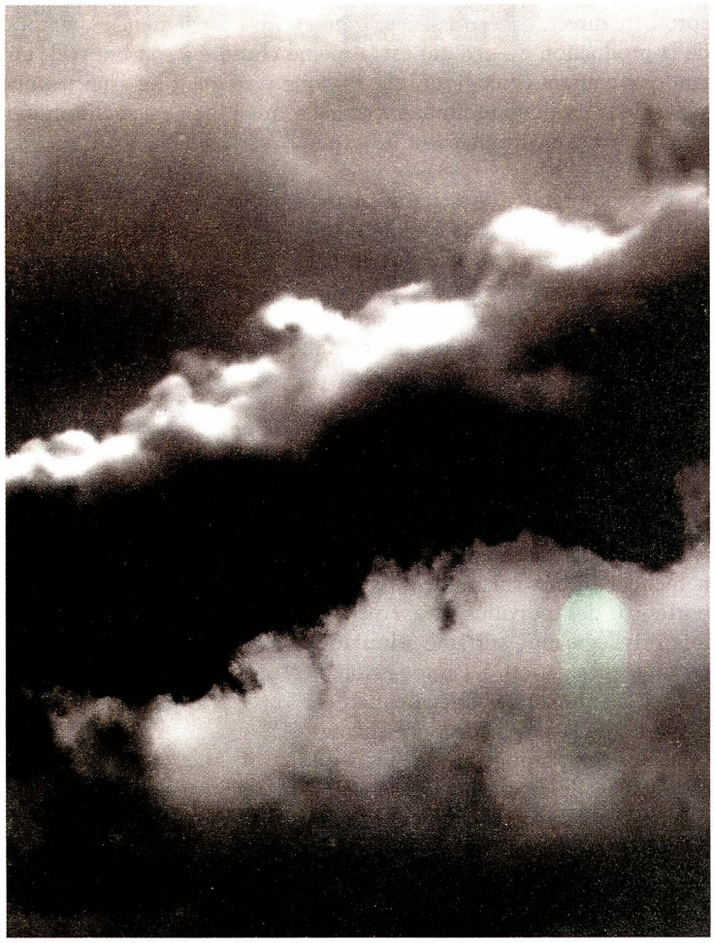
consommation, destinés à un public de classes moyennes en quête de nature et de spiritualité new-age. Oui, le capitalisme peut faire du fric avec la décroissance, lorsque celle-ci n'est qu'une religiosité, qu'un style de vie.

D'autre part, en critiquant le capitalisme sous l'angle de la croissance et de la société de consommation, la décroissance ignore une critique socialiste pourtant cruciale : ainsi, le capitalisme traverse des crises inévitables se traduisant par des récessions, qui lui permettent de muter et de se réorganiser. Le capitalisme n'est donc pas si rétif que cela à la décroissance, puisqu'il la fabrique de fait et l'impose même parfois sous couvert de ce qu'il est tenu d'appeler des « crises ». Il sait se servir du chômage et de la misère, de l'austérité et des famines pour continuer à prospérer, pour permettre à certains d'accumuler plus encore de fric et de pouvoir.

Autre faille critique : le capitalisme, s'il en donne l'image ou plutôt le spectacle, n'est pas une société de l'abondance ! Bien au contraire, il développe une société de fausse abondance et se fonde plutôt sur la production, l'organisation et la gestion de la rareté… Voir le capitalisme comme le culte de l'abondance, c'est le voir avec des yeux de l'occidental de classes moyennes, qui est bien seul à croire que le monde entier a aujourd'hui de quoi manger, de quoi se loger correctement… alors que le capitalisme est précisément fondé sur l'organisation de la pauvreté, sur la faim, sur le mal-logement, bref sur la privation d'une partie de l'humanité, afin de créer la valeur capitaliste. Bref, le capitalisme peut non seulement survivre à la décroissance, mais en réalité, c'est même lui qui la fabrique et l'impose régulièrement à la tranche de la population la plus exploitée, afin de se préserver. Pour prendre un chiffre significatif, la Terre produit actuellement de qui nourrir 12 milliards d'êtres humains, ce qui représente près de deux fois plus que ce qui est nécessaire ; et pourtant un milliard d'êtres humains sont en sous-nutrition, pendant que les supermarchés jettent 30 à 40 % de leurs denrées alimentaires plutôt que de les donner. Ainsi, la proposition politique libertaire, si elle ne peut éluder la question des limites des ressources naturelles, nuance tout de même le constat de ces limites : réduire sa consommation n'est pas la piste unique, la piste politique demeure centrale.

Écartons aussi la fraction dite « primitiviste » d'un certain courant décroissant, prônant un retour radical à une mère Nature pure et bonne, largement fantasmée, flirtant ainsi avec un certain discours religieux, voire une certaine frange de l'extrême droite dans un discours radicalement antisocial, antitechnologique[1] et malthusien au plus mauvais sens du terme, et dont les angoisses survivalistes ne rappellent finalement, comme dans un miroir déformant, que la soumission radicale à la loi du plus fort, aux principes les plus fondateurs de la pensée capitaliste néolibérale actuelle.

Dernier travers de certains décroissants : celui de parfois délaisser les luttes sociales et politiques, en pensant changer le monde « à sa petite échelle » à travers sa petite individualité ou communauté décroissante, et que cela seul marchera et suffira. Or, en dehors même du questionnement éthique que peut éventuellement soulever une telle attitude de repli au sein d'un monde injuste et inégalitaire, la pérennité de tels ilots décroissants (ou même libertaires) dans un monde autoritaire et capitaliste est impossible ; et la croyance en la possibilité qu'ils puissent changer vraiment le monde ne peut être qu'une illusion. Et ce, pour plusieurs raisons ; tout d'abord, ces projets ne peuvent jamais être autarciques à 100 % : d'un point de vue strictement matériel, il faudra bien toujours acheter ou du moins échanger, pour obtenir ce qui manque, ce qui n'est pas produit sur place ; ce qui poussera les gens d'une part à se salarier, donc à subir l'exploitation capitaliste et à collaborer au système par l'acceptation de l'échange capitaliste et monétaire comme pis-aller, d'autre part à réduire leurs besoins jusqu'à une certaine ascèse, qui ne saurait véritablement représenter un projet social imposable à tous. De même, il est impossible d'échapper à l'environnement écologique : un jardin collectif ne pourra pas éviter les questions de la qualité des sols, de l'eau, ni les épandages de pesticides, etc., qui sont des questions sociales. Ni à l'environnement politique : ces projets, s'ils prennent



de l'importance, devront passer vite sous les fourches caudines des autorités politiques locales, subir les tracasseries légales, judiciaires, fiscales, et parfois même policières ; bref, l'État. Il faudra se compromettre pour survivre, renoncer à une partie de son indépendance en échange de subventions, payer des impôts et engraisser l'État. Enfin, si le projet devenait réellement menaçant pour l'ordre capitaliste, il serait tout simplement réprimé, y compris par la force… L'histoire enseigne hélas avec assez de cruauté ce qu'il est advenu aux collectivités diverses de gens ayant décidé de reprendre réellement et politiquement leur vie en main à travers des projets de ce type ayant rencontré une relative réussite. La réussite fut bien vite stoppée par les armes.

Les anarchistes, s'ils sont souvent impliqués dans des scops, jardins collectifs, sels et autres projets d'économie locale, s'impliquent aussi dans le politique et le social, car ils ne croient pas aux îlots décroissants, ni même libertaires, et savent que si la démarche individuelle et la reprise en main de sa vie ici et maintenant ne peut attendre le grand soir, elle ne peut s'accomplir durablement que par une dynamique, un processus social de rupture révolutionnaire et radicale avec la société actuelle. Seule l'abolition, au niveau global, des rapports sociaux de domination (hiérarchie, État) et d'exploitation salariale (capitalisme) de l'homme par l'homme peut permettre à de tels projets d'autonomie de devenir des projets d'émancipation réelle.

De toute façon, il est hors de question de se contenter d'occuper les interstices que le pouvoir peut laisser plus ou moins à dessein à ses contestataires pour les canaliser. Le système englobe aujourd'hui tout le vivant et l'existant : il est impossible de le déserter. Il faut reconquérir les espaces géographiques, politiques, productifs, pour les subvertir – et non les fuir.

Or une bonne partie des courants décroissantistes – s'ils sont généralement critiques à juste titre au sujet d'un manque de réflexion du courant socialiste en général sur la nature de la production et la nécessité d'une réflexion pratique sur un changement de la

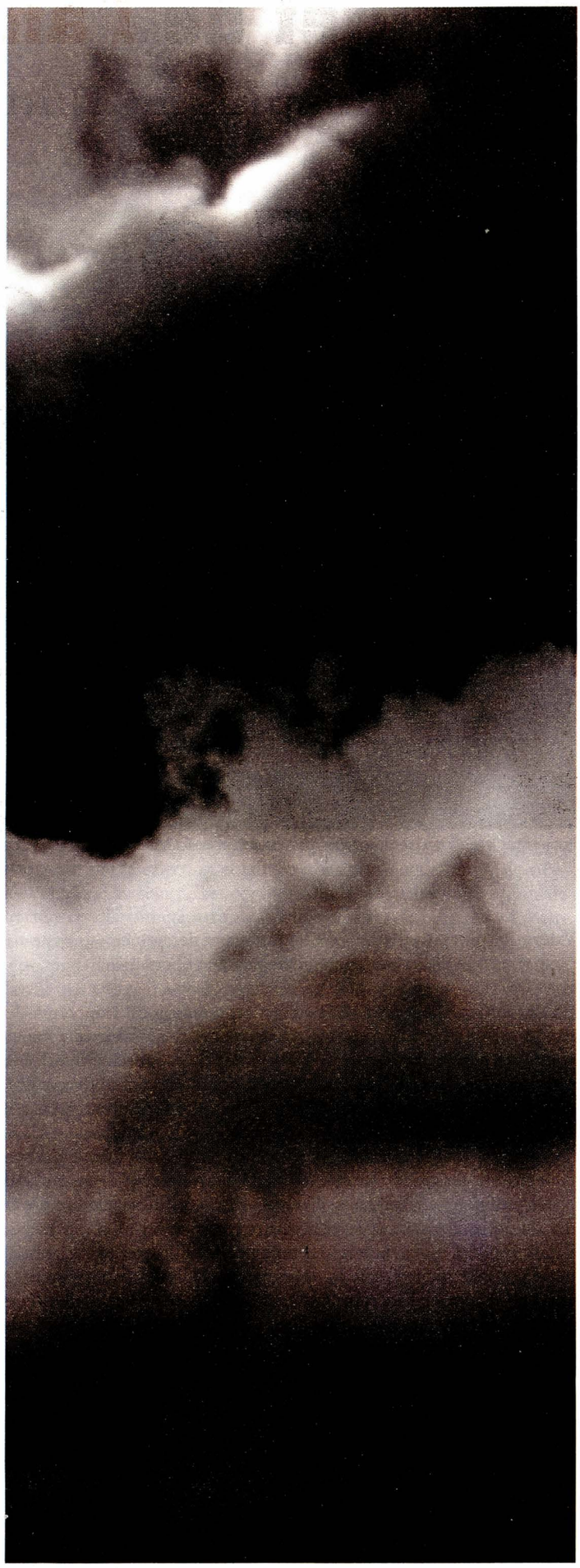
consommation et de la vie – fait une cruelle impasse sur la nécessité de l'abolition de l'État et du capital. Nombre de ces courants préconisent un capitalisme repeint en vert, avec des patrons et des salariés. Nombre de ces courants s'organisent avec la gauche classique à travers les Verts, ou encore en parti pour la décroissance, ignorant ainsi que la structure même de l'État, du pouvoir et des élections représentatives, qui sont la structure politique même de la déresponsabilisation, est la base fondamentale du capitalisme qui ronge l'humanité et la planète, à savoir la séparation à la fois entre les hommes, et entre les hommes et les conséquences, et donc la possession réelle de leurs actes. Sans parler du rôle essentiel des États dans le processus de développement des multinationales. Ce silence d'une grande partie du mouvement décroissant à l'égard du rôle fondamental de l'État dans le désastre capitaliste, et donc écologique, va à l'encontre de ce qui est pourtant censé fonder une partie de l'idéologie décroissantiste et aussi (et surtout) anarchiste : la responsabilisation individuelle et collective, qui implique la conscience et la volonté d'une rupture claire avec le système capitaliste et l'État.

Le terme même de « décroissance » porte en lui à la fois une richesse polémique et les germes d'un possible réformisme qui pourrait être fatal à ses fondamentaux. Ainsi, je pense qu'une décroissance conséquente ne peut éluder la nécessité d'une évolution sociale, d'un progrès, d'un développement de la liberté humaine, et que la critique de la « croissance » doit impérativement être claire avec le fait que l'objet critiqué est bel et bien la croissance capitaliste. Une fois cela posé, une autre remarque semble s'imposer : le préfixe « dé », s'il suppose une sortie de la croissance et donc du capitalisme, peut signifier une espèce de sortie lente, graduée, « peu à peu », bref, réformarde et légaliste, du capitalisme. Bref, un aménagement de plus, se compromettant avec le fond et les méthodes du capital pour se maintenir. Pour les anarchistes, il est clair que si l'on sait reconnaître un acquis, l'on ne transige néanmoins pas avec le but poursuivi, qui est l'éradication du capitalisme et de l'État. On ne lutte pas contre le capitalisme avec des entreprises capitalistes « vertes », mais l'expropriation capitaliste et l'autogestion généralisée. On ne lutte pas contre l'oppression du pouvoir en recourant à des modalités politiques étatisantes, globalisantes, centralistes, représentativistes (du genre élections), mais avec l'affirmation du fédéralisme libertaire, de l'association libre des individus et des groupes humains sans hiérarchie.

Pour conclure, je pense que les anarchistes auraient tort, vu la rapidité de transformation de l'environnement et ses conséquences, de ne pas se saisir des questionnements qu'apporte la décroissance pour aiguiser leur critique de l'autorité et de l'exploitation, et construire un anarchisme prenant en tenaille l'État et le capital, sous le double volet de la lutte sociale et du développement d'alternatives, ici et maintenant, de vie et de consommation. C'est un entraînement, c'est un laboratoire d'idées et de pratiques, et c'est aussi la possibilité d'une – relative – indépendance. Rappelons que les mouvements sociaux révolutionnaires du passé ont souvent été accomplis par des ouvriers qui avaient encore un pied dans le monde rural et les savoirs artisanaux, ce qui leur permettait de tenir des grèves longues.

Mais je pense aussi qu'ils ne sauraient développer la notion de « décroissance » de façon positive, pour l'anarchisme comme pour la décroissance, qu'en insistant sur la clarté d'une décroissance libertaire, ce dont, entre autres organisations, la Fédération anarchiste débat depuis plusieurs années notamment. Reste à poursuivre la dynamique, à élargir le champ des possibles et pour cela, toujours est-il qu'il ne faudra pas être décroissants en termes d'efforts !

John Rackham



1. En complément de ces observations et analyses, on peut se reporter à l'article de Marc Silberstein, « Cucurbites ? Assez ! De quelques considérations sanitaires, scientifiques, économiques et médiatiques entremêlées », *Le Monde libertaire* n° 1641 (23 juin-6 juillet 2011). (*Ndlr.*)

Au sujet de l'anarchisme

Valéry Rasplus et Daniel Colson discutent

Peinture par Jean du groupe Idées noires de la Fédération anarchiste

Valéry Rasplus : Au niveau des définitions et des principes, existe-t-il pour vous une distinction entre anarchisme et libertaire ?

Daniel Colson : Le « pour vous » de votre question est important. Par son projet et ce qui le constitue, l'anarchisme ne possède ni pape, ni comité central, ni porte-parole et il autorise tout le monde à parler en son nom. Il ne s'agit donc ici que d'un des multiples points de vue possibles, très souvent contradictoires, mais constitutifs d'un projet fondé sur le concept d'anarchie.

Dans ses usages courants, la distinction entre anarchisme et libertaire remplit un grand nombre de fonctions. Au plus près des milieux plus spécifiquement militants, elle sert souvent à différencier un noyau dur du projet libertaire (« les anarchistes » et leurs organisations), et de l'autre côté des mouvements, des milieux, des attitudes ou des convictions pouvant d'une façon ou d'une autre se rattacher à ce qu'il est convenu d'appeler l'anarchisme, depuis les mouvements collectifs et révolutionnaires les plus larges jusqu'aux traits de caractère et aux interactions les plus immédiates et les plus minuscules.

Pour moi il n'y a pas à distinguer les deux mots sinon peut-être pour dire que l'anarchisme c'est l'ensemble des réalités et des forces que l'on qualifie par ailleurs de libertaires, dès lors que ces forces, vastes ou minuscules, s'associent de proche en proche, prennent conscience des effets de cette association, suscitent d'autres forces analogues et s'agencent de telle façon qu'elles puissent prétendre à une transformation radicale du monde où nous vivons.

Les différences internes dans l'emploi de ces deux mots, pour l'un comme pour l'autre, ne portent que sur l'intensité ou sur la radicalité subversive des réalités dont ils sont alors l'expression. De ce point de vue, une position ou une qualité d'anarchiste nettement estampillée et organisée ne possède aucune supériorité sur des pratiques ou des mouvements pouvant être qualifiés de « libertaire » en raison de leurs aspirations (la liberté), de leurs modes d'action (révolte, action directe, refus des « représentants » et du jeu de la représentation), de leurs modes d'organisation (autonomie, auto-organisation, fédéralisme et libre association de forces libres). C'est même parfois l'inverse, comme le montre l'histoire mouvementée des différentes expérimentations de l'anarchisme ouvrier ou, plus récemment, le renouveau des idées libertaires depuis le dernier quart du siècle précédent.

Valéry Rasplus : Quel est l'état actuel des recherches sur l'anarchisme dans le milieu académique français ?

Daniel Colson : Longtemps ignoré et méprisé, l'anarchisme commence à avoir une certaine existence dans les milieux académiques, mais d'autant plus visible qu'elle était absolument impensable il y a encore peu de temps. C'est surtout vrai en Amérique du Sud et du Nord. Cette existence, bien que réelle et nouvelle, est beaucoup plus réduite en France et ceci en raison de la longue et ancienne hégémonie du marxisme. La présence, même modeste, de l'anarchisme dans les sphères de la recherche et de l'université, tient en partie à des mouvements internes de la pensée actuelle, sur le terrain de la philosophie par exemple avec l'importance d'auteurs comme Deleuze ou Foucault, ou celui de la sociologie avec la redécouverte du pragmatisme et les développements des courants issus de l'ethnométhodologie.

Mais cette apparition (très relative) de l'anarchisme dans le monde académique n'est pas forcément une bonne chose du point de vue

anarchiste. Les instances académiques et universitaires, par leur rôle général dans la société, mais aussi et surtout par leurs modes de fonctionnement sont partie prenante d'un ordre social auquel l'anarchisme répugne profondément et avec lequel il prétend rompre. D'où une grande tension, en particulier chez les jeunes chercheurs, entre leurs convictions, leur attirance personnelle pour l'anarchisme et la nécessité pour eux de passer par les procédures sélectives et débilitantes (d'un point de vue anarchiste) de la « carrière » universitaire.

Dans le cadre universitaire, l'anarchisme ne peut être qu'une source de tension et de scandale en lien direct avec toutes les formes actuelles de contestations ; sauf à se transformer en une sorte de langue morte ou d'objet d'étude pour ces autres sortes de médecins légistes que sont les historiens et les sociologues. Mais même dans ce cas, et comme la « vie » dont parle Bakounine, l'anarchisme ne pourrait perdre sa puissance de subversion qu'en disparaissant complètement sous le scalpel des savants. En résumé on peut dire que l'anarchisme est inassimilable à l'ordre universitaire tel qu'il existe actuellement.

Valéry Rasplus : L'anthropologue David Graeber a envisagé d'établir une anthropologie anarchiste dans le champ universitaire. Pensez-vous que cela soit un projet viable et qu'il soit également possible de construire une sociologie anarchiste ?

Daniel Colson : David Greber a tout à fait raison de dire que l'anarchisme est aussi une anthropologie, comme beaucoup d'autres choses encore. Mais il s'agit alors d'une étrange anthropologie dont on voit mal comment elle pourrait « s'établir dans le champ universitaire », sauf à le recomposer autrement à l'intérieur d'un rapport au monde où il n'est pas certain qu'il existe encore des institutions et des disciplines du type des universités et de l'anthropologie actuelles. J'ajouterais que l'anarchisme n'est pas seulement une conception de l'homme (anthropologie), mais aussi une vision et un projet pratique multiforme qui embrassent la totalité de ce qui est, et que l'on peut désigner du terme d'ontologie, au sens que les courants actuellement les plus novateurs de la sociologie donnent à ce nom. Pour cette ontologie anarchiste il s'agit bien de mettre à jour et de dire ce qui est, comme on dit (dans les langues indo-européennes). Mais « ce qui est » (pour l'anarchisme), c'est justement le devenir, le multiple, le singulier, le différent, l'accidentel, le contradictoire, le changement incessant, l'événement, les circonstances et les situations.

Le caractère ontologique de l'anarchisme permet ainsi de comprendre en quoi consistent sa radicalité et son caractère révolutionnaire. Radicalité et idée de révolution n'ont pas, dans l'anarchisme, ni d'abord, ni même principalement, la signification politique que ces mots ont pu prendre au cours des deux siècles précédents. La radicalité et le caractère révolutionnaire de l'anarchisme relèvent de la subversion au sens premier de ce mot : subvertir la totalité des rapports existants entre les êtres, des plus petits aux plus grands, décomposer les rapports de pouvoir et les recomposer autrement à l'intérieur d'un agencement d'ensemble que Proudhon qualifie d'« anarchie positive » et Deleuze de « plan d'immanence » ou de « consistance ».

Valéry Rasplus : L'anarchisme est composé de plusieurs tendances, de multiples sensibilités. Si l'on classe souvent l'anarchisme « à gauche », on peut oublier qu'il existe aussi un anarchisme qui se réclame de « droite », des « libres penseurs conservateurs » pour reprendre une formule que m'a donnée un jour le juriste Dominique Sistach. Avez-vous eu à étudier cette forme d'anarchisme ?

Daniel Colson : À ma connaissance il n'existe pas d'« anarchisme » se réclamant de la « droite » au sens politique de ce mot. On retrouve ici, dans un cas de figure particulier, un phénomène comparable aux usages disséminés, discontinus et contradictoires du mot « libertaire » : la sélection d'un rapport au monde particulier, relevant ici non du social ou de la politique, mais plutôt du « tempérament » ou du « caractère » et qui s'empare à son tour du mot « anarchiste » pour l'utiliser à ses propres fins. Que ces traits de caractère aient à voir avec l'anarchisme c'est indéniable selon moi, ne serait-ce qu'en raison du

Peinture par Jean du groupe Idées noires de la Fédération anarchiste

caractère spontané de son usage. Mais à condition de ne pas oublier le principe anarchiste (pratique et théorique) selon lequel toute chose change sans cesse de sens suivant l'agencement dans lequel elle est prise et suivant la sélection et la recomposition que tel ou tel agencement entraîne au sein de ses composantes. C'est pourquoi les traits de caractère ou de tempérament de l'anarchisme dit « de droite » ne manquent pas par ailleurs, y compris en raison de leur nature singulière, d'être pris dans des agencements ou des complexions plus larges n'ayant que très peu à voir avec l'anarchisme.

Je ne peux ici que reprendre la définition d'« anarchisme de droite » de mon petit lexique philosophique de l'anarchisme. « Un mode d'être acariâtre et râleur qui, en étant conduit à sélectionner des forces réactives souvent virilistes et paranoïaques, risque sans cesse de donner naissance à des êtres à la digestion difficile, incapables de révolte, envahis par le ressentiment et dont le nihilisme se refuse à toute affirmation ». Mais même dans ce cas il ne faut pas complètement se décourager et puisque, dans certaines circonstances, il devient parfois possible de crier « la police avec nous ! » on peut toujours espérer, mais au prix de nombreuses transformations, qu'un anarchiste de droite puisse pleurer d'émotion et aller risquer sa vie sur une barricade ou dans un réseau de solidarité avec les sans-papiers.

Valéry Rasplus : Pouvez-vous nous donner quelques exemples de sociétés qui se sont inspirés de l'anarchisme pour le mettre en application et le développer ?

Daniel Colson : En prétendant substituer l'État à la bourgeoisie, le communisme d'inspiration marxiste a pu faire croire quelque temps à l'illusion d'un « socialisme » dit « réel », mais qui, dans la réalité justement, et comme véritable socialisme, n'est jamais parvenu à s'établir où que ce soit. Expression la plus émancipatrice du projet socialiste, l'anarchisme n'a donc jamais connu de réalisations conséquentes et durables, si ce n'est le « bref été de l'anarchie » dont parle Enzenberger à propos de la révolution espagnole ou encore les quelques mois des débuts de la révolution libertaire en Ukraine, avant que les violences et

les contraintes de la guerre civile ne mettent un terme dans l'un et l'autre cas à tout espoir de voir naître une société libertaire. Le faible bilan des réalisations libertaires, dans un contexte qui souligne leur fragilité, ne constitue pas pour autant un désaveu ou la confirmation du caractère utopique du projet anarchiste. Étroitement lié par sa naissance et la courte durée de son histoire aux expériences des mouvements ouvriers, l'anarchisme déborde infiniment leur singularité et l'espoir un peu fou, pendant quelques décennies, de créer rapidement une société sans classes et sans domination. Parce qu'il touche tous les aspects des choses, au plus intime de ce qui les constitue, l'anarchisme n'ignore rien des difficultés que rencontre son projet. Mais c'est justement en raison de l'ampleur et des détails infinis de ses ambitions, au cœur même de la vie et des interactions les plus immédiates, que l'anarchisme peut à la fois associer étroitement l'avenir aux luttes et aux mouvements présents et rendre ainsi possible une transformation d'ensemble qui n'aurait plus le caractère improvisé des anciennes révolutions ouvrières.

En d'autres termes, l'anarchisme n'est pas une utopie politique et idéaliste dont la réalisation dépendrait d'une capacité non moins utopique (et catastrophique dans ses effets) à soumettre le monde et la réalité à ses idées et ses programmes. L'anarchisme est au contraire une conception éminemment réaliste du monde, comme l'exprime le concept d'anarchie et l'idée que ce qui est, bien loin d'obéir à un ordre divin ou raisonnable (la Providence, le sens de l'histoire, la raison), est d'abord un chaos (l'anarchie) sans autre raison d'être que l'affrontement aveugle d'une multitude infinie de forces et d'entités se détruisant sans cesse dans un combat sans fin. C'est à partir de cette évaluation réaliste du monde et de sa nature anarchique, que le projet libertaire se propose par ses pratiques et ses logiques d'association, de transformer le chaos en ce que Proudhon appelle «l'anarchie positive»: la libre association de forces libres apprenant par leurs pratiques et le sens (pratique) qui les accompagne à construire des agencements communs et une raison commune capables de produire le maximum de puissances ou de vie et donc de libertés.

À travers des difficultés et des contradictions innombrables, y compris dans des contextes de violence particulièrement contraires à toute perspective libertaire, l'anarchisme, ouvrier, avec ses multiples expériences de par le monde, fournit de nombreux exemples non de «sociétés» anarchistes, mais de déploiement de logiques et de pratiques libertaires suffisamment larges, durables et radicales pour donner une idée de ce que l'anarchisme peut espérer produire dans l'avenir. À ces vastes mouvements du passé répondent, dans un tout autre contexte, des mouvements et des pratiques liés au renouveau actuel de l'anarchisme qui malgré leur caractère minoritaire, laissent également deviner par leur richesse et leur originalité de fonctionnement, ce pourquoi il vaut la peine de militer et de lutter.

Valéry Rasplus: Si on instituait une société de type anarchiste, par quoi serait remplacé ce qui fait office dans les sociétés modernes – basées sur l'État – de structure militaire, de police et de renseignement?

Daniel Colson: Comme le montre ce qui précède, d'un point de vue libertaire l'idée «d'instituer une société de type anarchiste» n'a pas beaucoup de sens. L'anti-étatisme de l'anarchisme implique le refus de toute clé de voûte centralisée décidant ce qui est bon ou mauvais pour l'ensemble de la société, et donc toute «institution» forcément extérieure et oppressive. Pour l'anarchisme il n'y a pas d'extérieur qui ne soit inclus dans les choses existantes. L'anarchisme est un immanentisme radical.

Du point de vue libertaire la société anarchiste ne peut naître que du milieu des choses telles qu'elles existent à un moment donné, dans le moindre de ses rapports, comme le montrent dès maintenant l'extrême sensibilité et l'extrême vigilance à tout rapport de domination des mouvements et des milieux anti-autoritaires un peu partout dans le monde. Le projet libertaire échappe à toute obligation du «tout ou rien», aux illusions de la «table rase», comme au vieux débat entre réforme et révolution.

La radicalité révolutionnaire de l'anarchisme opère dès maintenant, au plus intime de la vie de chacun, dans les moindres interactions entre les êtres humains, mais aussi avec les animaux, les objets, les procédures, les formes, les mots et les perceptions. Et c'est seulement en s'étendant ainsi à toute chose, sans distinction de frontières, de classements ou d'identités, à travers l'arrêt, la révolte, la grève, le refus de ne rien laisser passer des rapports de domination les plus cachés ou les plus inconscients, que les pratiques libertaires prétendent créer un monde d'autant plus émancipé qu'il s'identifiera à la radicalité et à la prolifération révolutionnaires de ces pratiques.

Dans cette perspective il s'agit bien d'étendre partout et dans toute chose une logique et des rapports émancipateurs. Il n'y a pas d'anarchisme possible dans un seul pays ni dans un seul aspect du monde tel qu'il est organisé présentement (économie, politique, culture, justice, université, etc.). Ce qui est vrai de toute chose l'est également des frontières actuelles entre pays comme de ceux est celles qui pour de multiples raisons se retrouve en prison, cette autre frontière du dedans. Parce qu'il prétend agir partout et immédiatement, de façon subversive, dans tout ce qui est, l'anarchisme n'implique pas seulement la disparition de l'État, mais aussi des entités séparées (avec leurs frontières et leurs drapeaux) qui justifient l'existence des États. Parce qu'il prétend transformer radicalement la totalité des rapports qui nous constituent, l'anarchisme ne désespère pas non plus de recomposer tout aussi radicalement les agencements collectifs et individuels (tempéraments, phobies, pulsions, perversions et nœuds divers) qui, à différents degrés de cristallisation, contribuent eux aussi à peupler les prisons actuelles.

Valéry Rasplus: Des anarchistes et des individus se revendiquant de l'anarchisme ont pratiqué et pratiquent encore la «propagande par le fait». Bien que cela ne soit pas l'unique possibilité de vivre et de comprendre l'anarchisme, ce dernier est pensé dans l'histoire et dans l'imaginaire comme une idéologie et une pratique à caractère violent par nature. Quel rapport l'anarchisme entretient-il avec les différentes formes de violence?

Daniel Colson: Il est vrai que l'anarchisme est lié à la violence dans les représentations collectives. Et il est vrai également que l'histoire peut en donner de nombreux exemples, même si l'écrasante majorité des anarchistes sont plutôt des gens éventuellement coléreux, mais le plus souvent très pacifiques et violemment soucieux (si l'ont peut dire) de ne jamais accepter les rapports de domination qu'impliquent aussi la violence et les rapports violents. Ce paradoxe de la violence anarchiste tient à trois raisons principales qui se chevauchent en partie.

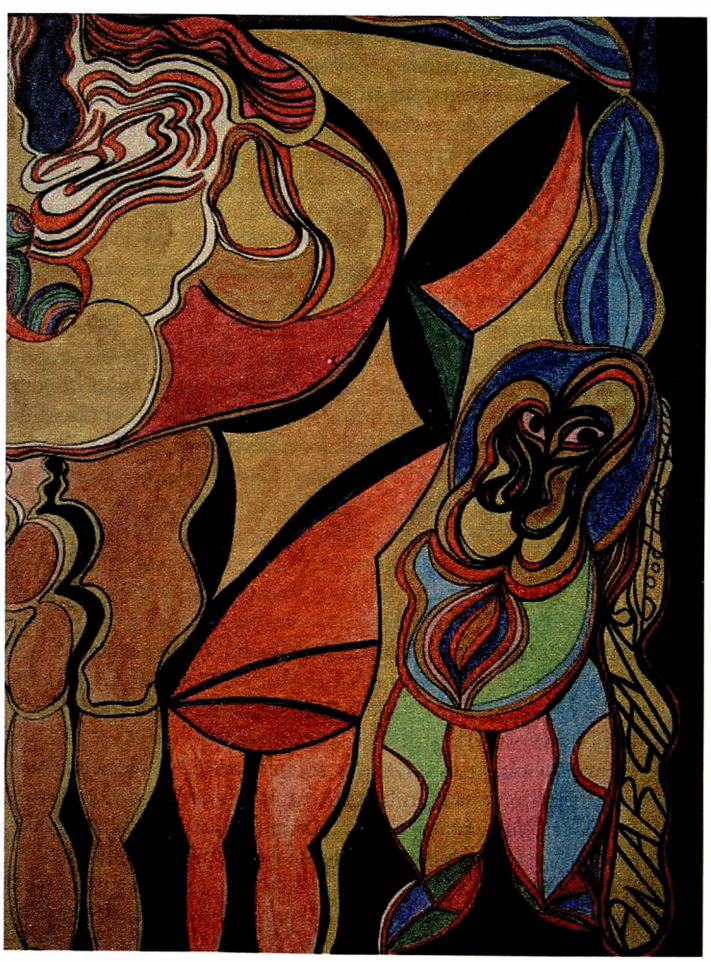
Première raison. Historiquement et en raison de sa dimension longtemps ouvrière ou populaire, l'anarchisme a été confronté à l'extrême violence des rapports sociaux et de la misère ouvrière de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, mais aussi à la charge d'indignation que pouvait produire dans tout individu doté de sensibilité, la visibilité insupportable de l'immense malheur des uns, mêlé à une visibilité comparable de la richesse ostentatoire et répugnante des autres. Avant que cette misère (mais qui risque bien de redevenir proche) ne soit enfin repoussée au loin et que tamisée et formatée par les dispositifs d'informations, par les discours compassionnels et les ONG, elle ne devienne accessible à tout le monde, sans risque d'émotion et de colère trop fortes, entre deux voyages touristiques. Il existe donc bien une violence anarchiste, mais ses sources ce sont l'indignation, la révolte, la colère et le sens de la justice que la violence cynique et officielle (son adversaire) s'efforce toujours de transformer en quelque chose qu'elle n'est pas, en y parvenant parfois, lorsqu'indignation, révolte, colère et sens de la justice s'effacent au profit de la guerre, du calcul politique ou de la domination brute et immédiate. Bref lorsque la violence cesse d'être anarchiste pour devenir autre chose, comme tout chose justement (voir plus haut).

La période des attentats anarchistes (principalement contre les rois et les dirigeants) correspond à la grande crise économique des années 1880 et elle répond davantage à une sorte de désespoir qu'à une véritable stratégie politique. D'un point de vue anarchiste pour qui toute

chose est singulière et donc différente, on ne peut pas plaquer sur le passé des conditions présentes. Il faut au contraire ressaisir les attentats et les violences passés dans les situations qui étaient les leurs. Plus malignement, ce serait une grave erreur d'appréciation que d'interpréter la violence passée des anarchistes, à travers les formes récentes du terrorisme qu'elles relèvent de l'extrême gauche ou du fanatisme religieux. Du point de vue de l'histoire ces deux types de violence n'ont que très peu de points communs. Si, d'un point de vue anarchiste, chaque chose peut revêtir un grand nombre de significations différentes et passer facilement de la domination à l'émancipation (et *vice versa*), deux choses (les attentats et la violence par exemple) peuvent également sembler très proches alors même qu'elles sont le plus éloignées l'une de l'autre.

À cette première raison, il faut joindre une autre qui tient aux illusions des mouvements ouvriers (signalées plus haut) quand à la possibilité de transformer d'un seul coup la société. Que ce soit en Russie, en Allemagne (avec les conseils de Bavière par exemple), en Espagne ou un peu partout dans le monde, les mouvements ouvriers révolutionnaires se sont heurtés à une réaction dont personne n'avait imaginé l'ampleur et l'extrême violence, comme devaient le montrer les fascismes italiens et espagnols, le nazisme allemand et un grand nombre d'autres régimes de type autoritaire, sans oublier cette autre forme de fascisme étatique que constitua l'URSS au même moment. Autant de formes de violence dont l'anarchisme permet, d'une part de saisir la nature et la volonté destructrices, nihilistes et entièrement commandées par le désir d'écraser et de soumettre les autres, d'autre part de saisir immédiatement et avec évidence en quoi ces violences se distinguent radicalement (de par leurs sources) de la violence anarchiste. C'est ainsi que les espérances révolutionnaires et socialistes des mouvements ouvriers furent définitivement brisées au cours de la première moitié du XX^e siècle par deux guerres mondiales et l'apparition un peu partout dans le monde de mouvements et de volontés fascistes et autoritaires (brunes ou rouges) impensables jusqu'ici. C'est dans ce contexte que l'anarchisme a été conduit historiquement, là où il était le plus fort, à participer à deux guerres civiles, en Espagne et en Ukraine. Or, toujours d'un point de vue libertaire, les « guerres » fussent-elles « civiles » ne sont certainement pas le meilleur moyen de faire naître un monde émancipé. On peut seulement signaler comment, même dans ce contexte extrêmement défavorable au projet libertaire, l'anarchisme a pu, dans les pires situations, manifester l'originalité de ses manières d'agir et de concevoir le monde. C'est ce que montre par exemple le mouvement makhnoviste en Ukraine de 1917 à 1921, alors même qu'il était confronté à des affrontements particulièrement féroces. Je ne donnerai qu'un exemple de cette originalité et de sa force : la capacité du mouvement makhnoviste à regrouper et à recomposer autrement, sur des bases de classe, l'ensemble des origines ethniques et religieuses, y compris juives, dans une région pourtant fortement marquée par un nationalisme et un antisémitisme que le mouvement makhoviste est parvenu à subvertir par ses pratiques et ses idéaux émancipateurs. Cet exemple est particulièrement significatif du décalage entre la réalité des mouvements libertaires et la façon dont les représentations dominantes tendent à les travestir ou à leur donner une autre signification, à propos de la violence comme de toute autre chose. Parce que l'Ukraine, comme toutes les régions environnantes, était imprégnée de traditions, d'affects et de représentations antisémites dont on connaît la force et les effets catastrophiques, il était évident, pour les tenants d'un monde oppresseur intangible et contre la réalité même des faits, qu'un mouvement d'origine aussi populaire que l'anarchisme ukrainien, fondé sur la spontanéité et l'auto-organisation, et dans un contexte de violence extrême, ne puisse être qu'antisémite. Alors que la véritable question à laquelle historiens et sociologues se devraient de répondre (mais au prix de quelle transformation de leur regard et des dispositifs qui en commandent le point de vue ?) pourrait se formuler ainsi : comment expliquer qu'un mouvement aussi spontanément inscrit dans les couches paysannes les plus pauvres – refusant toute logique et toute discipline partidaires et étatiques, engagé dans une guerre civile extrêmement cruelle, dans une région où tout trouble social même limité se traduisait aussitôt par des violences contre les familles et les communautés juives –, ait pu non seulement compter un grand nombre de militants d'origine juive dans ses rangs, non seulement s'opposer violemment, chaque fois que c'était possible à toute action antisémite, mais tout simplement se reconnaître et se recomposer dans un projet et une logique d'ensemble étrangère à tout antisémitisme ?

La troisième raison est sans doute la plus déterminante. Là aussi il y a un paradoxe où l'on voit celui qui exerce la domination la plus grande, prôner la paix civile, bénéficier de l'autorité de la loi et de l'État (avec son monopole de la violence légitime) et s'étonner ou se scandaliser devant les violences et les refus d'obéir de celui qu'il domine – « Pourquoi tu t'énerves ? ». Aucun ordre dominateur ne peut se maintenir à partir d'une seule violence oppressive, explicite et visible, la violence brute des jours où l'armée et la police tirent sur la foule. Cette violence pure tend toujours à être refoulée aux frontières ou plus précisément dans les coulisses d'un ordre d'autant plus soumis aux formes de la courtoisie, du respect et de l'obéissance aux rôles et au fonctionnement sans heurts, que cette face visible de la domination et sous-tendue par la violence cachée des prisons, des commissariats et de la police des frontières. Sans rien dire de celle, minuscule, souvent à peine perceptible, mais innombrable, que chacun s'impose à lui-même et dont stress, suicides, ulcères et médicaments ne sont que la partie la plus visible. C'est à ce prix et à cette condition de servitude volontaire, d'intériorisation d'une violence subie et cachée que l'ordre « dominant » peut sembler acceptable à tous et donc à chacun, en permettant que les convois de déportés arrivent à l'heure et que des millions de gens apparemment et réellement normaux, plutôt pacifiques, cultivés et soucieux de paix et de tranquillité, puissent participer à une machine de guerre, de mort et d'oppression capable de massacrer ou de faire massacrer dans les pires conditions, avec les pires moyens, et en six ans à peine, plusieurs dizaines de millions d'êtres humains.



Peinture par Jean du groupe Idées noires de la Fédération anarchiste

Valéry Rasplus : L'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme-révolutionnaire sont en France principalement représentés par la Confédération nationale du Travail. Cet exemple de syndicalisme est actuellement divisé en deux structures depuis une scission survenue dans les années 1993-1996. Ce type de syndicat, à l'effectif modeste et à l'impact discret, a-t-il encore un avenir et peut-il se développer ?

Daniel Colson : Historiquement l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire sont des mots qui sont liés à des mouvements et des moments de l'anarchisme ouvrier très particuliers, principalement la France pour le syndicalisme révolutionnaire, de la fin du XIXe siècle à 1914, soit une quinzaine d'années, et l'Espagne pour l'anarcho-syndicalisme, du début des années vingt à 1936, soit là encore une quinzaine d'années. Mais ces expériences ou ces mouvements sont singuliers (comme toute chose) et il a existé beaucoup d'autres formes de luttes ouvrières et libertaires.

Des mouvements aussi puissants et différents que l'anarchisme ouvrier argentin par exemple (la Fora) ou les IWW d'Amérique du Nord, ne relèvent ni de l'un ni de l'autre, mais chaque fois d'un agencement tout aussi singulier entre anarchisme et luttes ouvrières. Il y a toujours un risque pour tout mouvement et toutes pratiques effectives de transformer les noms qu'ils se donnent ou qu'on leur donne dans une situation donnée, en modèles d'action et d'organisation dans d'autres situations, en particulier lorsque ces pratiques et ces mouvements disparaissent ou changent de nature.

Comme les sigles, les mots durent beaucoup plus longtemps que les pratiques et les réalités qui les produisent et dont ils sont d'abord l'expression, et comme le dit Nietzsche, « maintenant, dans tout effort de connaissance, on trébuche sur des mots pétrifiés, éternisés, et le choc rompra plus facilement la jambe que le mot » (*Aurore* 47). En termes proudhoniens cette fois on pourrait dire que les noms sont des « résultantes » symboliques d'agencements matériels, des expressions de ces agencements, mais qui tendent toujours, comme les « délégués » devenus des « représentants », l'État pour le peuple, à se prendre pour la cause ou le principe de ce qui les a produits, une cause et un principe qui deviennent alors intemporels, à la manière de Dieu, et qui prétendent pouvoir agir toujours et partout, quel que soient les situations ou les événements. C'est vrai de l'« anarcho-syndicalisme » et du « syndicalisme révolutionnaire », comme l'a montré il y a quelques années l'exemple tragi-comique de la « CNT » espagnole et de sa vaine tentative pour réapparaître, quarante ans plus tard et dans un tout autre contexte, sous les mêmes formes que dans les années vingt et trente du siècle précédent, au moment de sa puissance.

L'histoire de la CNT française est un peu moins décourageante, car dans les origines de l'organisation actuelle on retrouve une partie des sources pratiques et effectives du renouveau du projet libertaire au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, en particulier les derniers feux de l'histoire du mouvement ouvrier où sous l'effet du nombre et de la jeunesse de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier d'alors, de ses formes de lutte et de ses idées comme celles d'autogestion, des mouvements sont réapparus (à côté de beaucoup d'autres choses) de façon nouvelle et dans un contexte nettement différent, mais qui pouvaient se reconnaître dans l'anarchisme ouvrier du début du siècle et plus particulièrement dans ses expériences anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires.

Cette possibilité s'est plus spécialement cristallisée dans le rôle d'alors de la CFDT et plus tard dans l'apparition et les débuts du syndicat polonais Solidarnosc. Tous ces possibles se sont évanouis (provisoirement ?) dans les transformations et la mondialisation du capitalisme qui ont suivi, et avec elles l'espoir d'une transformation de la société qui s'est achevée dans les illusions catastrophiques d'une conquête électoraliste du pouvoir politique ; tout juste bon à bureaucratiser et finir de désarmer un syndicalisme exsangue et devenu impuissant dans ses possibilités d'émancipation ouvrière. La CNT, comme SUD sont nés de cette situation catastrophique, comme double visage d'un mouvement ouvrier révolutionnaire prisonnier de son impuissance et de la bureaucratisation légaliste de ses syndicats. On retrouve un phénomène comparable en Espagne avec l'éclatement des courants libertaires ouvriers de ce pays entre la CNT et la CGT espagnoles.

Valéry Rasplus : Erich Mühsam et Gustav Landauer furent des célèbres anarchistes qui ont participé au phénomène des conseils ouvriers. Existe-t-il encore des traces de conseillisme et reste-t-il encore une mémoire de cette expérience dans le monde anarchiste ?

Daniel Colson : Les conseils ouvriers sont l'équivalent, dans les régions où dominait la social-démocratie marxiste, des formes d'existence de l'anarchisme ouvrier des pays du sud, mais de façon beaucoup plus conjoncturelle, dans des moments de crise révolutionnaire où, spontanément, les ouvriers comme les soldats insurgés ou toute autre crise se sont auto-organisés en conseils ou en comités d'usine, de quartiers, de localités (les communes » !) ou d'unités militaires.

Comme d'autres noms (anarcho-syndicalisme, syndicalisme révolutionnaire…), les conseils ont donné naissance à un intitulé, le « conseillisme », qui risque de masquer un phénomène très simple et dont tout le monde a pu faire l'expérience un jour ou l'autre. En période exceptionnelle de crise ou de catastrophes, chacun tend à sortir des rôles, des fonctions et des places qui lui sont dévolus par la reproduction de l'ordre existant. Comme le montre Hannah Arendt à propos des révolutions et de la résistance au nazisme, s'agit alors d'une « brèche de l'histoire », grande ou petite, où de nouveaux agencements deviennent possibles.

C'est ici que la logique libertaire se manifeste de la façon la plus immédiate, la plus perceptible et la plus ordinaire : s'assembler, discuter, prendre des décisions collectives et se donner des organismes nouveaux exprimant directement cette volonté collective et nouvelle, échappant à la division antérieure et à l'articulation mécaniques des tâches, des rôles, des places et des fonctions, et ceci à l'intérieur de toutes les réalités de cet ordre antérieur qui se défont et se recomposent autrement. Ce mode spontané et libertaire d'action et d'organisation ce sont les assemblées générales, les « comités » (d'usine, de quartier), communes, conseils, collectifs, soviets, etc., et leurs modes spontanément fédéralistes d'union ou d'association. À charge pour eux d'opposer et d'étendre ce fonctionnement fédéraliste face à toutes les tentatives inévitables de reconstruire les organisations antérieures (politiques, économiques, techniques et sociales). C'est à cette tâche que s'appliquent généralement les militants et les organisations anarchistes.

Valéry Rasplus : Que pourrait apporter une philosophie et une sociologie de sensibilité anarchiste aujourd'hui ?

Daniel Colson : Comme le montre tout ce qui précède cet apport d'une philosophie ou d'une sociologie consiste à recomposer de fond en comble les logiques, les fonctionnements, les rôles et les places du monde existant, y compris ces éléments et ces réalités que sont la philosophie et la sociologie.

Daniel Colson est sociologue, enseignant à l'université de Saint-Étienne et membre du Modys, laboratoire de recherche au CNRS associé à l'université de Saint-Étienne et à l'université de Lyon II.
Valéry Rasplus est essayiste et sociologue. Il est rédacteur en chef adjoint et membre du comité de rédaction de la revue de philosophie politique *Des lois et des hommes*, ainsi que de la revue d'épistémologie *Matière première* (*www.materiologiques.com*).

Un anarchiste japonais et le séisme

Chers lecteurs, vous trouverez ci-dessous une lettre de l'anarchiste japonais Kôtoku Shûsui au sujet du séisme de San Francisco de 1906, suivi d'un commentaire de Philippe Pelletier.

La Heimin-sha[1] saine et sauve à San Francisco

À MON FRÈRE Koizumi Sanshin[2], à mon frère Sakai Kosen[3], à Chiyoko[4].

Les télégrammes sur le séisme de San Francisco et l'incendie qui s'ensuivit ont dû vous étonner par rapport aux journaux. Nous sommes tous sains et saufs. Et quelque part rassurés.

Le feu n'a pas cessé depuis trois jours. Au centre, à Market street, qui est au cœur de San Francisco, la plupart des quartiers ont brûlé et sont des champs de ruines. Le feu s'est étendu juste à côté de la Heimin-sha de San Francisco, mais nous avons pu nous sauver. Mon refuge temporaire étant situé dans la ville haute, j'ai pu, d'une pièce située à l'avant au troisième étage avec une longue vue à la main, observer nuit et jour ce paysage à grande échelle[5]. Oui, c'est vraiment un grand paysage. Je le pense. Quelque chose qui a rarement été vu dans l'histoire, qu'on pourrait comparer aux torches des hommes de Hu qui ont mis le feu au palais de Xiangyang des Qin[6], ou encore au spectacle des rues de Rome en flammes incendiées par l'empereur Néron. On dit que 30 000 personnes ont quitté leur maison incendiée et dorment en plein air à la périphérie. La nourriture qui reste dans toute la ville est réquisitionnée par le gouvernement, et on ne peut pas en acheter à sa guise. Les habitants endurent la faim avec le secours de tous les fonctionnaires. Si l'on a de plus en plus faim, pour se procurer de la nourriture dans les jours suivants, je quitterai San Francisco avec Katô, et nous irons à Berkeley. Berkeley fait partie de ces villages autour de San Francisco où travaillent Nabeoka, le beau-frère de Kosen, et mon neveu Kôhei.

Les Blancs disent qu'ils ont l'intelligence. Mais nous, les Orientaux, nous ne pouvons pas nous empêcher de trouver comique leur manque d'à-propos et de courage. Eux, quand ils se trouvent face à une catastrophe inattendue, ils perdent leur sang-froid, ils perdent leur tête, ils ne savent pas ce qu'il est bon de faire. Ils poussent des grands cris, ils pleurent, ils ne font que gémir. Dans les cas extrêmes, ils ne sont pas rares ceux qui deviennent fous de désespoir parce qu'ils ont perdu leurs biens dans le feu ou bien simplement par peur.

Maintenant, il n'y a plus d'électricité ni de gaz dans la ville, et en plus il est interdit d'utiliser des lampes à pétrole ou de brûler du fuel pour s'éclairer dans les pièces. La nuit, il faut rester dans l'obscurité. La loi martiale a été proclamée et si quelqu'un est pris en train de faire du feu dans une pièce, il est immédiatement fusillé par les soldats. On ne compte plus les pilleurs, les chapardeurs et les voleurs qui ont été tués. Ah, le feu ! Il ne s'arrête pas par plaisir. Là où il se tourne, il n'y a plus de dieu, plus de richesse, plus d'autorité. Les temples qui ont perdu leur splendeur, les grands bâtiments municipaux qui se dressaient sous nos yeux, les banques en grand nombre, les fortunes en grand nombre, tout cela est passé sous la pluie de feu.

Il n'est pas nécessaire de dire qu'à cause de cela, les pauvres, qui n'y sont pour rien, subissent le froid, la faim et bientôt le chômage, et vivent de grandes souffrances. Mais ce n'est pas de la faute du feu, c'est la faute de l'organisation de la société actuelle.

Je me tourne vers mes camarades, mes parents et mes amis, où qu'ils soient, pour leur dire que nous sommes en sécurité. Dans le cirage. Salutations.

La réalisation du système anarcho-communiste

J'ai vécu une expérience profitable à l'occasion de ce grand séisme de San Francisco. Et pas d'autres. Depuis le 18, toute la ville de San Francisco est totalement dans une situation de système anarcho-communiste (de communisme anarchiste) [7]. Tous les magasins sont fermés. Les postes, les chemins de fer, les navires sont arrêtés. Tout est gratuit, la nourriture est distribuée gratuitement par les secouristes. Tous les valides s'activent par devoir, pour le transport de la nourriture, le soin pour les malades et les blessés, le déblaiement des ruines et la construction des abris. Voudrait-on acheter quelque chose qu'il n'y a plus de marchandises et que l'argent est devenu totalement inutile. N'est-ce pas intéressant ? Mais ce paradis idéal ne durera que quelques semaines, et on reviendra au système privé des capitalistes qui précédait. Lamentable.

Publiés dans le numéro 1-13 de la revue Hikari *du 20 mai 1906.*
Le premier texte est une lettre datée du 21 avril 1906, le second est daté du 24 avril 1906.

1. La Heimin-sha, ou Société plébéienne, a été fondée à Tôkyô le 8 octobre 1903 par Kôtoku Shûsui et Sakai Toshihiko, à leur suite de leur démission du journal *Yorozu Chôhô* dont ils refusaient le ralliement belliciste à l'orée de la guerre russo-japonaise (1903-1905). Lors de son séjour à San Francisco, Kôtoku fonde une branche américaine avec les émigrés japonais présents en Californie.

2. Koizumi Sakutarô (1872-1937), alias Sanshin, aide Kôtoku à rentrer dans le journalisme, devient son ami et son compagnon de beuverie, écrit dans le Heimin Shimbun (le journal de la Heimin-sha), puis se fait élire député en 1912.

3. Sakai Toshihiko (1871-1933), alias Kosen, ami de Kôtoku, futur cofondateur du Parti communiste japonais en 1922, puis en dissidence avec le Komintern sur des positions socialistes-révolutionaires.

4. Kôtoku Chiyoko est la deuxième femme de Shûsui.

5. Kôtoku utilise alors un vocabulaire moderne pour désigner le « paysage » (*keikan*) et son « échelle » (en recourant à l'anglais *scale*). Le mot de *keikan* prend ici le sens de « spectacle ».

6. Cet épisode de l'histoire médiévale chinoise est narré dans un texte classique de l'histoire japonaise, *le Konjaku monogatari*.

7. Kôtoku utilise entre parenthèses les termes anglais de *anarchist communism*.

Kôtoku Shûsui à San Francisco en 1905-1906

Alors qu'une partie du Japon se relève du désastre engendré par le tsunami du 11 mars 2011 et de la série d'accidents qui s'ensuivit dans la centrale nucléaire de Fukushima, un texte écrit (deux lettres, en fait) par un anarchiste japonais un siècle auparavant, à la suite du séisme de San Francisco du 18 avril 1906, nous donne un aperçu de ce qu'un militant révolutionnaire japonais pouvait ressentir d'une catastrophe majeure.

Kôtoku Shûsui (1871-1911), son auteur, est un personnage que tous les Japonais instruits connaissent, peu ou prou[1]. Il est au socialisme japonais un peu l'équivalent de ce qu'est Jean Jaurès au socialisme français. Antibelliciste, il connaît lui aussi une fin tragique à cause de ses idées, mais plus dramatique, car Kôtoku est exécuté par l'État japonais dans le cadre d'une répression généralisée prenant prétexte d'un complot contre l'empereur, auquel il n'a lui-même pas pris part, et qui est largement monté de toutes pièces par le pouvoir. Et en plus significatif car Kôtoku était passé de la social-démocratie vaguement marxisante à l'anarchisme.

L'évolution du socialisme à l'anarchisme

Cette évolution s'est effectuée quelque temps avant son départ pour la Californie, à la suite de son emprisonnement à Tôkyô pour infraction à la « loi sur les publications ». En prison de février à juillet 1905, Kôtoku approfondit sa connaissance du socialisme. Il poursuit activement la correspondance entreprise avec Albert Johnson, un vieux militant vivant à San Francisco. On ne sait pas exactement si ce Johnson était anarchiste, toujours est-il qu'il a envoyé à Kôtoku un exemplaire du livre de Kropotkine, *Champs, usines et ateliers* (première édition anglaise 1898), une photo de Kropotkine et son adresse en Angleterre[2]. L'intérêt de Kôtoku est tel qu'il engage une correspondance avec Kropotkine. Dans une lettre à Johnson datée du 10 août 1905, Kôtoku écrit qu'il « *est entré* [à la prison de Sugamo] *comme socialiste et qu'il en est sorti comme radical anarchiste* ». C'est bien à ce moment, à près de 33 ans, qu'il s'éveille sérieusement à l'anarchisme, qu'il connaissait jusque-là plus ou moins bien[3].

Libéré, il s'embarque pour la Californie en novembre 1905, laissant derrière lui un mouvement socialiste réprimé pour ses positions antibellicistes et incertain sur la riposte à mener. Comme d'autres militants socialistes japonais de son époque, Kôtoku cherche à savoir concrètement ce qui se passe en-dehors du Japon, et singulièrement dans les autres mouvements socialistes. Comme il l'écrit dans d'autres lettres, il cherche à vivre et à discuter du socialisme dans un pays où on peut le faire plus librement qu'au Japon. Sur le bateau, il lit les *Mémoires d'un révolutionnaire* de Kropotkine. Dans son journal, il note que, lors du passage où Kropotkine commente la scission entre Bakounine et Marx au sein de l'AIT, il « *ressent une profonde émotion* ».

Le séjour en Californie

Le voyage de Kôtoku tombe on ne peut mieux pour sa quête, et pour l'avenir du socialisme au Japon. En effet, il coïncide avec la création toute récente aux États-Unis des IWW (1905), dont il fréquente les militants. Kôtoku rencontre d'abord des membres du Socialist Party of America (SPA), dont la tendance réformiste le déçoit. Surtout, il est choqué par l'attitude xénophobe et même raciste d'une grande partie du mouvement socialiste et syndical américain, excepté les IWW, quant à l'immigration japonaise aux États-Unis. Car ce qui l'offusque, ainsi que d'autres compagnons comme Kaneko Kiichi, Nishikawa

Kôjirô ou Sakai Toshihiko, c'est que la critique « socialiste » de l'immigration – supposée tirer vers le bas les salaires des travailleurs américains et dégrader leur condition – ne vise pas les populations venues d'Europe, donc « blanches », mais les populations chinoises, japonaises ou coréennes, donc « jaunes ». Elle se place de surcroît dans un contexte où, à la suite du Kaiser Guillaume II, les dirigeants occidentaux glosent sur le « péril jaune ». Pire encore, les congrès de l'Internationale socialiste (Amsterdam en août 1904, Stuttgart en août 1907) refusent de clarifier la question, en laissant passer des discours non seulement colonialistes mais aussi racistes. Pour les militants socialistes japonais, c'est la stupeur, l'incompréhension totale et une impression de trahison vis-à-vis du slogan « travailleurs de tous les pays, unissez-vous ». Il ne faut pas sous-estimer ce sentiment qui dépassera les seuls rangs du socialisme et gagnera une large fraction de la population japonaise, laquelle, dépitée de l'Occident, finira par soutenir l'expansionnisme japonais déployé sous la rhétorique de l'asiatisme et de la libération des peuples d'Asie.

Le séisme niveleur, l'argent inutile

C'est probablement dans cette perspective que Kôtoku oppose dans le premier texte l'attitude des Occidentaux face au séisme à celle de « nous autres Orientaux » (*warera Tôyôjin*), critiquant les premiers et revalorisant les seconds. Cela n'est pas dans ses habitudes. Entre la première lettre (datée du 21 avril 1906) et la seconde (du 24 avril 1906), on observe d'ailleurs une évolution chez lui. Il cherche d'abord à rassurer les siens, à décrire la situation catastrophique. Il pointe le sentiment de panique, qui le surprend. On ignore si Kôtoku, originaire de Shikoku – qui est l'une des rares régions du Japon à être moins touchée par les séismes tout en étant victime des typhons – a lui-même vécu au Japon une situation de catastrophe, mais sa prise de position est nette. Il souligne enfin la sévérité des mesures prises par les autorités.

La fin de la première lettre annonce la tonalité de la seconde. Il met en avant le caractère destructeur du feu, à la fois comme élément incontrôlable de la nature mais aussi comme facteur relativisant la destinée humaine. Face au feu, plus rien n'existe, mais ce sont les pauvres qui en souffrent le plus à cause de l'injustice du système social existant, et qui subissent en quelque sorte une double peine.

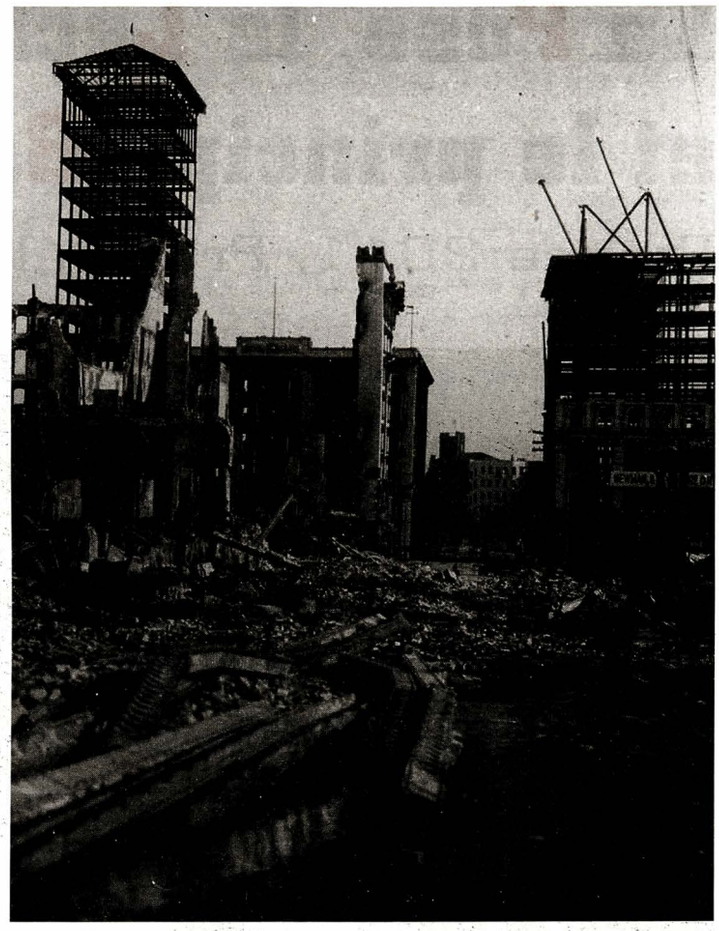
Kôtoku reprend dans la seconde lettre cette idée du séisme et du feu qui nivellent tout, mais cette fois dans un sens qui peut être positif : face à la difficulté, les êtres humains révèlent leur sens de l'entraide, ils peuvent se passer de l'État, devenu impotent, et faire fonctionner eux-mêmes les services publics et l'économie. Certes, Kôtoku explique que les autorités locales ont réquisitionné la nourriture. Mais c'est l'inutilité de l'argent et de la marchandise en tant que telle dans la circonstance qui le séduit – l'argent dont il dénonçait déjà la corruption dans ses premiers écrits de jeune journaliste pour lesquels il était devenu célèbre – parce que cela démontre l'existence d'une autre vie, et la possibilité d'un autre système.

L'anarchisme comme alternative

Kôtoku, qui a également rencontré des anarchistes en Californie et lu la revue *Mother Earth*, revient au Japon en juin 1906 avec la conviction de propager la tactique syndicaliste sur la base de « l'action directe » (*chokusetsu kôdô*), c'est-à-dire le refus de l'action parlementaire considérée comme un leurre, et de la « grève générale » (*zenesuto*, traduction raccourcie de l'anglais general *strike*). L'adhésion de Kôtoku Shûsui à l'anarchisme s'explique non seulement par un raisonnement théorique et idéologique, mais aussi par une analyse de ce qu'est devenue la social-démocratie, comme il l'a concrètement observée aux États-Unis, et comme il l'explique remarquablement dans ses trois interventions refondatrices au cours de 1906-1907, dont le fameux texte *J'ai changé d'opinion*[4].

En l'absence de Kôtoku, un nouveau parti socialiste, le Parti socialiste du Japon (*Nihon shakai-tô*), s'était constitué le 24 février 1906. Son deuxième congrès, qui se tient le 17 février 1907 à Tôkyô en présence de soixante délégués, donne naissance à trois motions en

Séisme de San Francisco de 1906



présence. Celle qui défend la ligne social-démocrate (portée par Tazoe Tetsuji) est battue à plates coutures. Celle qui défend un compromis (portée par Sakai Toshihiko) remporte le plus de voix. Et, juste derrière, arrive celle qui prône l'« action directe » (portée par Kôtoku Shûsui). Globalement, la position des anarchistes ressort renforcée. Mais le parti est interdit le 22 février suivant.

Quant au présent, sous réserve d'un inventaire plus complet, d'importants phénomènes de solidarité se sont accomplis au Japon après le 11 mars 2011, outre la réaction collective qui a limité le nombre de morts face au tsunami. Dans certaines communes, de nouveaux réseaux d'entraide et de consommation se créent. Mais le poids de l'État est beaucoup plus lourd, l'inertie bureaucratique freine les initiatives, l'institutionnalisation des syndicats obère les alternatives et, par-dessus tout, la menace nucléaire complique le sursaut.

Philippe Pelletier
Groupe Nestor-Makhno
de la Fédération anarchiste

1. Lévy Christine (2002) : « Kôtoku Shûsui et l'anarchisme ». Ebisu, p. 61-86. Pelletier Philippe (1985) : *Kôtoku Shûsui, socialiste anarchiste. Subversion*, 3, groupe Louis Bertho-Lepetit éd., 48 p. Kôtoku Shûsui (2008) : *L'Impérialisme, le spectre du XXe siècle*, texte (éd. or. 1901) traduit, présenté et annoté par Christine Lévy, Paris, CNRS Éditions, 194 p.

2. Crump John (1983) : *The origins of socialist thought in Japan*. New York, St-Martin's Press, 380 p., p. 182.

3. Il n'est donc pas tout à fait exact d'écrire, comme l'ont fait Nadine et Thierry Ribault, qu'« à San Francisco lors du séisme de 1906, c'est dans l'élan de fraternité qu'il [Kôtoku] a conçu sa vision de l'anarchisme » (« Le cœur qui tremble, lettre à un ami de Kyôto », *Libération* du 23 mars 2011).

4. Traduit intégralement à partir de l'original in Pelletier (1985).

La Pose, la Lèche, la Débâcle et le principe Bêtise

France 2011, Prurit élections 2012

Voici comment, à l'aube du XXe siècle (hier), un poète imagine, anticipe la manière dont il serait judicieux de se figurer ce que peuvent être, un siècle plus tard – c'est-à-dire aujourd'hui même, en la France 2011 qu'obnubile et que gratouille un électoral « prurit anal[1] » – les pouvoirs politiques et culturels (les médiatiques inclus, élevés à la puissance suprême – « puissance Dingue ») : « *Nul aujourd'hui, nul homme vivant ne nie… nul ne songe même plus à dissimuler qu'il y a un désordre* […], *un réel désordre d'impuissance et de stérilité ; nul ne nie plus ce désordre, le désarroi des esprits et des cœurs, la détresse qui vient, le désastre menaçant. Une débâcle* » (Péguy, « À nos amis, à nos abonnés », 1909, *Œuvres en prose complètes*, Gallimard, t. II, p. 1273).

Ajoutons-y cet apophtegme capital pour notre temps : « Je hais la POSE comme un VICE et la LÈCHE comme une ORDURE. »

Il est difficile d'imaginer propos plus précis et plus (im)pertinent que, prise mot pour mot, cette citation de Péguy, datant de plus d'un siècle, pour caractériser le pouvoir actuel, et la société en son ensemble, toutes branches confondues (la confusion des genres, sur laquelle il insista tant, bat aujourd'hui son plein). Avec les termes inscrits ici en capitales : POSE, VICE, LÈCHE, ORDURE, quatuor dur au mufle pestilentiel, on a à peu près couvert l'essentiel de l'économie libidinale qui régit les sphères de pouvoir – économique, politique, médiatique et culturelle – et les comportements individuels qui s'y inscrivent, les révèlent et les expriment.

Quatuor dur

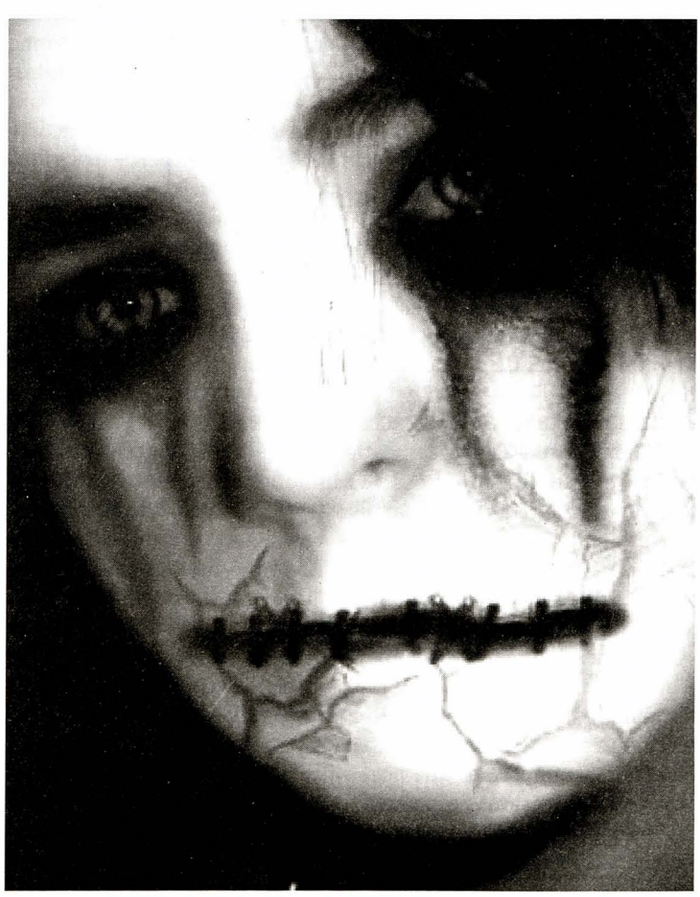
En premier lieu s'expose et s'impose la POSE. L'économie médiatique, télévisuelle au premier chef, exige, impérativement, des prises de POSE – et non plus ces fadasses et ressassées prises de position et convictions qui font défiler interminablement notabilités notoriétés et autres entités ou qualités nageant en eaux troubles ou illuminées des spotiques éclairages et dont il est avéré qu'elles ne sont que frime et verbiage. POSE, dit Péguy, prendre la POSE[2] : c'est-à-dire adopter et afficher une « allure », un « genre », une « prestance », un look (petit gros mot, loquet servant à verrouiller une silhouette, pitoyable mode – mais, pour l'image qu'il donne, il est vraiment, comme lui-même l'articule en hoquet : « ok »), d'une forme ou figure (*Gestalt*) qui correspond à ce que le psychanalyste Winnicott appelle « *le faux self* », le « *faux Soi* ». La « personne humaine » habillée télé n'est même plus une « personnalité », la « personnalité » n'est même plus un « personnage », le « personnage » même n'est qu'à peine une « persona », c'est-à-dire un masque de théâtre à fonction de « porte-voix » (*per sona*), formaté, souriant, avenant, sympa, propret, chicos, séducteur, correct, compassionnel, bouche bordée de « convictions » et de « valeurs » (« cul bordé de nouilles » – traduirait peut-être le philosophe Giovanni Invitto dans sa revue de *Lecce segni e comprensione*), bien écoutant, bien causant, bien sexy et bien gentiment râlant d'« indignation » (de cette « indignation » que l'on voit ces temps-ci, déstockée, hoquetant en clinquantes castagnettes médiatiques, appliquée au look loquace d'un ex-ambassadeur, exhaler de nauséeux relents, émotion polluée recyclée pour démagogie humanitaire gnangnan, pelotant les consensus populistes et les éloges de quelques hardies « élites » intellocratiques – des « ex » ayant retourné leurs vestes au gré des pouvoirs – qui s'exaltent et s'exnobelisent [extorquer le Nobel pour un si maigrelet libelle !], tandis que la surdite « indignation » déboule sur le marché éditorial et journalistique en POSES surrémunératrices).

Le VICE désignerait les modalités dégradées désormais généralisées et prédominantes de rapports humains exercés, comme ils disent, « sans états d'âme » (l'État n'aurait donc plus d'âme ?). Matez donc sur toutes chaînes télé toutes ces têtes d'accrocs à la « visibilité » s'escrimant à visser dévisser cocassement leur libido. Ladite libido y fait ses gammes – et c'est assourdissants grincements. Sado-masochisme : plus riche et plus puissant que moi tu meurs – et la mort livre ses moissons de suicides, meurtres, pathologies, folies (vous

avez dit « suicides » ? mais c'est là une question de « mode », décréta – sans nul état d'âme – du haut de ses *stock-options* le patron de France Télécom, qui ne se résigna à prendre la porte qu'en prenant du même coup, au passage, à flux ininterrompus, quelques millions d'euros – ça fait combien, par suicidé ?). Narcissisme : plus « beau », plus « visible », plus « en vue » que moi-je tu meurs – et la mort, sous couvert de mutisme (car on ferme sa gueule) et d'aveuglement (car on n'a rien vu), se charge d'envoyer à la trappe, ni vus ni connus, les « in-visibles », les « non-vus », ceux qui ne se sont pas « fait un nom », comme dirait le quinzenier nadeau. Paranoïa : tapieusement dit, mandibules au carré et acolyte clin d'œil « surmalin », cela donne : « qui qu'est plus fort que moi ici, hein dites ? ». Perversités polymorphes : traitement, exploitation et avilissement de la sexualité, du travail, des communications et relations, jouant autant sur le tableau des solidarités mafieuses que sur celui des mortifères exclusions et mises au ban.

La LÈCHE, elle, grimpant vite fait l'échelle de Richter des salivations et bavasseries, s'en met plein la langue, universel lubrifiant dégoulinant (à l'envers !) à tous les échelons de toutes les hiérarchies qui se retrouvent partout barbotant en terrain propice – c'est vraiment dingue, c'est pas croyable, c'est pas possible : plus flagorneur que moi tu meurs – et la mort poursuit en son silencieux crachotement ses abattages. Aussi, clamons-le ici haut et fort : merci, grand merci à cette fantastique *evidence* (sens riche du mot anglais signifiant : signes, preuves, témoignages, « visibilité ») que nous offre, à en perdre la boule, la télé, qui rabat notre écoute et nos regards sur l'essentiel : s'ils, les m'as-tu vu lécheurs et pourlécheurs, se retrouvent tous droits obliques courbes ou torses dans leurs bottes ou leurs gants, cravatés ou chemisés bellâtres, ce n'est que pour mieux s'offrir s'adonner au geste cirageur universel du lustrage. Et « plans de carrières », goulûment affichés ou sournoisement rampants, de gagner en brillance et en vernis.

L'ORDURE, enfin, est le mot qui vient irrésistiblement aux lèvres modalité libidinale, matérielle et globale, qui fait que le corps social se complaît dans une espèce de « social-sodomie[3] » contagieuse, une montée en puissance de la libido anale (rétention et sado-masochisme d'un côté, incontinences organiques et intempérances verbales de l'autre et en parallèles) traitée retraitée recyclée reversée en ses diverses productions, aussi bien le bas de gamme (*people*) que le haut de gamme (têtes à gotha) – il y en a pour tous les goûts (Marcel Duchamp avait proposé ce rebus : « *tous les égouts sont dans la nature* »). L'Argent, étron sublime, impavidement « trône » – trône ! Aux côtés des dérives compensatoires ouvertes à tous – sports, voyages, voyeurismes, agressivités –, les sublimations fleurissent, plus enivrantes que les « Cent fleurs » mortuaires de Mao le tueur : pouvoir, religion, philosophie, idéologie, art, écritures, c'est messes en tous sens et tous lieux, sur la terre comme au ciel, à tout bon dieu miséricorde va, les idoles et leurs prophètes se bousculent se chevauchent au portillon de la Bêtise, faisant alterner voix de châtrés homélitiques, râlements hystériques, intonations putassières, moulins à prière, éructations fanatiques, scribes onaniques et universitaires à l'honoris causant.



Sales coup de « dé- »

Le sens fort du propos péguyen poussé au noir aiguise son tranchant à faire passer et repasser sur la meule du « je hais » le préfixe « dé » dans tous les mots ici soulignés, et qui nous entraînent et nous plongent dans le sinistre processus actuel de dé-création, de dé-molition (casse tous azimuts : école, hôpital, travail, liberté, solidarité, relation, droits, désir, santé, jouissance – « culture du résultat » des gouvernances mortifères : elles réussissent à infliger et entretenir dans la vie de chacun une exécration quotidienne) – processus exacerbé par les frénésies médiatiques, et qui crève les yeux, et qui frappe sans relâche en notre chair et en notre âme : Dé-sordre, Dé-sarroi, Dé-tresse, Désastre, et enfin Dé-bâcle (les philosophes au parfum exciperaient volontiers de la « dé-construction » derridantesque – mais le mot se porte de plus en plus pâle, et demeure à la traîne des bâclages politiques et culturels). Ces sales coups de « dé- », dé-taillés au coutelas par le fondateur des *Cahiers de la quinzaine* (entreprise « communiste », affirmait-il – signifiant par là « communisme anarchiste » tel qu'il en fit la magistrale analyse dans ses trois mémorables leçons sur « l'anarchisme politique » en 1904, publiées par Jacques Viard dans *Les Œuvres posthumes* de Charles Péguy, 1969), ces coups-là, ils sont partout et sur tous et sur tout un chacun aujourd'hui portés et assénés, tandis qu'autoritaires et dominants, emportés dans leur morgue de classe et leur furie de casse, ramènent sans le moindre scrupule (vous dites ?) leur face de tueurs « sans états d'âme » aussi bien dans les plus minables affaires de harcèlement et d'exclusion que dans les escroqueries les plus cyniques et les postures les plus souveraineuses (il faut voir comment les machineries judiciaires à la fois aux ordres et aux abois, détournant abus et délits dont elles accablent les pauvres, les faibles et les malades, distribuent à bras vite raccourcis aux plus possédants les plus effarants « non-lieux » – c'est le règne oxymorique du « circulez, vous voyez bien qu'il n'y a rien à voir ni à entendre »).

Les diagnostics et pronostics de commentateurs, spécialistes, experts, consultants et autres conseilleurs « censés savoir » – qui donnent pour et perçoivent en argent comptant leurs observations et interprétations foireuses de bateleurs – tiennent pour qualité négligeable et « blagues » rigolotes les séries symptomatiques de manifestations convergentes (bévues, bavures, lapsus, mots déplacés, expressions outrancières, manières de parler, de se tenir et retenir, de se lâcher et relâcher, provocations, etc.) qui donnent leur tonalité vomitive et leurs couleurs glauques, leur « style » propre, si l'on peut dire, aux actuels barbotages dans le « désastre », le « désarroi » et la « débâcle ». (Rarement baratineurs, barboteurs, barbeaux et barbouzes en tous genres auront autant proliféré, de sorte que, pour ne citer que le plus puant exemple, nul aujourd'hui ne peut ignorer les envapantes et fofolles fragrances de l'« affaire Oréal » qu'auréolent les milliards irriguant toujours divers voies et réseaux de détournement et s'engouffrant dans tant de poches et de comptes *wide open and shut.*)

Il nous faut donc, sans coup férir (le latin peut opportunément ici s'immiscer, en nous susurrant les mots *fera*, « bête sauvage », *ferus*, « animal »), invoquer la chose nommée Bêtise. Nous y invite, dans la continuité de la précédente, une courte citation de ce même Péguy

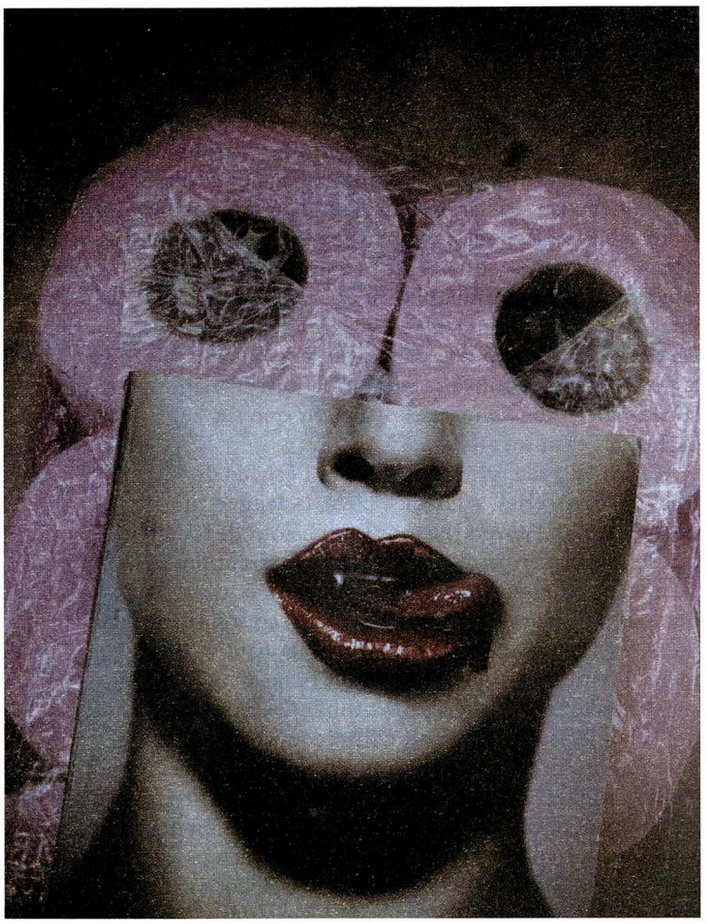
évoquant le « monde moderne » – le nôtre, celui d'aujourd'hui même, jouerait-il à se « postérieuriser », se « positionner » et « postillonner » en cette ringardise dite « postmoderne » : « *Un monde de barbares, de brutes et de mufles, plus qu'une pambéotie… une panmuflerie sans limite* […], *un monde, non seulement qui fait des blagues, mais qui ne fait que des blagues, et qui fait toutes les blagues, qui fait blague de tout* » (*Deuxième élégie XXX*, 1908, texte posthume). Le poète flingue frontalement sa cible dans une formule coup de poing : « *cette abhorreur, cet abîme de barbarie et de lassitude, de corruption publique et politique* » – « *corruption publique et politique* », on ne saurait mieux dire, c'est tout dire, y compris y inscrire en zèle et connivence les corruptions culturelles, intellectuelles et médiatiques, que « nul aujourd'hui… ne nie », que nul ne peut plus décemment (vous dites ?) nier. Les mots mêmes, « barbares », « brutes », « pambéotie », « blagues », tambourinent par dedans notre caboche leur balbutiement, leur bégaiement de « b », bélier d'abêtissement, qui fait remonter et affleurer ce fond secret, cette puissance refoulée, cette ligne de force et de forcing irrésistible omniprésente qu'est la Bêtise – la chose du monde la mieux partagée.

Du sceau de la bête immonde

Par Bêtise, avec son initiale grand « B » bedonnant et bêtifiant en capitale (cette lettre capitale signifiant pour nous, comme dans les traités anciens de zoologie, le nom de l'Animal, mais aussi, comme en morale actuelle, le « Capital » d'animalité, de bestialité dans l'homme), on vise ici quelque chose de plus profond que les « bêtises » courantes, aux illustrations multiples, allant des scolaires et financières aux sexuelles – qui sont, pourrait-on dire, bêtises d'apprentissage (l'école, le gain, le sexe, la relation), qui ne s'opposent pas vraiment au savoir et à la raison et appelleraient plutôt l'indulgence ou la sympathie dues aux « enfantillages ». Notre Bêtise à nous (*sic*) se tient au plus près, au plus juste de sa racine étymologique : la Bête, la bestialité – en même temps qu'elle demeure collée, soudée à son irréductible adversaire, la Raison, sur laquelle elle pèse de toutes ses pesanteurs, tire de toutes ses racines, agit comme frein et barrage, mais aussi comme excitateur, cri des profondeurs, déployant la frontière, le film, l'écran où se jouxtent et se jouent dans l'âme humaine animalité et humanité (qui ont tant de choses en commun : structures moléculaires, chromosomes, corps, instincts, gestuelles, émotions, survie, etc.), qui demeurent comme pacsées en une originaire, féconde et redoutable copulation. (Propos de Brecht observateur de la « Bestialité » nazie : « *Le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde.* »)

Enfin, et puisqu'il faut toujours en revenir à Pascal, le passionné géomètre fauconnier de la structure humaine, libérons de son inoxydable cage son impérial aigle apophtegme, honoré de tous : « *Qui veut faire l'ange fait la bête.* » Qui force trop et trop vite en direction de l'humanité, surtout celle qui, pieuse, religieuse, tout en se faisant rêveuse d'ange, traîne en son sillage l'ancêtre animal, et le pire : l'animal dénaturé, dés-équilibré, dé-routé, la bête affolée cannibalisée abêtie d'humanité (ces animaux que le Dr. Moreau de Wells, dans l'île d'épouvante où règne le surhomme Charles Laughton, charcute pour les rendre plus « humains »). À bête abêtie d'humanité (telle que l'homme la perçoit et la traite) répond l'homme abêtie d'animalité – un *Homo sapiens* en qui persiste et signe l'empreinte originaire, le sceau de la bestialité. C'est quelque chose qui a été déjà, avec prolixité, relevé, déploré, dénoncé, condamné. Mais, la plupart du temps, pour fabriquer des « damnés », autant « de la terre » que du ciel : on s'en tient là à une perspective morale confuse, montant en épingle une violence dite « bestiale », où l'être humain se voit attribuer les férocités, impulsivités et instincts jugés spécifiques du monde animal.

Il faut tenter de passer outre, et d'essayer de traquer en ses obscurs retranchements (symétriques des plus obscènes épanchements), élaborés en culture, proprement humains, cette figure de la Bêtise, à laquelle se sont trouvés confrontés à peu près tous les créateurs (si l'on accepte de reconnaître que tout véritable créateur ne saurait être créateur que d'humanité, et de rien d'autre). Pour n'en citer qu'un, des plus célèbres, Flaubert a fait de la Bêtise son obsession anthropologique, en même temps, croyons-nous, qu'il la percevait intuitivement comme l'ombre menaçante et damnée de son écriture. C'est dire que, à la lumière même de la Bêtise (les lumières d'un principe Bêtise, pourquoi pas, au moins par ses reflets ou ses calques, mimétiques, puisqu'elle colle à la Raison ?), il nous faut aujourd'hui chercher à savoir à quoi correspondent, prises sur le vif, offertes comme rarement aux yeux de tous, les manifestations et expressions notoires et notables dont se gobergent les médias, qui se multiplient et font grand bruit et brouhaha, et – détournons ici le lexique ordinateur – nous (a) « buzzent » : lapsus (« fellation », « gode », « périnée », « foutre »), déplacements (croisières, « croisade », « terroirs », « embarquer », « quotas », « poisser », « chewing-gum » présidentiel en turquerie), manières de parler (intonations, accents, pédantisme, cuistrerie, muflerie, coupes, clichés, tics, mimiques, rythmes, attitudes, etc.), toutes jaculations, oraculations et gesticulations qui ont pour effets et causes, tous ces temps-ci, d'émoustiller et de « booster » toutes sortes de publications et émissions.



Quand la « bête à came » crache le morceau

Le contexte actuel de « désarroi-détresse-débâcle » signalé plus haut tend à favoriser les attitudes de « panmuflerie » et de « pambéotie » que suscite, nourrit, et fait fructifier ce que nous qualifions sommairement de principe Bêtise (mufle et béotie), définie avant tout comme puissance aussi active dans l'homme que les principes de plaisir et de réalité qui soutiennent toute la construction freudienne, ou, parmi d'autres, en plus sophistiqué et aléatoire (l'article ayant « bêtement » chuté), le principe Espérance d'un Ernst Bloch ou le principe Responsabilité d'un Hans Jonas. Élevée ainsi au rang de « principe », la Bêtise se révèle être un remarquable instrument d'observation et de perception de cet incroyable et affolant grouillement de signes et symptômes que nous offre, jusqu'au délire et jusqu'à la nausée, la télévision. Stupéfiante naïveté (« bêtise » ? Péguy dirait « sottise ») de ces politiciens, artistes, animateurs, médiaticiens (invités-invitateurs indécollables scotchés voltigeant sur toutes chaînes) qui, lèche en bouche, hargneux ou suaves, courent comme pris de

panique après leur image pixelisée, et refusent (narcissique refoulement) de voir (*eyes wide shut*) à quel point, malgré fards, looks, robes et costumes, grâceries et séductilités (par quels autres mots décrire leurs finassières contorsions ?), la Betacam – vraie « bête à came », qui crache le morceau, qui nous renvoie leur « came » — est habile à extorquer, sous les apparences pelliculaires, toute la « camelote » politicienne, promotionnelle, idéologique, mystificatrice, décervelante, mortifère, que véhiculent ces « apparitions » de têtes, ces prestations-prestances de « personae » qui ne veulent plus, elles, canines entées en bec, lâcher le morceau, bouche pompant goulûment les flux de divin nectar de la télé, qui est tout ors (*in Gold we trust, my God !*) et tout images (faciès dupliqués à l'infini – dix vingt cent fois la même tête agitée kaléidoscopiquement pour un plan d'une fraction de seconde).

Porté par « l'esprit de révolte » (Kropotkine) qui souleva récemment la traditionnellement accueillante Tunisie, un manifestant, au hasard d'un micro passant sous son nez, prononça l'exact mot de ce début de « printemps 2011 », de ce désir éclatant d'un renaître : « marre de voir leurs gueules » – et « gueules » de s'abolir, bibelots en toc se déboulonnant soudain effrités pourriture (l'or, lui, puissance mondialitaire, perdurant pur et dur !). Jusqu'où devra monter, hic et nunc, ici et maintenant, semblable « marre », sur « nos » écrans à nous, magazines et murs, et surtout dedans nos têtes, pour que nos propres « gueules » à nous (« nos » stars et starlettes, vedettes, « valetaille » et veaux d'or, icônes et conards, bellâtres et furibards, nanas et nanards, grands et petits chefs et chiens de garde et tutti frutti), « se cassent » un peu – « dégagent » ?

Gratouille et graille électorales

Les ici dénommés « Ils », ou « leurs gueules », pour faire écho au « printemps arabe », ne sont certes – chaque jour en offre l'indécrottable illustration – pas prêts de « dégager ». Ils ou elles grouillent comme vers sur fleurs, fruits, racines et arborescences d'enracinés et branlants pouvoirs – médiatique, politique, économique, culturel – vautrés sur les malheurs, misères, détresses et désarrois de ceux, nommés « peuple », « pauvres », « petites gens », « chienlit », « manifestants », la dite « racaille » qu'ils exploitent et vampirisent avec une voracité et une férocité croissantes. « Ils s'obstinent, ces cannibales », donc, à masquer « l'abîme de barbarie et de lassitude » qu'ils ont eux-mêmes creusé, et qui suscite, au plus profond d'eux-mêmes, terreur et vertige – ventre de Bêtise[4]. Vertigo d'une « débâcle » pourtant annoncée, il y a plus d'un siècle, et que leur Bêtise constitutionnelle transforme en Bête d'apocalypse, « s'emploie » à nier (« on travaille ! », s'exclament-ils en chœur au sortir de leurs « Conseils » de tous ordres, en se congratulant jalousement pour leurs surhonorants « emplois » – « hauts » emplois des « grands serviteurs de l'État », « hautes » positions des éminentes sphères économiques, « hautes » performances d'artistes et penseurs patentés, et partout surtout hauts revenus, ô vertige !).

Les deux citations exhumées plus haut servent ici de toile de fond séculaire; opaque et sacrément marouflée, afin que se détache, dans son relief et sa vilenie, le prurit, la gratouille électorale qui s'empare – délirants relais de têtes filant sur l'écran à la vitesse grand vide ou ralentis empâtés à effet clownesque – d'une société française déjà, en cet an 2011, tout oedémateuse d'absurdités. Parler, sur un ton pittoresque, de « cuisine électorale » serait attenter aux subtilités et savantes compositions de l'art culinaire. L'élection présidentielle et toutes celles qui lui font cortège, primaires, secondaires ou tertiaires, sociétaires, associatives, amicales, circulaires ou territoriales, relèvent, servies sur plateaux télé, de ce qui s'apparente à de la graille, espèce de fast food autoroutier ou saucisson-pinard populacier (obésité et assommoir) – graillons de « pathétique », d'imaginaire et de pensée même, tout juste bons à faire baver et bavasser un « people » de « citoyens » couvés en batteries médiatiques.

Qu'y faire ? Quelques regards attentifs jetés sur les enfilades de faces télévisuelles surbookées et jacassant toute denture déployée (nous résistons, pour éviter de leur « faire de la pub », à l'envie mauvaise de nommer ne serait-ce que quelques-unes de ces têtes familières, de ces « bêtes de télé » domestiques – tout observateur vigilant saura extraire dans ces déferlantes de faces ses facebooks personnels) suffiront peut-être, à qui veut vraiment savoir voir, non pas à s'enivrer des mirages et miracles d'opinions qu'on cherche à lui refiler (à chaque heure, pour chaque peur – un sauveur, un parleur), mais à tenter une reconstruction rationnelle de tout ce qu'il a vu et entendu, y incluant comme il se doit, ce qui importe tant : le non-vu et le non-entendu. S'esquisse ici, en toute humilité, la fragile et irrépressible défense dont nous disposons encore pour résister aux assauts sournois, hargneux et meurtriers du principe Bêtise.

Roger Dadoun

1. Au cours d'une de ses leçons à l'hôpital Saint-Antoine, dans les années cinquante, le professeur Chabrol, éminent spécialiste des maladies du foie, avait évoqué « *le prurit anal des intellectuels* ».

2. Dans *Catalogne libre*, la première chose qui frappe George Orwell dans les comportements et manières libertaires de vivre (ensemble) qui caractérisent la population de Barcelone, c'est que « *pose, thésaurisation, crainte du patron, etc., avaient absolument cessé d'exister* » (p. 116).

3. Voir revue *X-Alta*, n° 4, avril 2001, « Social-sodomie ».

4. Dans *L'Argent*, suivi *De l'argent* (suite), Péguy note, parmi d'autres tracés fulminants, à propos d'un article de « monsieur Rudler » louant dithyrambiquement M. Lanson : « *Dans cette lèche extraordinaire apparaît très nettement une secrète inquiétude…* » (p. 87), et à propos des « emplois » de cette engeance universitaire-médiatique qu'il dénonce sous le nom de « parti intellectuel » : « *On se demande[rait] quand ces hommes-là travaillent…* » (p. 103). Que dirait-il des maîtres cumulards d'aujourd'hui, détenteurs insatiables de ces postes et positions que l'on qualifie vulgairement de « casquettes » (enseignement, télé, radio, journaux, édition, consultants, écrivants, voyageants, dînants, politiquants, comitants, conseillants, etc.), et que l'on coifferait plus adéquatement, ridicule en prime, de ces couvre-chefs aux noms si éloquents, tels que hauts-de-forme ou huit-reflets ? On n'imagine pas à quel point, par ailleurs, l'apophtegme sans cesse cité et proclamé ou réclamé de Pascal, « *Qui veut faire l'ange fait la bête* », est terrible, et chargé d'épouvante. « Qui veut faire l'ange » « fait signe », comme on dit, ostensiblement vers le religieux, que l'on sait tout froufroutant d'anges et angelots, de putti ruisselant d'angélisme (« *Aimez-vous les uns les autres* », et autres palpitantes ailes). Mais si l'on répercute dans sa plus flagrante signification la sentence de Pascal, le voici du coup, ce religieux, cet « ange », brutalement poussé et repoussé tout contre la « bête », tout contre cette même animalité que la foi s'acharne à récuser et refouler (Satan, la Bête par excellence). Pareil rapprochement, pareille contiguïté ne laisse pas de suggérer des équivalences et interpénétrations aussi troublantes que celles-ci : le religieux serait la substance et le terrain d'élection du principe Bêtise ; le principe Bêtise agirait comme le socle, le nerf et la nourriture du religieux. On comprend dès lors pourquoi le religieux, quelles que soient les acrobaties théologiques et prêchi-prêcha des prêtres et philosophes, témoigne d'une telle répulsion et d'une telle cruauté (massacrer les hérétiques, brûler les Jeanne d'Arc et les Giordano Bruno) à l'endroit de la raison. Dans la voie ici tracée qui va en ligne directe de Pascal à Péguy et traverse la pensée anarchiste, on retiendra ces crucifiantes remarques du poète d'Ève, de nature à nous ressourcer en vivace rationalité dans les étouffantes vapeurs d'encens dégagées par l'actuelle hystérie pontifiante béatifiante : « *Un bon chrétien doit manquer d'un certain attachement à la vie, animal…* ». Le christianisme « *n'est qu'un semblant de la vie, une image grossière, une étrange combinaison d'infini déraisonnable et de vie assez malade. J'irai jusqu'à dire qu'il n'est qu'une contrefaçon, une malfaçon de la vie.* […] *Il faut qu'il y ait au fond du sentiment chrétien une épouvantable complicité, une hideuse complaisance à la maladie et à la mort* » (*Toujours de la grippe, 1900, Œuvres en prose complètes*, Gallimard, t. I, p. 463-470).

Les enfants du roman noir

Notes sur le roman noir français après 1945

En hommage à notre regretté compagnon Jean Rollin, nous faisons le choix de publier dans ce hors-série du *Monde libertaire* l'excellent texte ci-dessous concernant le roman noir français, initialement publié dans la revue *La Rue*, en 1971.

LE TERME « ROMAN NOIR » a été appliqué à plusieurs formes de littérature romanesque. Ann Radcliffe, Lewis, Maturin, et, le premier de tous, Horace Walpole.

Le « noir », c'était tout l'attirail lugubre des châteaux, des spectres, des oubliettes et du fantasmagorique. On peut dire que si *Le Château d'Otrante*, *Le Moine* ou *Melmoth* représentent des moments importants de l'histoire de la littérature romanesque, les livres d'Ann Radcliffe en sont la vulgarisation.

Comme toujours, c'est de cette vulgarisation, très répandue, source d'imitations abâtardissant encore un peu plus le genre, qu'est partie la généralisation du terme « noir » appliqué au roman. Peu à peu, les imitateurs de Radcliffe oublient le trop vieil attirail des trappes et des spectres pour ne plus s'attacher qu'au mystère, puis à l'énigme, puis enfin au simple problème à résoudre. C'est le roman policier classique.

Si le roman noir moderne est très vite devenu roman policier ou plutôt *detective story*, où le problème est remplacé par l'action brute, sanglante le plus souvent, il existe toute une période de transition, qui va de l'immédiat après-guerre aux alentours de 1954.

Ces romans, qui se qualifient eux-mêmes de « noirs », ont leurs collections, leurs éditeurs, disparus aujourd'hui, on ne sait où. Presque tous utilisent des pseudonymes américains. Tous possèdent un certain nombre d'éléments communs. Dans le même temps, la parodie existe. Ce sont les romans de Boris Vian (Vernon Sullivan, et même ceux de Raymond Queneau-Sally Mara).

Enfin, épars chez les éditeurs, quelques textes noirs qui ont supprimé toute anecdote policière pour ne conserver que l'aspect véritablement sombre du genre : *Le Requiem des innocents* de Louis Calaferte, en 1952, *Le Festival*, *La Croque au sel* de Maurice Raphaël, en 1950 et 1952. C'est de cette littérature-là, en marge, que sortiront des textes modernes comme *La Gana* de Jean Douassot, ou *Tombeau pour 500 000 soldats* de Pierre Guyotat.

Le coup d'envoi est donné dès 1948 par trois romans français d'où sortiront tous les textes à venir : *La vie est dégueulasse*, *Le soleil n'est pas pour nous*, *Sueur aux tripes* de Léo Malet. (Tous trois réédités récemment sous le titre *Trilogie noire* par Eric Losfeld.) Dès le départ, tout ce qui fera le roman noir français est là. Après la Libération, tout n'est pas redevenu rose. Les personnages sont des révoltés, certains, comme le héros de *La vie est dégueulasse*, milite dans les mouvements anarchistes. Tous, de gré ou de force, deviennent illégalistes. Tous, ils mourront de mort violente. Tous, ils connaîtront, comme les bouleversants gamins du *Soleil n'est pas pour nous*, un amour pur et innocent, au milieu des morts et des bagarres. Contrairement au roman d'aventures criminelles, les protagonistes des romans noirs ne sont presque jamais des policiers ou des détectives. Ils appartiennent à la misère, aux « en-dehors », aux asociaux.

Aujourd'hui, lisant les descriptions des bidonvilles sordides, des quartiers envahis par les rats et les immondices, devant le spectacle des files de chômeurs, de l'injustice criante, ceux qui n'ont pas connu les lendemains de la Seconde Guerre mondiale pourraient être tentés de se demander ce qui a bien pu se passer, après la défaite des fascistes, pour que demeure un tel état de choses.

L'intérêt du roman noir réside dans le fait qu'il ne craint pas de recourir à la corde sensible et au mélodrame, mais qu'au contraire il s'y plonge avec une cruauté toute nouvelle et qui dépasse de loin tout ce que pouvait apporter de nouveau le roman noir américain, que l'on découvrait à l'époque, et qui avait pour lui des éléments publicitaires aussi importants que le cinéma. Si les premiers lecteurs de James Hadley Chase pouvaient frissonner à la lecture de *Pas d'orchidées pour miss Blanclish*, prototype d'un genre qui finalement l'emporta, on se demande comment les mêmes lecteurs, impressionnés par les gangsters, pouvaient ne pas se jeter par la fenêtre après la lecture débilitante des équivalents français, qui allaient mille fois plus loin.

Il existait, jusqu'en 1954, une maison d'édition au 5 de la rue des Moulins, à Paris. Cette maison coiffait la quasi-totalité de la production française de romans noirs, sous les noms des éditions Le Trotteur, Le Faucon noir, Presses mondiales, Le Condor. Deux écrivains français donnaient le plus important de la production : André Héléna et Georges Maxwell (ce dernier sous forme de pseudo-traductions de l'américain).

André Héléna a donné ses deux textes les plus importants aux collections « Les Nuits noires » et « La Dernière chance » : *Les flics ont toujours raison* est un des premiers romans policiers français à dénoncer de façon catégorique et violemment engagée tout ce qui peut se passer de répugnant dans les sous-sols des commissariats de police. Du passage à tabac au chantage, tout est dit. (Héléna devait par la suite colla-

borer au scénario du film *Interdit de séjour* qui reflète assez bien l'atmosphère de son roman.) *Le Bon Dieu s'en fout*, publié en 1948, met en scène tout un monde sordide de bistrots, d'hôtels louches, de quartiers misérables, de personnages perdus, qui est l'héritage direct des romans de Léo Malet.

Toute cette misère et toute cette crasse, toutes ces injustices et toute la sauvagerie des « civilisés » décrites dans ces romans devaient aboutir à la révolte. Ce n'est pas pour rien que le héros de *J'aurai la peau de Salvador*, d'Héléna, débarquant en Espagne en 1936, s'engage dans les colonnes anarchistes. De même, *Le Cheval d'Espagne*, du même auteur, prend pour thème la lutte clandestine des libertaires espagnols.

Si un certain engagement politique se dégage à la longue de tous ces romans, le plus grand nombre, bien que décrivant des personnages révoltés, n'y fait aucune part. Le roman noir français de cette époque est avant tout pessimiste. Une révolte engagée politiquement mène tout de même à une sorte d'espoir. Cela n'est pas accordé aux amants tragiques du roman noir, qui, tous ou presque, meurent à la fin du livre, souvent d'ailleurs sous la guillotine. Ainsi finira le jeune héros de *Tu éternueras dans la sciure* de Claude Ferny, publié en 1952.

Cet atroce roman représente certainement ce que cette littérature mal connue a produit de plus insoutenable. En effet, pendant toute une longue première partie, il traite, comme *Le soleil n'est pas pour nous*, de l'enfance. Des enfants vivant bien entendu dans la saleté la plus repoussante d'un ménage d'ivrognes et de brutes, dans un quartier de fin du monde, recourant tout naturellement au vol et au meurtre, à l'inceste.

La grande force de Claude Ferny est d'avoir dépeint un monde dont la possibilité d'existence est abjecte, où tout est laideur et violence, et d'avoir placé dans ce monde deux enfants aussi brutaux, aussi violents que les autres, mais dont éclate la merveilleuse innocence, la bouleversante histoire d'amour qui est la leur.

On se souvient, à la lecture de ces deux romans de Léo Malet et de Claude Ferny, qu'en effet, il n'y a pas si longtemps, il existait encore des « maisons de redressement », comme il existait des « bataillons disciplinaires » et des « prisons pour enfants ».

Si les adultes d'aujourd'hui tremblent en lisant les récits de ce que les hommes faisaient de leurs enfants il y a quelques années encore, qu'ils ne se rassurent pas : l'immonde bête répressive de l'enfance et de la jeunesse existe toujours. Aujourd'hui comme hier, on enferme des enfants. Au printemps 1971, il y a encore des enfants en prison. On n'en parlera jamais assez, car ce sont ceux-là qui vont faire la révolution demain. Ceux qui fournissaient les déclassés et les perdus du roman noir prendront demain la parole d'une autre manière.

Le roman noir français pratiqua à sa façon l'escalade. Face à la concurrence du roman américain, il fallait surenchérir. Georges Maxwell, auteur d'une cinquantaine de romans, s'en chargea. Au fur et à mesure des tomes, le délire le plus total s'empara de l'écrivain. À tel point d'ailleurs qu'une interdiction frappa les collections de la rue des Moulins, et que d'un coup tout le roman noir français disparut. Mais chez Maxwell, le délire verbal et l'escalade dans l'horreur laissent place parfois à d'étonnantes envolées lyriques. Ainsi la fin de son meilleur roman, *J'veux mon blé*, qui lui aussi traite d'une désespérée et sublime histoire d'amour entre deux enfants de la zone : « *Une bribe de chair vivante arrachée à ces Babels vertigineuses et sytématiques, illuminées telles des cathédrales et décomposées comme des sépulcres ; ces bouts du monde où fleurissent à chaque pas les fleurs vénéneuses des désillusions, avant d'engendrer les fruits amers et pourris des renoncements universels...* » Ailleurs, un des personnages, après avoir tranché la tête de sa soeur, récite le monologue de lady Macbeth...

Il est symptomatique que la meilleure production du roman noir de cette époque traite de l'enfance. C'est le cas de Maxwell, de Léo Malet, de Claude Ferny. Un peu plus tard, ce sera aussi le cas de Louis Calaferte, de Jean Douassot, la clé de *La neige était sale*, très proche de cette littérature, des *Hauts Murs* d'Auguste Lebreton. C'est une manière d'engagement, c'est une façon plus ou moins consciente de refuser toute la société adulte et répressive. En effet, si la plupart de ces romans n'ont pas de conscience politique, même chez Léo Malet, qui décrit des « anars » mais, certainement en toute innocence, décrit également les Nord-Africains comme appartenant à un monde pervers et ignoble, il en ressort une sorte de désir de révolte politique à l'état pur, et cette révolte-là, instinctive, sans idéologie, sans structure, mais dévastatrice et forcenée, est celle de l'enfance en butte à la répression.

Cette révolte-là, elle est particulière. Elle ne veut pas changer la société, elle ne sait pas qu'il peut exister une autre société, ou ne veut pas le savoir. Elle crée un autre monde, elle vit en dehors, elle a ses propres règles, ses propres codes. Et, de temps en temps, le monde moderne et politisé voit surgir dans les faits divers une étonnante histoire à laquelle il ne comprend rien, et qui vient de cet autre monde.

Un monde où le flic s'appelle souvent « éducateur » ou « conseiller social ». Quelques-uns connaissent ce monde-là. Fernand Deligny est de ceux-ci. Depuis quelques dizaines d'années, il agit, seul, loin des théoriciens de la psychologie infantile, de la psychanalyse ou de la sociologie. Les quelques textes qui viennent de lui sont une brusque éclaircie sur une partie de cette terre qu'on ne connaît que lorsqu'elle aboutit à la prison pour ceux qui en font partie.

« *Je sais bien que, de par le monde, des éducateurs s'ingénient à modeler cet "homme nouveau" que l'Etat leur demande ou leur commande... Je ne voudrais pas qu'on s'y trompe. J'ai bien écrit, en 1944, un petit livre qui parle de ce métier-là. Ce n'est pas le mien.* » (1967 ; réédité dans *Les Vagabonds efficaces*, Maspéro, 1970).

Un jour, on lit avec effarement, dans un grand quotidien, qu'une bande de jeunes de banlieue, d'une quinzaine d'années, avec à leur tête une compagne commune de quatorze ans, vient d'être écrouée après avoir tué un passant pour le dévaliser. Et puis on n'en parle plus. Que sont-ils devenus ? Le roman noir français le disait. Il disait les sorties de prison, le travail introuvable pour celui qui voulait rentrer dans la société.

Il disait l'impossibilité de vivre, pour ceux-là, dans toute société policée. Il y a aussi ceux qui leur ressemblent, ceux qui ont eu « leur chance » et qui l'ont refusée, qui se sentent « déplacés », même dans leur confort apparent, qui n'acceptent pas la prétendue chance conformiste et alignée qu'on leur offre. C'est la petite fille de *La Rage* de Lorenza Mazzetti (Julliard 1965) et aussi, pourquoi pas, les enfants de Georges Bataille de *L'Histoire de l'oeil*, sans doute (dans sa version de 1941) un des plus hauts textes. C'est le jeune délinquant, enfin, de *La Solitude du coureur de fond*, ou de *La Chasse à l'enfant* de Prévert.

De temps en temps, venu d'ailleurs, un livre recoupe le roman noir français de cette époque. Il faut le chercher, car il passe en général sans bruit. Ainsi, isolé dans la Série noire, ces romans assez stupéfiants que sont *Londres-Express* de Peter Loughran, ou *Une vie très privée* de Michael Frayn (Denoël, Présence du futur).

Aujourd'hui, c'est dans les banlieues ouvrières qu'il faut chercher le roman noir d'hier. C'est là, où ne peuvent régner que la révolte ou l'ennui et l'écrasement, que se trouve la faillite complète du Parti communiste. C'est parmi les fils des ouvriers communistes comme des autres que se recrutent les bandes ; c'est aussi dans les banlieues rouges que l'on trouve les bandes noires. Ici aussi, le parti aux mille compromissions et aux mille trahisons a échoué, confondu avec les organisations bourgeoises, ses nouveaux partenaires et alliés. C'est fini. Le mythe communiste ne correspond plus à rien de concret pour les enfants encasernés dans les banlieues. Il ne reste presque plus rien du roman noir français qui tentait de se frayer une voie après la guerre. Seuls quelques textes, dont nous avons parlé, montrent ce qu'aurait pu être cette forme de roman si elle avait pu s'affirmer. Littérature populaire certes, forme moderne du roman policier peut-être, mais avant tout mode d'expression de quelques forcenés de la littérature qui ont fait vivre un monde bizarre et ignoré, celui d'un quotidien de la misère et de l'échec, celui d'une fatalité qui peu à peu s'est canalisée vers une autre révolte, dont on ne peut pas encore mesurer les effets. C'est, comme beaucoup d'autres choses, un témoignage, une trace d'un moment de la révolte.

Jean Rollin

publié dans La Rue n°11 en 1971

LES FLICS ONT TOUJOURS RAISON
André Héléna
LE CHEVAL D'ESPAGNE
André Héléna
Le soleil n'est pas pour nous
LÉO MALET
POCKET
La môme "Double Shot"
J'veux mon blé
GEORGE MAXWELL
La vie est dégueulasse
LÉO MALET
POCKET
LÉO MALET
Sueur aux tripes
POCKET

Les Cairotes sont cuites

Chroniques polardesques

Temps noir, l'une des deux revues de référence en matière de littérature policière (l'autre étant 813, bulletin de l'association du même nom), nous offre un quatorzième numéro (il en paraît deux par an) avec un sommaire des plus passionnants, comme à l'accoutumée. François Guérif, éditeur de Rivages, rend hommage à son ami Chabrol. Éric Bentolila nous livre douze entretiens sur le polar français des années quatre-vingt (Daeninckx, Pouy, Delteil, Benacquista, Manchette, etc). Pierre Charrel s'entretient avec Tardi des adaptations en BD des romans de Manchette, avec Serge Bromberg, spécialiste des films disparus, du documentaire qu'il a consacré au tournage du film inachevé de Clouzot, *L'Enfer*, et avec Lucas Belvaux de son goût pour les films criminels. Clément Pieyre présente l'adaptation théâtrale inédite du *Cave se rebiffe* par Simonin et Frédéric Dard, ainsi qu'un échange épistolaire entre Léo Malet et l'auteur du *Grisbi*. Cette livraison s'achève sur la chronique des films sortis en DVD et des romans noirs du semestre. Le morceau de choix étant consacré à la deuxième partie d'une étude très érudite sur les premiers auteurs français publiés à la Série noire et centrée sur l'année 1954. On y croise Auguste le Breton (*Le Rififi*), Albert Simonin (*Le Grisbi*), Georges Bayle (*Gas-Oil*), Ange Bastiani (*Arrête ton char, Ben Hur!*), Dominique Ponchardier (*Le Gorille*). Franck Lhomeau retrace les péripéties vécues par ces auteurs dans leurs relations avec les éditeurs, principalement la maison Gallimard, les problèmes d'adaptation cinématographique, mais surtout il met en lumière le passé politique de certains auteurs de ce polar hexagonal largement marqué à droite dans ces années d'après-guerre : le Breton, authentique truand, participant au marché noir, fréquentant les hommes de la Carlingue comme ceux de la Résistance ; Simonin purgeant quatre années de prison à la Libération pour participation à des journaux de la collaboration et propagande pro-allemande (libéré, il sera un temps secrétaire de rédaction à *Rivarol*, périodique d'extrême droite) ; Bastiani (sous son vrai nom Victor Le Page), secrétaire général du PPF (le parti de Doriot) pour l'Eure-et-Loir sous l'Occupation, condamné pour escroquerie en 1945 et qui publiera des romans sous le pseudonyme de Maurice Raphaël aux éditions du Scorpion (l'éditeur de Boris Vian) dont Lhomeau loue la qualité littéraire avant d'entrer à la Série noire avec ses parodies policières ; enfin, Ponchardier, ancien résistant, responsable du service d'ordre du RPF, créateur des barbouzes pendant la guerre d'Algérie, futur diplomate en poste en Bolivie au moment de l'incarcération de Régis Debray. Sous le pseudonyme d'Antoine Dominique, il mettra en scène les aventures d'un agent des services secrets dans la France gaulliste.

Avec la sortie du troisième volume de la collection Classics Confidential[1] chez Wild Side, le réalisateur blacklisté John Berry refait surface avec *He Ran All the Way* – traduit *Menaces dans la nuit* pour sa sortie française – en 1951. Il débute sa carrière comme acteur, fréquente Orson Welles, puis réalise quelques films dont un très intéressant *From this Day Forward* (1948) sur les difficultés d'un couple dans l'Amérique de l'après-guerre et la difficile réinsertion des soldats dans la vie civile. Il signe un remake « musical » de *Pépé le Moko* avec Charles Boyer et Peter Lorre (*Casbah*, 1948). Puis, il tourne deux très bons films noirs, *Tension* (1949) avec Richard Basehart, Cyd Charisse et Audrey

Totter et *Menaces*. Il signe un dernier court-métrage, *The Hollywood Ten*, destiné à prendre la défense des cinéastes et scénaristes accusés de sympathies communistes, avant de fuir les États-Unis pour se réfugier en France où il va démarrer une seconde carrière des plus curieuses. Il démarre avec le dernier film de Laurel et Hardy, *Atoll K*, un nanar coréalisé avec Léo Joannon et l'actrice Suzy Delair ! Puis suivent deux comédies policières avec Eddie Constantine (*Ça va barder, Je suis un sentimental* en 1955), une adaptation de Don Juan avec Fernandel, une comédie avec Dario Moreno (*Oh ! Qué mambo* 1959). Entretemps, il réalise le premier film blaxploitation français, *Tamango* (1957) d'après une nouvelle de Mérimée : un trafiquant d'esclaves (Curt Jurgens) tombe amoureux de la belle Dorothy Dandridge. En 1968, il s'attaque au *biker movie* avec un nouveau navet qu'il refuse de signer, *À tout casser*, avec Johnny Halliday, Michel Serrault et Constantine qu'il retrouve. Les années soixante-dix le verront retourner aux États-Unis (il avait fait un premier essai en 1966 avec Maya). Il signe un beau film avec des acteurs noirs dont James Earl Jones, *Claudine*, chronique intimiste d'un quartier. En 1985, il adapte le roman *Le Voyage à Paimpol* avec sa femme l'actrice Myriam Boyer, puis en 1988, il signe un nouveau film noir sur le thème de la trahison, *Il y a maldonne*, avec son beau-fils Clovis Cornillac. Il décède à Paris fin 1999. En 2000 sort sa dernière œuvre, *Boesman and Lena*.

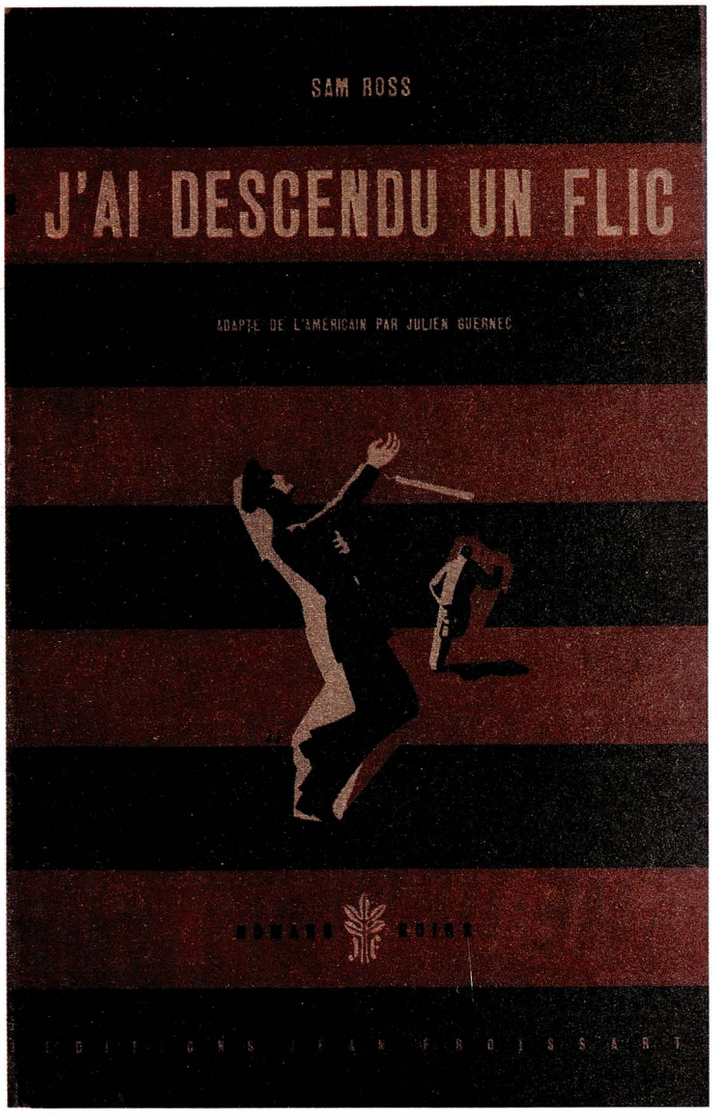
Adapté d'un roman de Sam Ross[2], *Menaces dans la nuit* raconte l'histoire de Nick Robey (John Garfield), gangster poursuivi par la police après un braquage qui a mal tourné avec la mort d'un agent et qui se réfugie dans une famille modeste qu'il prend en otage le temps de pouvoir fuir en voiture. Il tombera amoureux de la fille ainée (Shelley Winters), mais finira sous les balles de celle-ci. Dalton Trumbo, autre blacklisté, est en fait le véritable scénariste du film dont le nom n'apparaît pas au générique. Fin de sa première carrière pour Berry qui fuit l'Amérique juste après pour échapper à l'emprisonnement en raison de ses positions politiques. Ultime opus de sa vedette : Garfield, victime des pressions engendrées par la chasse aux sorcières, meurt d'une crise cardiaque quelque mois après la sortie du film qui s'avère un échec commercial et qui restera le dernier qu'il ait tourné. Berry avait coutume de dire que « He Ran All the Way *était un film sur le malheur. Ce n'était pas un hasard* ». Berry publie un unique roman à la Série noire, en 1964, *La Fièvre monte* (*Don't Betray Me/Ne me trahis pas*) qui reprend le schéma de base de *Menaces*, mais qui se révèle assez plat, l'originalité résidant dans le cadre historique : celui de la guerre d'Algérie en région parisienne, mais traitée de façon anecdotique.

Coup de chapeau à la collection Warner Archives qui compte actuellement plusieurs centaines de titres rares ou inédits vendus uniquement sur internet (c'est devenu une pratique courante, Gaumont s'y est mis. On y reviendra).

Chandler (1971), un film de Paul Magwood, dont c'est la première réalisation et l'unique film comme directeur. L'intrigue, passablement embrouillée à l'instar des romans noirs de la grande époque auxquels il rend hommage, voit la rencontre de Warren Oates (« *The Name is Chandler, as in Raymond* »), privé dépressif, et de Leslie Caron, témoin-clé dans une affaire opposant la police à la mafia. Les choses se passeront mal pour le privé tombé amoureux de celle qu'il devait protéger. Un film nostalgique qui met en avant le talent de Oates, acteur fétiche de Peckinpah, passé des seconds rôles aux premiers dans les années soixante-dix.

Marlowe (*La Valse des truands* en version française), réalisé en 1969 par Paul Bogart (aucun lien avec Humphrey). Adaptation du roman de Chandler *The Little Sister* avec James Garner dans le rôle-titre. Le film, qui joue sur le jeu cool de l'acteur, est connu pour deux scènes cultes qui voit Bruce Lee dans un rôle de tueur à gages démolir le bureau du privé, puis finir par s'écraser dans le vide. Bogart a essentiellement œuvré pour la télévision. Il récidivera en 1975 dans le polar avec *M. Ricco* interprété par Dean Martin en flic enquêtant sur un meurtre attribué à tort à un militant noir.

Bonne surprise que la réédition l'an dernier d'un film rare de Roy Rowland, petit maître de la série B américaine, et qui sort chez Carlotta : *Solo pour une blonde* (*The Girl Hunters*, 1963). Adapté par lui-même d'un roman de Mickey Spillane (1918-2006), cette production anglo-américaine est typique de ce que fut tout un courant de la littérature *pulp* mettant en scène des détectives violents et cyniques et des femmes fatales, blondes de préférence d'où le titre français. Particularité de celui-ci : le privé Mike Hammer, créé par Spillane, est interprété par lui-même. C'est probablement la première et unique fois qu'un écrivain (si tant est qu'on puisse lui accoler cet épithète !) incarne à l'écran sa propre création et il faut bien dire qu'il est plutôt meilleur acteur que littérateur[3]. Face à lui, l'actrice anglaise Shirley Eaton, qui jouera dans *Goldfinger*, incarne à la perfection la femme fatale. Hammer, devenu alcoolique, à la suite de la disparition de sa secrétaire et maîtresse Velda, se lance à sa recherche et affronte les tueurs d'une organisation secrète aux mains des rouges. La scène finale particulièrement jouissive, toute de cynisme cruel, clôt ce petit film nerveux, à la photo soignée et non dénué d'humour noir et donc tout à fait recommandable. Une interview de Spillane réalisée en 1991 par la télévision allemande accompagne le DVD. On y apprend ce dont on se doutait déjà, à savoir que la littérature n'est pour lui qu'un gagne-pain. Membre des Témoins de Jéovah, celui que Chandler appelait « le pornographe » pour la violence gratuite et l'érotisme sadique de ses romans, équivalent américain d'un Gérard de Villiers, comme lui violemment anticommuniste (« *He hate the punk commies, juste like we do* » déclare un journaliste à Hammer dans le film), Spillane a vendu près de 200 millions de livres depuis ses débuts dans la littérature populaire après la Seconde Guerre. Souvent adapté au cinéma, et plutôt bien, le meilleur étant *Kiss Me, Deadly* de Robert Aldrich en 1955 avec Ralph Meeker dans le rôle du privé. Ce chef-d'œuvre du film noir ressort chez l'éditeur anglais Criterion qui lui



consacre comme à son habitude une belle édition pourvue de nombreux documents (fin alternative, interviews, etc.). On peut compléter sa connaissance d'Aldrich en lisant le petit essai de William Bourton, *Robert Aldrich. Violence et rédemption* (PUF), moraliste intègre et cinéaste engagé, en lutte perpétuelle contre le système hollywoodien et contre la corruption et la lâcheté des puissants qu'ils soient producteurs (*The Big Knife*) ou militaires (*Attack!*). Pour l'amateur de polar, il restera celui qui aura le mieux adapté au cinéma l'univers de James Hadley Chase avec *The Grissom Gang* (*Pas d'orchidées pour Miss Blandish*, 1971).

Baltasar Kormákur est un acteur, scénariste, réalisateur et producteur islandais. Il réalise son premier film en 2000, tiré du roman éponyme de Hallgrímur Helgason, *101 Reykjavík*, avec Victoria Abril, et qui a connu un joli succès. Il tourne ensuite *Hafið* (*La Mer*) en 2002, autre réussite récompensée par un prix, puis il signe trois films relevant du genre qui nous intéresse. Contacté par Hollywood, il dirige en 2005 Forest Whitaker et Peter Coyote dans *Crime City* (le titre original étant *A Little Trip to Heaven!*), primé au festival de Cognac. Un enquêteur d'une compagnie d'assurances débarque dans une petite ville pour percer le mystère entourant un crime et une arnaque à l'assurance. En 2006, il réalise *Jar City* (Mýrin), d'après le roman éponyme d'Arnaldur Indridason[4], plus gros succès national en Islande. L'inspecteur Erlendur enquête sur un meurtre et réveille une affaire vieille de quarante ans qui le conduit dans la cité des Jarres, surprenante collection de bocaux renfermant des organes humains, véritable fichier génétique de la population islandaise. En 2010, il réalise *Inhale* sorti directement en DVD sous le titre *État de choc*. Un avocat américain déterminé à trouver un poumon de remplacement à sa fille malade débarque au Mexique et découvre un trafic d'organes organisé par des flics et des médecins corrompus. Au final, il sera face à un dilemme diabolique. Bon petit thriller qui ne sombre pas dans le larmoyant. Ces trois films illustrent bien le talent d'un cinéaste habile à raconter des histoires bien noires.

Quand vous lirez cette chronique, le cycle que consacre la Cinémathèque aux « Perles noires » aura débuté depuis la mi-juin et se poursuivra jusqu'à fin juillet. Ne le manquez pas. Philippe Garnier, journaliste et biographe de Goodis et Eddie Muller, président de la Film Noir Foundation, tous deux grands connaisseurs du genre, ont concocté un cycle d'une quarantaine de titres rares ou méconnus, voire inédits signés de grands (Losey, Fleischer, Parrish, Mann) et petits maîtres (Cornfield, Heisler, Foster).

Gilles Pidard

1. Chaque volume comprend un DVD accompagné d'un livre illustré, en l'occurrence signé par Samuel Blumenfeld, auteur du texte intitulé *Le dernier film noir*.

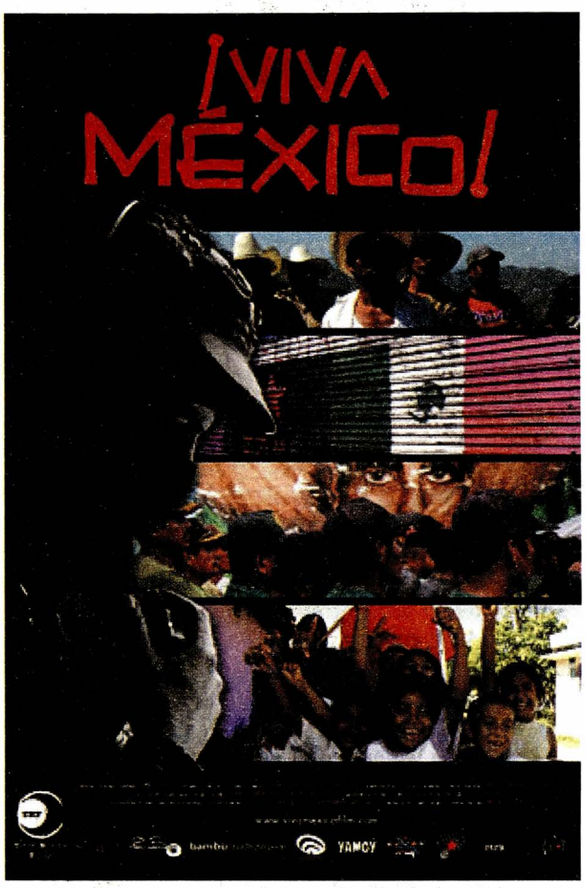
2. Paru en France en 1948 aux éditions Jean Froissart sous le titre *J'ai descendu un flic*, « adapté de l'américain » par Julien Guernec qui n'est autre que François Brigneau, ex-milicien et ancien journaliste à *Minute*. Sous ce pseudonyme, il écrira un roman policier paru en 1949 chez le même éditeur, puis réédité en 2010 chez Baleine, ce qui aura pour effet de pousser plusieurs auteurs (Daeninckx…) de demander leur retrait du catalogue de l'éditeur du Poulpe !

3. Dans *Ring of Fear* (*Les Géants du cirque*, James Edward Grant, 1954), il interprète un rôle de détective nommé Mickey Spillane !

4. Ce dernier a cosigné le scénario de *Contraband*, prochain film de Kormakur prévu pour 2012.

¡ Viva Mexico !

Sur les traces du Mexique d'en bas à gauche



Alors que l'on a «célébré», l'an passé, le centenaire de la révolution mexicaine et que cette année 2011 avait été choisi par nos dirigeants pour être celle du Mexique (jusqu'aux «incidents diplomatiques» autour de l'affaire de Florence Cassez), le documentaire de Nicolas Défossé – qui entend montrer le visage et la vie d'un Mexique qui lutte, qui résiste et qui construit – tombe à pic pour sortir des sentiers battus généralement proposés par les médias concernant la question mexicaine.

Le documentaire démarre aux États-Unis, à Los Angeles où, là aussi, le réalisateur s'attache à rendre compte d'une autre réalité, bien différente de celle systématiquement relayée par la télévision et les journaux. On y découvre en images la vie de Mexicains immigrés, vie déchirée entre les petits tafs ambulants («à la sauvette» comme on dit par chez nous en France) et la peur de policiers qui s'adonnent régulièrement à la chasse aux clandestins (phénomène que l'on retrouve aussi, à une autre échelle, dans notre doux pays…). Témoignage de cette misère trop souvent occultée, il est aussi celui d'une problématique essentielle de la vie mexicaine, celle de l'immigration vers les États-Unis.

Après ce démarrage intense en terre étatsunienne, Nicolas Défossé nous conduit, bien évidemment, au Mexique, dans les pas du voyage entamé le 1er janvier 2006 par le sous-commandant Marcos. Première initiative fondatrice de l'Autre Campagne, ce périple de six mois doit amener le délégué zéro (surnom donné au sup) à rencontrer les Mexicains et Mexicaines qui luttent pour la terre et pour la liberté, partout dans le pays, du Chiapas à la capitale Mexico, en passant par le Guerrero, le Yucatan, Oaxaca et bien d'autres Etats. On y rencontre donc des gens qui souffrent et qui sont en proie aux ambitions du gouvernement fédéral et des multinationales : paysans expropriés pour construire des autoroutes et des complexes touristiques ou des centres commerciaux, un patrimoine archéologique devenu marchandise, des communautés harcelées par les autorités et des groupes paramilitaires privés à la solde des gouvernements, des «minorités» sexuelles et culturelles régulièrement agressées (homosexuels, transsexuels, punks), etc. Mais derrière cette souffrance, il y a des gens qui résistent en construisant des luttes bien loin des simples préoccupations électorales et des partis politiques. Le documentaire, et c'est là l'un de ses intérêts majeurs, va bien au-delà de ces combats pour nous permettre aussi d'appréhender, via notre petit (ou grand) écran, des relations et des rapports de solidarité et d'entraide en mouvement, en pleine activité et qui, bien que pour la plupart liés à l'héritage culturel précolonial des sociétés indiennes du Mexique, ont une portée qui pourrait bien être «universelle».

Le tout est filmé avec talent et retransmet avec force et émotion cette tension palpable qui ne cesse d'augmenter tout au long du voyage jusqu'à la terrible réponse du pouvoir. Un documentaire à voir, à diffuser et à soutenir sans aucune hésitation. Un documentaire qui nous rappelle encore l'urgente nécessité des revendications de ce bien vieux slogan : terre et liberté !

Guillaume Goutte
des buttes du nord-est parisien,
groupe Salvador-Segui de la Fédération anarchiste

Le Centre international de recherches sur l'anarchisme de Marseille a besoin de nous

Appel à la solidarité de tous, individus et organisations pour permettre au Cira de mettre définitivement à l'abri les archives du mouvement libertaire.

Le Centre international de recherches sur l'anarchisme (Cira) de Marseille a été fondé en 1965 à l'initiative de René Bianco avec l'aide de quelques militants anarchistes. Il fait partie de la Fédération internationale des centres d'étude et de documentation libertaires (FICEDL).

Pendant toutes ces années, le Cira a collecté, classé et archivé tout ce qui a un rapport avec l'anarchisme. Le fonds se compose désormais de plusieurs milliers de livres, brochures, journaux, archives personnelles de militants, affiches, tracts, travaux universitaires, cartes postales, films.

Les documents sont écrits dans plusieurs langues, principalement le français, le castillan et l'italien.

Le Cira propose des causeries mensuelles, organise et participe à des salons de livres libertaires. Il publie un bulletin, une feuille d'infos mensuelle, une bibliographie annuelle.

Depuis sa création, le Cira a dû déménager plusieurs fois. Le bail pour le local actuellement occupé ne sera pas renouvelé et nous devrons libérer les lieux à la fin de l'année 2011.

Nous avons acheté un beau local de 100 m² vendu 100 000 euros, en rez-de-chaussée avec vitrine, dans une rue passante en plein centre de Marseille.

Afin de rembourser un prêt amical et de financer les équipements nécessaires, en raison de notre déménagement imminent, il nous faut trouver encore 15 000 euros.

Si vous pensez comme nous que l'existence du Cira est non seulement utile, mais indispensable au mouvement libertaire, vous pouvez participer à cette souscription, en parler autour de vous. Une multitude de petites sommes finit par constituer une grosse somme.

Les chèques doivent être libellés à l'ordre de « Les Acrates » et envoyés au Cira.

Pour les virements et mandats internationaux, nous contacter.

Cira, 3, rue Saint-Dominique, 13 001 Marseille
Courriel : cira.marseille@free.fr
Téléphone : 09 50 51 10 89

Au revoir à un copain et une copine de Nancy

LES LIBERTAIRES NANCÉIENS sont en deuil. Deux disparitions successives parmi nos camarades viennent de nous toucher.

Jacques Taillaumard, membre des groupes Jean-Roger Caussimon et Marée noire de la Fédération anarchiste, nous a quittés en mai dernier. Depuis la fin des années quatre-vingt, époque à laquelle il participa à la fondation du groupe Caussimon, Jacques a été de tous les combats menés par les anarchistes de Nancy. Militant discret, il s'est illustré par une grande régularité dans son engagement et une solidarité sans faille. Amateur d'art, il donna de nombreux dessins (dont un ci-dessous) pour illustrer *Le Pétroleur*, revue du groupe Marée noire, mais aussi *Le Monde libertaire*.

Quelques semaines auparavant, Cathy Dufour, militante de la CNT et de nombreux collectifs et associations nancéiennes, nous a également quittés.

Nous leur rendons ici hommage et adressons nos condoléances à leurs familles et leurs proches. Que leur souvenir alimente nos combats présents et futurs pour un monde libéré de la domination et de l'exploitation.

Thierry Libertad
au nom du (feu) groupe Marée noire
de la Fédération anarchiste

Fédération anarchiste

federation-anarchiste.org

Contact: FA-RI 145 rue Amelot 75 011 Paris
relations-interieures@federation-anarchiste.org

02 Aisne
Groupe Kropotkine
Athénée Libertaire & Bibliothèque Sociale
8, rue de Fouquerolles
02 000 MERLIEUX
Permanence les premier, troisième et cinquième jeudi du mois de 18 heures à 21 heures
Tél. : 03 23 80 17 09
kropotkine02@no-log.org

04 Alpes de Haute-Provence
Liaison Alpes de Haute-Provence
c/o Le Monde libertaire
alpes-de-haute-provence@federation-anarchiste.org

05 Hautes-Alpes
Groupe GEL-05
BP 111
05 003 Gap Cedex
gel-05@wanadoo.fr

06 Alpes-Maritime
Liaison Antibes
c/o Le Monde Libertaire

07 Ardèche
Groupe d'Aubenas
c/o CESA
BP 15
07 170 Villeneuve de Berg
FA-groupe-daubenas@wanadoo.fr

10 Aube
Liaison de Troyes
c/o Le Monde Libertaire
troyes@federation-anarchiste.org

12 Aveyron
Liaison Sud-Aveyron
c/o SAP
BP 42 560
12 400 Ste-Affrique

13 Bouches-du-Rhônes
Groupe Germinal
c/o Le Monde libertaire
germinal@federation-anarchiste.org
Liaison La Ciotat
c/o Le Monde libertaire
germinal@federation-anarchiste.org

14 Calvados
Groupe sanguin de Caen
c/o Le Monde libertaire
groupesanguinfa14@laposte.net
http://facaen.zeblog.com

15 Cantal
Liaison Pierre noire
c/o Le Monde Libertaire
cantal@federation-anarchiste.org

17 Charente-Maritime
Groupe Nous autres
c/o ADIL
BP 3
17 350 Port d'Envaux
nous-autres@federation-anarchiste.org

18 Cher
Liaison de Bourges
c/o Le Monde libertaire

19 Corrèze
Liaison Jose Fortuny
c/o Le Monde libertaire

21 Côte d'Or
Groupe La Mistoufle
Maison des associations
c/o les Voix sans maître
BP 8 2 rue des Corroyeurs
21 000 DIJON
Permanence tous les mercredis de 20 heures à 23 heures
6, impasse Quentin

22 Côtes d'Armor
Groupe Jean Souvenance
C/O CEL
1 rue Yves Creston
22 000 Saint-Brieux
souvenance@no-log.org

23 Creuse
Groupe Arthur Lehning
c/o Le Monde libertaire
alayn.dropsy@yahoo.fr
http://anarchie23.centerblog.net

24 Dordogne
Groupe Drapeau noir Périgord
c/o ADCS 24
Le Peuch
24 290 st-Amand de Coly
groupe-dnp@federation-anarchiste.org
http://dnp.lautre.net

Liaison Emma Goldman (Périgueux)
c/o Le Monde libertaire
emma.goldman@no-log.org

Liaison Villamblard
c/o Le Monde libertaire
villamblard@federation-anarchiste.org

25 Doubs
Groupe Pierre-Joseph-Proudhon
c/o CESL
BP 121
25 014 Besançon Cedex
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org
http://groupe.proudhon-fa.over-blog.com/

Librairie L'Autodidacte
5, rue Marulaz
25 000 Besançon
http://www.lautodidacte.org/
Liaison Nord-Doubs
c/o Le Monde libertaire
liaison-nord-doubs@federation-anarchiste.org

26 Drôme
Groupe La Rue râle (St Marcellin-Royans)
c/o Le Monde Libertaire
laruerale@no-log.org
http://vercors-libertaire.blogspot.com/
Vente du *Monde libertaire* le samedi au marché de St Marcellin de 10 h 30 à 12 h 30.

27 Eure
Groupe d'Evreux
c/o Le Monde libertaire
evreux.fa@gmail.com
http://FAgroupedEvreux.monsite-orange.fr

28 Eure-et-Loire
Groupe libertaire Le Raffût
c/o Le Monde Libertaire
fa.chartres@gmail.com

29 Finistère
Liaison Finistère
c/o Le Monde libertaire
finistere@federation-anarchiste.org

30 Gard
Groupe Gard-Vaucluse
c/o Agdir
BP 25 018
30 903 Nîmes Cedex 2
fa30-84@no-log.org
www.fa-30-84.org

32 Gers
Liaison Gers
c/o Le Monde libertaire

33 Gironde
Cercle Jean-Barrué
c/o Athénée libertaire

7, rue du Muguet
33 000 Bordeaux
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org
http://cerclelibertairejb33.free.fr/

34 Hérault

Groupe de Montpellier-Hérault
c/o Agdir
BP 25 018 30 903 Nîmes cedex 2
montpellier@federation-anarchiste.org

35 Ille-et-Villaine

Groupe La Sociale
c/o Local « la Commune »
17, rue de Châteaudun
35 000 Rennes
Tel/rep : 02 99 67 92 87
contact@farennes.org
www.farennes.org

Librairie associative La Commune
17, rue de Châteaudun
35 000 Rennes
Ouverte le mercredi & samedi de 14 heures à 18 heures.

Groupe La Digne Rage
17, rue de Châteaudun
35 000 Rennes
ladignerage@riseup.net
http://anartoka.com/la-digne-rage/portal.php

38 Isère

Groupe Vercors (Lans en Vercors)
c/o Le Monde libertaire
fa.vercors@no-log.org
http://vercors-libertaire.blogspot.com/

Groupe La Rue râle (St Marcellin-Royans)
c/o Le Monde libertaire
laruerale@no-log.org
http://vercors-libertaire.blogspot.com/
Vente du *Monde libertaire* le samedi au marché de St Marcellin de 10 h 30 à 12 h 30.

42 Loire

Groupe Nestor-Makhno
Bourse du Travail
15 bis, Cours Victor Hugo
42 028 Saint Etienne cedex 1
groupe. makhno42@gmail.com

44 Loire-Atlantique

Groupe de Saint-Nazaire
c/o Local La Commune
17 rue de Châteaudun 35 000 Rennes
saint-nazaire@federation-anarchiste.org

45 Loiret

Groupe Gaston Couté
c/o Le Monde libertaire
groupegastoncoute@netcourrier.com
http://www.yagoa.fr/loiret-libertaire

46 Lot

Groupe de Figeac
c/o Le Monde libertaire
figeac@federation-anarchiste.org

50 Manche

Liaison de Cherbourg
c/o Le Monde libertaire
cherbourg@federation-anarchiste.org

56 Morbihan

Groupe libertaire Francisco-Ferrer
Cité Allende
Boite 19d
56 100 Lorient
fedeanar56@yahoo.fr
http://anars56.over-blog.org/

Groupe libertaire René-Lochu
6, rue de la Tannerie
56 000 Vannes
fedeanar56@yahoo.fr
http://anars56.over-blog.org/

57 Moselle

Liaison Voline (Sarrebourg)
c/o le Monde libertaire
hyppolite.hector@gmail.com

Groupe de Metz
Association culturelle libertaire
BP 16 57 645 Noisseville
groupedemetz@federation-anarchiste.org
metz. bibliothequesociale1@orange.fr

60 Oise

Groupe Alexandre-Marius-Jacob
c/o le Monde libertaire
fa-oise-somme@no-log.org

Liaison Beauvais
c/o le Monde libertaire
scAlp60@laposte.net

63 Puy-de-Dôme

Groupe Abel-Paz
c/o Le Monde libertaire
abelpaz.fa@laposte.net
http://anarsixtrois.unblog.fr

66 Pyrénées-Orientales

Groupe John-Cage (Perpignan)
c/o Le Monde Libertaire
john-cage@federation-anarchiste.org

67 Bas-Rhin

Groupe de Strasbourg
c/o ACLS
c/o Lucha y fiesta
BP 41 017
67 027 Strasbourg cédex 01
groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org
http://fastrasbg.lautre.net

Liaison Bas Rhin
c/o Rémon
BP 35
67 340 Ingwiller
liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org

68 Haut-Rhin

Groupe du Haut-Rhin
c/o Le Monde libertaire
groupe-haut-rhin@federation-anarchiste.org

Liaison Centre-Alsace (Ribeauvillé)
c/o Le Monde libertaire
centre-alsace@federation-anarchiste.org

69 Rhône

Groupe Vivre libre
c/o La Maison des passages
44, rue Saint-Georges
69 001 Lyon
groupe@vivre-libre.org
http://vivre-libre.org

71 Saône-et-Loire

Groupe La Vache noire (Chalon-sur-Saône)
C/O ADCL Le retour
71250 Jalogny
leperepeinard@no-log.org

72 Sarthe

Groupe Lairial
L'épicerie du Pré.
31, rue du Pré
72 000 Le Mans
Permanence de la FA les samedis à 18 heures et Café libertaire le premier samedi du mois à 16 heures.

73 Savoie

Groupe de Chambéry
c/o La salamandre
Maison des associations
67, Rue St François de Sales
Boite X/33
73 000 Chambéry
FA73@no-log.org
http://fa73.lautre.net

74 Haute-Savoie

Liaison Haute-Savoie
c/o Le Monde libertaire
haute-savoie@federation-anarchiste.org

75 Paris

Groupe Pierre-Besnard
c/o Le Monde libertaire
groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org

Groupe La Vache folle
Jacques Bouché
117, rue de la réunion
Paris XX[e]
chronique.hebdo@free.fr
http://chronique-hebdo.blogspot.com/

Groupe Claaaaaash
c/o Le Monde libertaire
groupe.claaaaaash@federation-anarchiste.org

Groupe Louise-Michel
c/o Le Monde libertaire
groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org

Groupe Berneri
c/o Le Monde libertaire
Tous les mercredis sur Radio libertaire, de 20 h 30 à 22 h 30, Emission Ras-les-Murs, actualites prison/repression, lutte contre tous les enfermements.

Groupe La Rue
c/o Le Monde libertaire

Groupe Salvador-Segui
c/o Le Monde libertaire
groupe-segui@federation-anarchiste.org
http://www.groupe-segui.blogspot.com/

Groupe Cable Street Beat Strictly Antifascist
c/o Le Monde libertaire
http://www.groupe-segui.blogspot.com

Groupe Béton armé
c/o Le Monde libertaire
bton.arme@gmail.com
http://beton-arme.blogspot.com/

Groupe Quartier pirate
c/o Le Monde libertaire
quartier.pirate@gmail.com
http://beton-arme.blogspot.com/

Groupe Artracaille
c/o Le Monde libertaire
artracaille@orange.fr
Pour le groupe : http://www.artracaille.fr/
Pour l'émission radio : http://artracaille.blogspot.com/

Groupe Anartiste
c/o Le Monde libertaire
anartiste@sfr.fr
http://www.anartiste.org

Librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot
75 011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59
Ouverture :
du lundi au vendredi : 14 heures à 19 h 30
le samedi : 10 heures à 19 h 30
librairie-publico@sfr.fr
http://www.librairie-publico.com/

Bibliothèque La Rue
10, rue Robert-Planquette
75 018 Paris
Ouverte tous les samedi de 15 heures 30 à 18 heures
bibliothequelarue@no-log.org
http://bibliotheque-larue.over-blog.com/

Radio libertaire
Mhz et sur le net : http://rl.federation-anarchiste.org/
radio-libertaire@federation-anarchiste.org

76 Seine-et-Maritime

Groupe de Rouen
c/o Librairie l'Insoumise
128, rue St Hilaire 76 000 Rouen
farouen@no-log.org

Librairie l'Insoumise
128, rue St Hilaire 76 000 Rouen
Ouverture :
Mercredi 16 heures à 18 heures.
Vendredi 17 heures à 19 heures.
Samedi 11 heures à 18 heures.
Pendant les vacances scolaires les Samedi de 14 heures à 18 heures.

77 Seine-et-Marne

Groupe Sacco et Vanzetti
c/o Grêle
1, bis rue Emilie
77 500 Chelles

Liaison Melun
c/o Le Monde libertaire

78 Yvelines

Groupe Gaston-Leval
c/o Le Monde libertaire
gaston-leval@federation-anarchiste.org

80 Somme

Groupe Alexandre-Marius-Jacob
c/o Le Monde libertaire
fa-amiens@no-log.org

81 Tarn

Groupe Les ELAF
c/o Le Monde libertaire

84 Vaucluse

Groupe Gard-Vaucluse
c/o Agdir
BP 25 018
30 903 Nîmes Cedex 2
fa30-84@no-log.org
www.fa-30-84.org

86 Vienne

Groupe Pavillon noir de Poitiers
c/o Le Monde libertaire
pavillon-noir@federation-anarchiste.org
http://fa86.noblogs.org

87 Haute-Vienne

Groupe Le Cri du Peuple (Limoges)
c/o Le Monde libertaire
limoges@federation-anarchiste.org

89 Yonne

Groupe d'Auxerre
c/o Le Monde libertaire
auxerre@federation-anarchiste.org

91 Essonne

Groupe Evry-Corbeil
c/o Le Monde libertaire
accueil@essonnelibertaire.org
http://www.essonnelibertaire.org/
http://fa-evry-corbeil.blogspot.com/

92 Hauts-de-Seine

Groupe Idées noires
c/o Le Monde libertaire
ideesnoires.fa@noos.fr
www.ideesnoires.fr.nf/
Vente du *Monde libertaire* tous les dimanches au marché de Malakoff de 11 heures à 12 h 30.

93 Seine-Saint-Denis

Groupe Henry-Poulaille
c/o Le Monde libertaire
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr

Groupe Albert-Camus
c/o Le Monde libertaire
camusfa@no-log.org

Groupe de Saint-Ouen
c/o Le Monde libertaire
saint-ouen-93@federation-anarchiste.org

94 Val-de-Marne

Liaison L'Avenir
c/o Le Monde libertaire
nosotros36@free.fr

Liaison Fresnes-Antony
c/o Le Monde libertaire
fresnes-antony@federation-anarchiste.org

Groupe Elisée-Reclus (Ivry-sur-Seine)
c/o Le Monde libertaire
faivry@no-log.org
http://fa-ivry.forlogaj.net/

Groupe Tous les maquis
c/o Le Monde libertaire
touslesmaquis@voila.fr

95 Val d'Oise

Groupe Makhno (Cergy-Pontoise)
c/o Le Monde libertaire
makhno-cergy@tele2.fr

Belgique

Groupe Ici et maintenant (Bruxelles)
c/o Le Monde libertaire
groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org

Groupes itinerants et/ou professionnels

Groupe La Lune noire
Présence dans le Finistère, les Pyrénées-orientales et sur Paris.
Groupe d'intermittents du spectacle.
c/o Le Monde libertaire
groupelalunenoire@lalunenoire.net

GRILLE DES PROGRAMMES

MISE À JOUR LE 19/06/11

Périodicité des émissions :
(1) bimensuelle (2) mensuelle (3) autre
Sans indication : hebdomadaire

DIMANCHE

08h00 / Goloss Truda, la voix du travail : émission franco-russe

10h00 / à partir de septembre / Jour de lessive anticléricale : animée par les Libres Penseurs de l'ADLPF

12h00 / Folk à lier : le magazine des musiques traditionnelles

14h00 / en alternance
(1) **Tempête sur les planches** : actualité du théâtre et de la danse
(2) **Symbiose** : le mode du libre sous tous ses aspects : informatique, artistique...
(2) **Cris et murmures** : la radio sort des murs pour monter sur les scènes slam

15h30 / en alternance
(2) **Chants, contrechamps** : cinéma d'auteur(s) et chansons à texte(s)
(2) **L'heure Stratocaster** : relecture et découverte du rock par des ados
(2) **Des mots, une voix** : des mots, des auteurs
(2) **La plume noire** : nos nouveautés éditoriales anarchistes

17h00 / Le mélange : musique et actualité du spectacle

18h30 / en alternance
(1) **Échos et frémissements d'Irlande** : émission de l'association irlandaise
(1) **Il y a de la fumée dans le poste** : émission du CIRC

20h30 / en alternance
(1) **Détruire l'ennui** : anarcho punk et diy (dot it yourself)
(2) **Les désaxés** : ciné en zone libre (1er dimanche)

22h30 / en alternance
(1) **Rudie's back in town** : les rudes boys et les rudes girls sont de retour en ville
(1) **Seppuku** : musiques

00h00 / Restons éveillés !!!

LUNDI

09h00 / Les enfants de Cayenne : avec des morceaux de vrais anarchistes dedans

11h00 / Lundi matin : infos et revue de presse

14h30 / Ondes de choc (1) : magazine culturel, poésie, chansons et littérature

16h00 / en alternance
(3) **Trous Noirs** : luttes sociales (1ers, 2es, 4es et 5es lundis)
(2) **Le Vivre Ensemble** : végétarisme et cause animale (3e lundi)

18h00 / en alternance
(2) **Les mangeux d'terre** : écolo-libertaire (1er lundi)
(2) **Focus / 18h30** : émission débat avec deux invités sur un sujet actuel et un invité musical pour un live en fin d'émission (2e lundi)
(2) **La santé dans tous ses états** : l'actualité du milieu de la santé (3e lundi du mois)
(2) **Le vivre ensemble** : végétarisme et cause animale (4e lundi du mois)

19h30 / Le monde merveilleux du travail : des syndicats de la CNT

21h00 / Ça urge au bout de la scène : actualité de la chanson

22h30 / De la pente du carmel, la vue est magnifique : comme son nom l'indique

MARDI

08h00 / Le parisien libertaire : actualité parisienne

10h00 / Court-Circuit : scènes philosophiques

11h00 / Artracaille : débat de la condition de l'artiste dans la cité

12h30 / Wreck this mess : cocktail de musiques radicales

14h30 / L'idée anarchiste : textes historiques ou actuels sur l'anarchisme

16h00 / en alternance
(1) **Les amis d'Orwell** : émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus
(1) **Un peu d'air frais** : écologie au quotidien

17h00 / Des oreilles avec des trous (dedans) : des fusiques molles pour fous les tous

18h00 / en alternance
(1) **Idéaux et débats** : émission littéraire
(1) **Pas de quartiers...** : ça se passe près de chez vous

19h30 / Paroles d'associations : magazine de la vie associative et culturelle

20h30 / en alternance
(3) **Radio libertaria** : émission de la CNT (1ers, 2es et 4es mardis).
(2) **Émission spéciale** : sur un sujet d'actualité, antenne ouverte aux auditeurs (3e mardi)

22h30 / Ça booste sous les pavés : musique, reportages, actu

00h30 / For a few sixties more : musique populaire des années 60

MERCREDI

08h00 / La bibliothèque anarchiste (1) : textes anarchistes et débats d'idées

09h00 / L'entonnoir : antipsychiatrie

10h30 / Blues en liberté : émission musicale blues

12h30 / Sans toit ni loi : émission sur les mal-logés et la précarité

14h00 / Le manège : littérature, cinéma

16h00 / Léo 38 : reggae et autres

17h00 / Wesh t'as vu ? (3) : Micro-trottoirs (4es et 5es mecredis)

18h30 / Femmes libres : femmes qui luttent, femmes qui témoignent

20h30 / Ras les murs : actualité des luttes des prisonniers

22h30 / Traffic : musiques urbaines et libres propos

00h30 / Les rendez-vous soniques : le magazine libertaire du rock. Rendez-vous live.

JEUDI

10h00 / Chronique hebdo : analyse libertaire de l'actualité

12h00 / De rimes et de notes : actualité du spectacle et de la chanson

14h00 / Radio Cartable : la radio des enfants des écoles d'Ivry sur Seine

15h00 / Bibliomanie : autour des livres

16h30 / Petites annonces d'entraide

18h00 / Si vis pacem : émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France

19h30 / en alternance
(3) **Cinéma en free style** : cinéma alternatif d'hier et d'aujourd'hui (1ers, 2es et 4es jeudis)
(3) **Body freaks :** la radio trans, actu et débats trans (3e jeudi)

20h30 / Entre chiens et loups : art, anarchie

22h00 / Epsilonia : musiques expérimentales et expérimentations sonores

VENDREDI

08h00 / Zulu for ever : rap français des années 90

09h30 / A las barricadas ! (1) : Chroniques de la révolution espagnole

11h00 / Zones d'attraction : philosophie witz et performance

13h00 / Place aux fous (1) : musiques, disciplines de l'indiscipline

14h30 / Les oreilles libres : musiques engagées

16h00 / à partir du 29 juillet
Do you hack me ? (2) : les bidouilleurs du réel (4e vendredi)

17h30 / en alternance
(3) **Radio esperanto** : émission de l'association Sat-Amikaro
(2) **Radio ZAM** : spécial esperanto jeunes

19h00 / L'invité du vendredi, c'est-à-dire en alternance :
(2) **Des droits et des hommes** : émission de la Ligue des Droits de l'Homme
(2) **L'antenne sociale** : autour des acteurs du social
(2) **Raison présente** : émission de l'Union Rationaliste de France
(2) **Trait d'union** : le mouvement des idées

21h00 / en alternance
(1) **Offensive...** libertaire et sociale
(1) **La grenouille noire** : anarchisme et écologie

22h30 / en alternance
(1) **Muzar** : autour de l'art contemporain
(1) **Bol d'art...** : tu traces

00h00 / Les nuits musicales, en alternance :
(3) **Nuit Léo 38** (2es et 4es vendredis)
(2) **Sure Shots** (1er vendredi)
(2) **SoundRadio** (3e vendredi)

SAMEDI

08h00 / Réveil hip-hop : hip-hop

10h00 / La philanthropie de l'ouvrier charpentier : comme son nom ne l'indique pas

11h30 / Chronique syndicale : luttes et actualités sociales

13h30 / Chroniques rebelles : débats, dossiers et rencontres

15h30 / Deux sous de scène : le magazine de la chanson vivante

17h00 / en alternance
(3) **Bulles noires** : BD et polar
(2) **Bulles de rêve** : cinéma d'animation

19h00 / en alternance
(1) **Tribuna latino-americana** : actualité politique de l'Amérique latine (1ers et 3es samedis)
(2) **Longtemps, je me suis couché de bonne heure** : magazine des livres, de la musique et du cinéma (2e samedi)
(2) **Contre-bandes** : Cinéma (4e samedi)

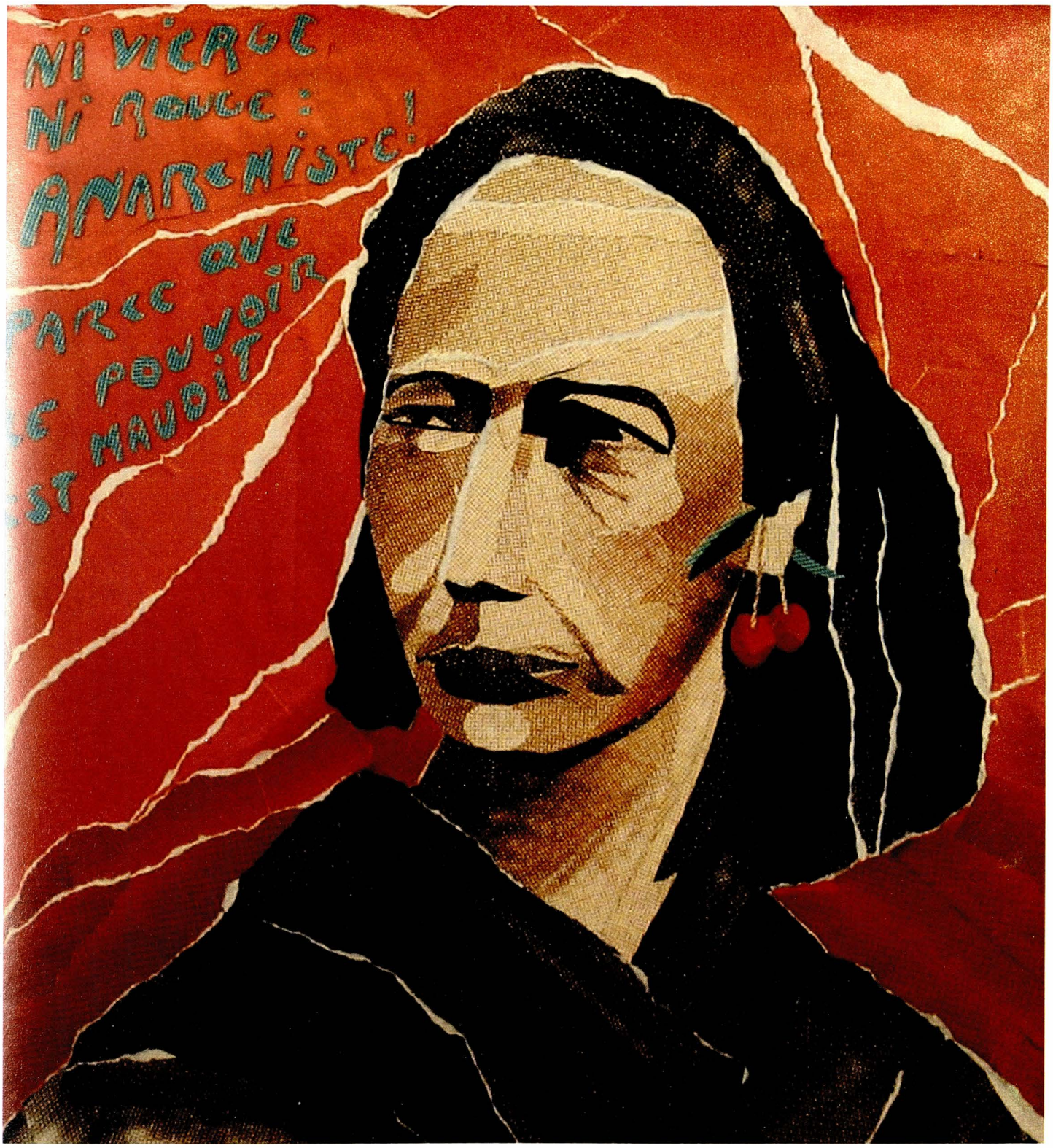
21h00 / Les nuits libertaires, c'est-à-dire en alternance :
(1) **Orpheas Antissa, les jardins d'Orphée** : chronique artistique, musique classique et contemporaine
(1) **Tormentor** : musiques alternatives

23h00 / en alternance
(1) **Nuits off** : topologies sonores, rock et chroniques
(1) **Hôtel paradoxe** : pratique de la poésie sonore et de la performance

RADIO LIBERTAIRE

En Ile-de-France : **89.4 MHz**
Et sur Internet, depuis
http://rl.federation-anarchiste.org

145 rue Amelot - 75011 PARIS
Tél. : 01.48.05.34.08
Tél. studio 01 43 71 89 40



Peinture de Louise Michel par Jacques Tardi

Tarifs · France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 nos	◯ 25 €
6 mois, 25 nos	◯ 50 €
1 an, 45 nos	◯ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Le Monde libertaire - 145, rue Amelot - 75011 Paris - France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

HÉCATOMBE
SUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ?

"Mort aux vaches, mort aux lois, vive l'anarchie !"

Le maréchal des logis de Brive-la-Gaillarde
(cité par Georges Brassens)

www.monde-libertaire.fr